

L'Algérie s'efforce de maîtriser la croissance démographique

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Lemaître

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Belgique, 15 sch. ; Espagne, 28 pt. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Égypte, 100 pes. ; É.-U., 35 c. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 550 P. ; Pays-Bas, 1,50 D. ; Luxembourg, 22 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Portugal, 175 R. ; Royaume-Uni, 60 p. ; Sénégal, 25 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 56 d.

Tarif des abonnements page 38
5427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
C.C.P. 4267 - 23 PARIS
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Clarification entre Paris et Moscou

La visite de M. Chervakov à Moscou se solda-t-elle par un succès ou par un échec ? Les membres de la délégation française avaient tendance à penser, lundi 21 février, à l'issue de la rencontre du ministre des relations extérieures avec M. Andropov, que le problème ne se pose pas en ces termes. Et sans doute - pourquoi les officiels auraient-ils toujours tort ? - avaient-ils raison.

Pour parler de succès, il eût fallu que MM. Andropov et Gromyko modifient la position soviétique sur les euro-missiles, ce qui était exclu à ce stade du marchandage. Pour parler d'échec, il eût fallu que M. Chervakov se rallie dans une certaine mesure aux positions soviétiques, à tout le moins, échole le débat. Ce qui n'a pas eu lieu. Alors ? Alors, plutôt que d'échec ou de succès, parlons de la salutaire clarification des relations franco-soviétiques. Aussi bien dans ses conversations avec M. Gromyko qu'avec M. Andropov, M. Chervakov n'a pas cherché à masquer les divergences qui opposent Paris et Moscou en se réfugiant dans la langue de bois de l'ambassade entre les peuples ; il a au contraire profité de son séjour en U.R.S.S. pour dresser un bilan net et clair des relations entre les deux pays, dans un langage dépourvu de toute ambiguïté.

Du moment qu'on avait décidé d'aborder les vrais problèmes et non pas de célébrer des rites, il était normal que la franchise domine. En reprenant dans ses conversations les principes que M. Mitterrand avait développés le mois dernier devant le Bundestag, M. Chervakov a officiellement informé les dirigeants soviétiques des positions françaises en matière de sécurité européenne : l'apparition des SS-20 a modifié un équilibre nucléaire américain-soviétique que le Kremlin avait lui-même proclamé au moment des négociations SALT-2 ; en prétendant conserver de même l'autorité de SS-20 que la France et la Grande-Bretagne possèdent de missiles eurostratégiques, les Soviétiques veulent préserver une certaine marge de supériorité.

M. Andropov n'a pas été ébranlé par cette logique, et ce n'est pas étonnant. Il en ira de même au moins tant que ne seront pas connus les résultats des élections ouest-allemandes du 6 mars. Ce n'est pas un secret que Moscou compte sur l'élection de M. Vogel pour atteindre son objectif prioritaire : la suspension ad vitam eternam du déploiement en Europe des Pershing-II et des missiles de croisière. Les autres chapitres des discussions franco-soviétiques étaient peut-être moins cruciaux, mais ils ont été traités dans le même esprit. M. Chervakov a condamné une nouvelle fois l'invasion de l'Afghanistan, incitant Moscou à rechercher plus sérieusement cette solution politique que les dirigeants soviétiques prétendent appeler de leurs vœux ; il a aussi évoqué l'intolérable limitation des droits de l'homme et des libertés syndicales en Pologne, n'obtenant pour toute réponse que l'affirmation qu'il s'agit là d'une affaire strictement intérieure à la Pologne.

Le dialogue n'a pas eu l'effet qu'à propos du Proche-Orient - encore que les divergences paraissent sérieuses sur les projets de règlement - et des relations bilatérales. À propos de ce dernier sujet, M. Chervakov a beaucoup insisté sur la nécessité de rééquilibrer les échanges commerciaux, très déficitaires depuis deux ans pour Paris. Des promesses d'ordre général ont été faites. Reste à savoir si elles seront suivies d'effet ou si Moscou considère que ce volet essentiel de la coopération franco-soviétique dépend de conditions politiques qui ne sont pas réunies pour l'instant.

(Lire page 4.)

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT ET LA SITUATION EN ISRAËL

L'O.L.P. reprend à son compte le plan soviétique de règlement

Le Conseil national palestinien devait rendre publics ce mardi après-midi 22 février les résolutions au cours de sa session d'Alger.

Selon notre envoyé spécial, l'une des résolutions proclame le « soutien » de l'O.L.P. au plan Brejnev, qui préconise, entre autres, la reconnaissance par l'Organisation palestinienne du « droit de tous les États de la région, y compris celui d'Israël, de vivre en paix ». Le congrès palestinien entérine en outre le plan de Fds, sans pour autant rejeter formellement le plan Reagan, jugé toutefois « insuffisant » pour constituer la base d'un règlement équitable.

De notre envoyé spécial

Alger. - En échange de la reconnaissance de ses droits nationaux, y compris celui d'établir un État indépendant, le peuple palestinien, représenté par l'O.L.P., reconnaît le droit de tous les États de la région, y compris celui d'Israël, de vivre en paix ; à cet effet, une conférence internationale se tiendra sous l'égide de l'ONU. Tel est, en langage décodé, le sens de la résolution que devait adopter le Conseil national palestinien au cours d'une séance publique, ce mardi 22 février, en début d'après-midi.

C'est du moins le sens que donnent les principaux dirigeants du Fath au texte qui proclame le « soutien » des représentants palestiniens au plan Brejnev (1). Celui-ci proposait, il y a deux ans, un règlement de paix sur les bases ci-dessus énoncées. Une fois de plus, le « Parlement » des fédérés se serait prononcé d'une manière implicite en faveur d'un compromis que la communauté internationale appréciera diversément.

D'autres projets de résolutions, élaborés en commission, et dont les textes n'ont pas encore été rendus publics ce mardi matin, témoignent de la victoire des « modérés » sur leurs adversaires « radicaux ». Le plan de Fds est adopté. Le plan Reagan n'est pas rejeté catégoriquement, mais jugé insuffisant pour constituer une base valable d'un règlement équitable, nous expliquait M. Abou Ayad, l'un des principaux dirigeants du Fath, qui ajoutait : « Le plan américain

ÉRIC ROULEAU.

(1) En avril 1981, le C.N.P. s'était limité à « valuer » le plan Brejnev et non à l'approuver.

(Lire la suite page 4.)

Je suis fier de l'enquête menée par la commission Kahane

nous déclare le président Navon

Trois personnes ont été arrêtées lundi 21 février par les policiers chargés d'enquêter sur l'attentat à la grenade de Jérusalem, qui a coûté la vie, le 10 février, au militant pacifiste Emile Greenzweig. La police a pu identifier les suspects, grâce à des films de télévision tournés au cours des violentes manifestations qui ont précédé l'attentat. Le rabbin Meir Kahane, chef d'un groupuscule d'extrême droite, le Kach, serait entré dans la clandestinité. Il devait être interrogé lundi à propos de sa responsabilité dans l'attentat.

D'autre part, la commission institutionnelle de la Knesset a fixé au 22 mars la date de l'élection du successeur du président Itzhak Navon, au terme de son mandat de cinq ans. Dans une entrevue qu'il a accordée à notre correspondant à Jérusalem, le chef de l'Etat sortant évoque la crise ouverte par le rapport de la commission Kahane sur les massacres de Sabra et de Chatila. Il se dit « fier de l'enquête » et juge que l'acceptation de ses conclusions par le gouvernement « est de très bon augure pour la démocratie ».

De notre correspondant

Jérusalem. - La silhouette bête entre la solide rigueur et l'aimable rondeur. Le regard vif se joue du filtre des épaisses lunettes. Le ton, d'abord mesuré et retenu, est soudain emporté par l'élan de la spontanéité. Le geste rejoint vite la parole. M. Itzhak Navon semble incarner un Israël harmonieusement partagé entre Orient et Occident. Là réside sans doute le secret du prestige et de la popularité qu'il a acquis en cinq ans dans un rôle devenu, à cause de lui, délicat : celui de président de l'Etat d'Israël. M. Navon a en effet su exercer une discrète mais réelle influence à travers une fonction marquée par l'absence de pouvoir réel.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

M. Daniel Mayer, président du Conseil constitutionnel

Juristes et politiques

par PHILIPPE BOUCHER

Les noms des trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel ont été rendus publics lundi 21 février. Désigné par M. François Mitterrand, M. Daniel Mayer succède comme président à M. Roger Frey. M. Mermeas a choisi M. Pierre Marcellin, et M. Pöcher, M. Jozsef-Marigné.

Pour n'être pas des nominations purement politiques, au sens le plus partien du terme, le désignation des nouveaux membres du Conseil constitutionnel doit être non sans intérêt par la classe politique. C'est dire que quelques tâches étaient prévues du côté de l'opposition si celle-ci avait jugé que les nouveaux gardiens de la Constitution n'offraient pas de suffisantes garanties personnelles.

Aucun des soupçons qui avaient, à tort en fin de compte, accompagné la désignation de M. Roger Frey ne pourrait aujourd'hui avoir sérieusement cours à propos des trois nouveaux élus.

Tous juristes, de formation ou d'expérience, tous familiers et même pratiquants de la vie politique, ils réunissent la double qualité dont il paraît reconnu, à présent, par les deux moitiés antagonistes de la nation, qu'elle est nécessaire à un bon examen des évolutions constitutionnelles.

Il est donc bon que l'âge, commun à ces trois nouveaux - soixante-

treize ans - n'ait pas empêché qu'ils fussent désignés. Il est donc bon qu'on ait écarté, cette fois-ci, la limite de soixante-cinq ans retenue lors de la composition de la Haute Autorité de l'audiovisuel. A croire que, dans ce dernier cas, la règle administrative venait au secours des autorités de nomination (les mêmes que pour le Conseil constitutionnel) afin d'éliminer quelques candidats de difficile qualité à écarter sans les blesser, afin qu'on n'ait pas à les dire trop âgés.

Agés, assurément ils le seront en fin de mandat, puisqu'ils attendront quatre-vingt-deux ans. Mais ils ont neuf ans devant eux pour, avec le concours des six autres membres du Conseil, faire prospérer les observations et les réflexions qu'ils ont tirées de leur vie politique et, plus simplement, de la vie tout court.

Dans ce domaine, l'itinéraire de M. Pierre Marcellin, grand bourgeois libéral, qui en vint à fustiger publiquement contre des lois et des décisions qu'il jugeait à bon droit socialistes (ce qui lui coûta certainement son siège de sénateur en 1980), justifie qu'on ne s'attende pas à ce qu'il soit un homme de gauche. M. Jozsef-Marigné, aussi, il renonce ainsi à son poste de président de la commission des lois du Sénat, qui pourrait revenir à M. Jacques Thyrard, lequel, à son tour, pourrait renoncer à la présidence de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Mais c'est aller trop vite vers un futur pourtant proche.

Curieusement, c'est M. Daniel Mayer qui est à la fois le plus évident et le plus étonnant. Evident, il l'est en ayant occupé durant de longues années la présidence de cette Ligue des droits de l'homme que créa le sénateur Ludovic Trarieux en 1898 pour défendre la cause du capitaine Dreyfus. On y verra peut-être l'indice des nouveaux soucis que se donnera le Conseil constitutionnel, peut-être même, sait-on jamais, de nouvelles compétences ou de nouvelles procédures.

Mais, pour anecdote que cela paraîtra avec le temps, la nomination de M. Daniel Mayer est, au même degré, étonnante. Car l'idée de sa promotion ne peut faire oublier qu'on venait, il n'y a pas trois semaines, de renouveler ses fonctions de membre du Conseil supérieur de la magistrature. Comme il paraît peu vraisemblable, sinon constitutionnellement impossible, qu'un même homme siège aux deux seuls conseils de nature juridictionnelle prévus dans la Constitution, on est enclin à s'interroger.

L'actuel président de la Fédération internationale des droits de l'homme a-t-il été un élu de dernière heure.

Le conflit chez Citroën

Demande d'expulsion des salariés licenciés

Le travail a repris normalement mardi 22 février à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois. Les responsables cégétistes ont réinstallé à leur poste de travail les militants qui font l'objet d'une demande de licenciement. Ils ont pu pénétrer dans l'établissement, entourés de leurs camarades, qui les ont escortés jusqu'à l'atelier de montage. En tête se trouvaient plusieurs délégués marocains.

Tout en protestant contre ce « coup de force cégétiste », les agents de maîtrise et les membres de la C.S.L. présents dans cet atelier ne se sont pas opposés à l'entrée des « licenciés ».

La direction pour sa part s'est bornée à faire constater par huissiers « la présence illégale » des salariés frappés de sanctions, notamment de ceux qui ne font pas l'objet d'une simple mesure conservatoire, mais d'un licenciement immédiatement exécutoire. Elle a ensuite engagé une procédure de référé pour obtenir une ordonnance d'expulsion à l'encontre des salariés licenciés.

En choisissant cette procédure, et non l'expulsion des intrus par les vigiles, la direction a montré une certaine volonté d'apaisement. Tous se passent comme si chacun, tout en maintenant ses positions, voulait éviter les provocations. « Nous avons prouvé une fois de plus », déclarait un délégué C.G.T., « que la violence n'est pas de notre côté. Les huissiers ont pu constater que nous avons repris le travail dans l'attente d'une négociation. C'est ce que nous avons toujours souhaité : négocier sur tous les problèmes qui se présentent dans cette usine ».

A Aulnay-sous-Bois comme chez Renault à Flins, les syndicats conscients qu'ils risquent l'isolement s'ils durcissent plus encore leurs positions ont fait marche arrière en apparence, tout en restant fermes sur le fond. Il n'est pas question pour eux - quoi qu'en pensent leurs centrales respectives - d'accepter les sanctions qui visent surtout des délégués, jugés trop encombrants. - J. B.

(Lire page 41.)

Dans nos pages politiques :

LA GAUCHE DEVANT LE MUR DE L'EMPLOI

Lire page 12 le reportage de PATRICK JARREAU sur la région du Nord avant les municipales.

DES COMMUNISTES AUX COMMANDES

Lire page 13 les reportages de ROGER CANS et SERGE BOLLOCH dans la Meuse et en Franche-Comté.

Dans le Monde des sciences et des techniques :

LA RESTAURATION DU TEMPLE DE BOROBUDUR DANS LE CENTRE DE L'ILE DE JAVA EST ACHÉVÉE

Lire page 35 l'article de YVONNE REBEYROL.

DES CHERCHEURS JAPONAIS SONT PARVENUS AUX CONFINES DU ZÉRO ABSOLU

Lire page 35 l'article de J.-F. AUGEREAU.

QUAND L'ALLEMAGNE ECLATERA...

jean-paul picaper

VERS LE IV^È REICH

écologistes et gauchistes contre la démocratie en Allemagne fédérale

ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE

TR

Le Monde

idées

Une subite volte-face

par YVES LANCIEU (*)

Programme militaire

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, est attendu ce mardi 22 février au Palais Bourbon par la commission de la défense, sur son projet de loi de programmation militaire 1984-1988. MM. Yves Lanciaeu (R.P.R.) et Georges Mesmin (U.D.F.) considèrent que la France baisse sa garde en modifiant sa doctrine et en consentant un moindre effort budgétaire. M. Alain Bloch (radical-socialiste) estime que ce débat peut être l'occasion d'un rapprochement entre les socialistes et le centre.

La cause est belle ! entendue : après les deux médiocres budgets de la défense 1982 et 1983, le coup de grâce risque fort d'être donné par la future loi de programmation militaire 1984-1988 qui, sur les bases actuellement connues (3.895 % du P.I.B.), ne peut que conduire à des étirements et à des renoncements qui, comme l'ont si bien dit les trois chefs d'état-major, compromettent, à l'aube des années 90, les missions de nos trois armées. Encore n'existe-t-il pas de quatrième chef d'état-major en charge de la force de dissuasion, car alors, au vu de son propre rapport, la fausse légende de la priorité au nucléaire aurait sans doute volé en éclats : les reports des programmes M5 et SX à des dates indéterminées, la mise en œuvre du 7 S.N.L.E. au plus tôt en 1995, l'abandon du satellite Samro, l'extrême pénurie des moyens d'acquisition des objectifs pour l'Hadès, sont là pour en témoigner.

Sur de telles bases, l'effort de défense de la France se situera très en deçà des augmentations prévues sous le précédent septennat (0,09 % du P.I.B. par an), avec au surplus une croissance infime du P.I.B. (les prévisions pour 1982 ne sont plus que de 3 063 milliards au lieu de 3 153 initialement), et alors même que ce qu'il est convenu d'appeler l'"inflation militaire" dépassera d'au moins 2 % l'indice INSEE de la hausse des prix.

Dès lors, avec un budget qui ne représente même pas 15 % du budget national, avec une augmentation nominale de 8,44 %, avec un pourcentage du P.I.B. sans aucune majoration durant les cinq années de la programmation, le gouvernement aura pris la très lourde responsabilité de laisser aller notre défense à la dérive.

Responsabilité d'autant plus lourde qu'elle interviendrait dans un contexte international plus préoccupant.

Déséquilibre

Le déséquilibre, aussi bien conventionnel que nucléaire, s'est accentué ces dernières années sur le théâtre européen au bénéfice du pacte de Varsovie, seigneur de l'Europe de l'Est, et l'iniquité dans les opinions publiques de l'Europe de l'Ouest, habilement travaillées par la propagande soviétique en matière de désarmement.

La tentation est grande dans ces conditions de rogner sur les crédits militaires et de chercher un arrangement à tout prix à Genève pour pallier les difficultés économiques de l'heure.

Nous voici donc, en cette année 1983, avec le dilemme - mais combien crucial - problème de l'implantation des deux cent soixante-douze Pershing-2 et missiles de croisière américains en Europe, à la veille d'une échéance qui pourrait entraîner des conséquences incalculables sur la cohésion de l'alliance atlantique. Les deux entretiens récents, l'un dans le *Monde* du 6 janvier, l'autre dans *Libération*, du gé-

néral américain Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, viennent de confirmer les nouvelles orientations de la stratégie américaine. Sans être aussi brutal que le « groupe des quatre », partisan déclaré du « no first use », le général Rogers confie néanmoins à la presse sa réputation d'engager le premier le feu nucléaire sur le théâtre européen.

D'où, faute de pouvoir espérer réaliser la parité dans le domaine strictement conventionnel, la priorité désormais donnée par lui à la mise en place d'un nouveau dispositif d'armes « intelligentes », avant tout destinées à détruire le deuxième échelon des forces du pacte de Varsovie.

Riposte-miracle ou camouflage d'une flexibilité bien plus accusée de la riposte nucléaire ? La question mérite d'être posée et, dans le doute, impose aux Européens de prendre davantage encore leurs responsabilités dans leur propre défense.

On trouve ainsi la meilleure des justifications à la décision prise par le général de Gaulle, précisément après Cuba, quand il a décidé la constitution d'une force française de dissuasion indépendante - décision logiquement assortie du retrait du commandement intégré de l'OTAN.

Des accommodements avec la doctrine

Et qu'on ne s'y trompe pas : la meilleure contribution de la France à l'alliance atlantique, et notamment à la défense de l'Europe, passe plus que jamais par le maintien de sa maîtrise de la doctrine. Au reste, les pays de l'OTAN, après avoir longtemps été réservés, ont reconnu eux-mêmes en 1974 le caractère positif de cette contribution.

On voit plus clairement aujourd'hui que cette force de dissuasion prend tout son sens en Europe et pour l'Europe, dès lors que pourrait se manifester une hésitation ou un trop grand retard des Américains à mettre en jeu leur propre force de dissuasion.

Tout agresseur potentiel doit désormais compter avec ce risque supplémentaire.

Le moment n'est donc pas venu - c'est tout le contraire - de baisser la garde, de chercher des accommodements avec la doctrine.

Or c'est précisément ce à quoi nous assistons depuis quelques semaines : le langage des responsables gouvernementaux a brusquement changé, et l'on a pu prendre connaissance dans le *Monde* du 16 décembre 1982, dans un article fort documenté et, semble-t-il, puisé aux meilleures sources, de ce que l'organe de presse a lui-même qualifié d'« évolution de la doctrine stratégique ».

Pour ce qui est de l'arme nucléaire tactique (A.N.T.) terrestre, tout d'abord, nous manquons à tel

point de moyens d'acquisition des objectifs que la seule hypothèse d'emploi crédible résiderait jusqu'à présent dans le couplage avec la 1^{re} armée, chargée d'obtenir, après fixation des forces adverses, les renseignements de contact. Mais dans l'hypothèse envisagée (tir en R.D.A. ou en Tchecoslovaquie), une telle probabilité disparaît, et ce ne sont ni les Mirage-III R de la F.A.T.A.C. qui auront besoin de franchir d'abord le « ciel américain », ni les équipes pourtant très opérationnelles du 13^e R.D.P. qui ne peuvent opérer à plus de 150 kilomètres en avant de nos lignes et qui doivent en toute hypothèse commencer par être larguées, ni les informations susceptibles d'être recueillies par notre 44^e régiment de transmissions ou par le 6^e R.A., tant que nous ne disposons pas de radars d'une portée suffisante (le Rasit ne porte qu'à 25 kilomètres), ni les deux drones CL 89 dont vient d'être doté le 7^e R.A. mais qui ne portent guère qu'à 40 kilomètres et demandent deux heures au minimum avant de restituer leurs photos qui permettraient d'assurer la localisation d'objectifs tactiques, c'est-à-dire d'unités en mouvement se déplaçant au-delà du rideau de fer. Et si, faute d'y parvenir, l'Hadès devait se contenter d'objectifs « terrain » (terrains d'aviation, ponts, gares, etc.), il ne ferait rien d'autre que de doubler des missions qui seraient bien mieux assurées par les Mirage-2000 dotés du missile A.S.M.P.

Pas davantage ne peut-on envisager de projeter la force aéromobile à l'avant du dispositif militaire allié en centre-Europe, sauf, dans ce cas comme dans celui que nous venons de voir, à bénéficier du consentement et du concours des Américains.

Or, précisément, l'hypothèse d'emploi de notre A.N.T. comme « ultime avertissement » ne prend toute sa valeur qu'en cas de défaillance américaine. On voit mal, dans ces conditions, le commandement américain faciliter les choses, pour le cas précisément où son gouvernement aurait décidé de surseoir à la mise en œuvre de ses propres armes nucléaires tactiques.

Ce qui explique d'ailleurs la réaction plutôt positive, quoique quelque peu dubitative, du général Rogers à cette nouvelle doctrine française.

Il reste à tenter, dans ces conditions, de comprendre cette subite volte-face d'un gouvernement qui, il y a peu encore, tenait des propos autrement orthodoxes.

Deux raisons (il y en a peut-être d'autres) ne paraissent former un début d'explication :

1) Faute de consacrer les moyens nécessaires à notre défense, le pouvoir cherche à détourner l'attention, à la veille de la présentation de sa loi de programmation militaire 1984-1988, en faisant les projecteurs sur un débat de doctrine.

2) Il peut être tentant pour le chef de l'Etat de marquer une orientation atlantique plus poussée dans l'espoir d'obtenir en retour des Etats-Unis une meilleure compréhension dans les domaines financier et économique.

Un effort inadapté à l'ambition

par GEORGES MESMIN (*)

Où va la défense de la France ? Voici ce qu'en dit l'objectif l'on peut dire : un acquis, capital, l'armement nucléaire, qui permet à la France d'être présente dans le jeu de la dissuasion, qui lui donne un droit accru à la parole, qui constitue l'ultime garantie de son indépendance ; pour le reste, des glissements, des retards, des abandons, des insuffisances ; une armée sous-équipée, une marine écorchée par l'opération S.N.I.E. (sous-marin nucléaire lance-engins), aux deux tiers hors d'âge ou proches de l'être, une armée de l'air insuffisamment dotée de ce qui confère sûreté, allonge, l'entretien des matériels et l'activité des forces, qui conditionnent la crédibilité de l'appareil militaire - et l'acceptation du service militaire par les jeunes - sont sacrifiés au-delà de ce qui est tolérable.

La réalité des choses de notre défense, c'est le déséquilibre entre ce qui est nucléaire et le reste, tout le reste. Un déséquilibre tel que la suppression de quelques dixièmes de point de produit national dans le financement de la prochaine loi de programmation engendrerait le désastre, comme en témoignent les documents des chefs d'état-major révélés au public. La réalité des choses, en définitive, c'est l'inadaptation de l'effort à l'ambition. Voilà le problème de fond posé à la France par sa défense.

Le mal n'est pas né, comme de génération spontanée, le 10 mai 1981, ni même le 18 octobre 1982 lorsque le gouvernement a fait porter la hache de l'austérité par priorité sur les armées : il s'est installé en 1968, lorsque la part du P.N.B. consacrée à la défense, qui se situait alors aux environs de 4 %, a commencé à chuter qu'elle devait la conduire à 2,96 % en 1974 - ou, pour employer le langage nouveau, de quelque 4,5 % à 3,36 % du P.I.B.M. (produit intérieur brut marchand).

Comment, dans ces conditions, imaginer pouvoir se payer un armement nucléaire de quelque complexité, maintenir l'armature classique en deçà de laquelle il n'y a pas de défense crédible, pourvoir à la mise en condition opérationnelle sans laquelle l'appareil militaire n'existe que sur le papier, assurer enfin comme elle doit l'être la vie des personnels ?

Arguties

La loi de programmation votée le 19 juin 1976 répondait de façon positive à cette question, en amorçant la longue marche vers l'adaptation de l'effort à l'ambition - au besoin, devrions-nous dire. En 1981, la part du P.I.B.M. consacrée à la défense avait reculé à 3,85 %, elle devait atteindre 3,94 % en 1982. L'effort soutenu pendant cinq ans, pour remarquable qu'il ait été, s'avérait cependant insuffisant pour sortir de l'impasse, les retards dans l'exé-

tion de la programmation 1977-1982 en témoignent s'il en était besoin.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? En octobre 1982, 60 % des annulations de crédits du budget en cours frappent la défense - qui n'occupe que 15 % du budget global. Le budget 1983 croît en francs courants dans les limites étroites de la fragile hypothèse sur l'inflation : le pouvoir d'achat des armées cesse de croître en termes réels ; c'est un fait ; il va, selon toute vraisemblance, décroître. Nous sommes enfin avertis que l'effort budgétaire doit être plafonné à 3,9 % du P.I.B.M. pendant les cinq années à venir. Toutes les arguties, tous les habillages du gouvernement ne peuvent tromper : l'effort engagé pour la défense en 1976 est cassé, c'est un fait mathématique. L'inadaptation budgétaire à l'ambition va donc s'aggraver, sinon devenir irrémédiable.

Une pause

Alors, on dit que le moment des choix est venu. Bien sûr, il va falloir, il faut toujours choisir. D'ailleurs, qu'il y a peu encore, voulait l'armement nucléaire de la France aux ordres, présent aujourd'hui l'oreille à la thèse de la défense « bon marché » professée par un quatuor de religieux de l'absolutisme nucléaire et de son corollaire de la France seule. En écartant la tentation, ils engageaient la France dans l'illusion d'une défense éternellement fondée sur la menace nucléaire stratégique visant les centres vitaux de l'adversaire potentiel. La France ne veut pas l'illusion d'une défense, elle veut une défense.

Pour que celle-ci ne devienne pas une ligne Maginot nucléaire, pour qu'elle soit adaptée à toutes les formes d'une menace qui est globale, pour qu'elle trouve la place qui est la sienne dans la défense commune des Nations qui tiennent à la liberté pour qu'elle n'engendre pas l'isolement, et à terme un neutralisme qui ne peut servir que l'Union soviétique, il faut relever la garde. La France étant ce qu'elle est, la programmation militaire 1984-1988 doit tendre à porter l'effort budgétaire à 4,5 % du P.I.B.M.

En tout état de cause, la prochaine loi de programmation doit marquer une pause dans le développement quantitatif de la force nucléaire stratégique, tout en conservant la priorité au développement qualitatif de l'armement nucléaire. C'est là le seul moyen capable de sauvegarder une capacité d'effort terrestre significative de participation à la bataille d'Europe - si jamais celle-ci devait avoir lieu - et la capacité d'action extérieure minimale - sur mer en particulier - nécessaire à la liberté d'action de la France.

(*) Député U.D.F. de Paris, membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

Dépoussiérer le dogme paléo-gaullien

par ALAIN BLOCH (*)

Le préambule de la prochaine loi de programmation militaire constitue traditionnellement l'exposé de la politique de défense de la France. Lourde tâche pour la gauche que d'essayer de dépoussiérer le dogme paléo-gaullien qui nous tient lieu, depuis la disparition du général de Gaulle, de doctrine et que, contre toute attente, les socialistes ont plutôt, depuis leur arrivée au pouvoir, contribué à enraciner. Puis-ent ces quelques lignes leur montrer qu'ils font sur ce chemin fausse route, non seulement sur le fond mais aussi tactiquement : le débat sur la défense pourrait bien, en effet, constituer un des terrains de cette ouverture vers le centre dont on parle tant et qui nous paraît pour notre part inscrite comme la condition sine qua non de la poursuite de la « gestion » actuelle. Ouverture vers le centre, mais aussi vers certains gaullistes dont on aurait tort de croire que les plus progressistes ne le seraient pas aussi en matière de défense.

L'évolution de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe et la réaffirmation appuyée de la doctrine du *no first use*, l'apparent changement de situation diplomatique entre la Chine populaire et l'U.R.S.S., probablement dû d'ailleurs aux maladroites américaines comme aux hésitations européennes, le changement de dirigeants et la crise intérieure en Union soviétique comme les menées déstabilisatrices du K.G.B. en Italie, à travers le mouvement pacifiste allemand et le terrorisme international via le Moyen-Orient, sont par ailleurs autant de lourds nauages qui s'amoncellent dangereusement à l'horizon et qui doivent être impérativement pris en compte dans une réflexion sérieuse et globale sur notre politique de défense. La conclusion malheureusement la plus évidente à en tirer est qu'une agression soviétique - totale - (c'est-à-dire intérieure et ex-

terrieure) mais - dénucléarisée - en Europe est hélas de plus en plus vraisemblable.

En face d'une telle menace ainsi redéfinie et dans un cadre d'alternances qui gagnerait à être plus clairement précisé, nos réflexions restent les problèmes à résoudre.

Le premier est bien sûr celui du concept lui-même. D'autres avec nous le répètent depuis de nombreuses années : notre actuelle dissuasion repose sur un consensus suicidaire qui érige un discours destiné à maintenir la paix en système d'actions visant à ne pas perdre la guerre. Double erreur qui méconnaît cette règle fondamentale qui veut qu'une guerre se gagne ou se perde à l'issue d'une (ou de plusieurs) bataille(s). Et les sophismes qui prétendent refuser une telle évidence n'entraînent que de faux débats qui n'ont nul lieu d'être si ce n'est pour masquer par le verbe l'insuffisance de nos moyens.

Bataille, aéromobilité et bombe à neutrons

Car, au-delà des galimatias, il est la deuxième question, corollaire de la première, mais non moins importante : avec quels moyens, si la dissuasion échoue, c'est-à-dire si l'agression soviétique a lieu, gagner la bataille que la France devra livrer si elle ne veut pas perdre la guerre. Deux réponses sont possibles. L'une est diplomatique, dans le cadre de l'alliance atlantique ou dans le cadre européen. Mais il vaudrait mieux, comme nous l'avons dit, choisir clairement et tirer les conclusions militaires de ces choix. L'autre, qui n'est pas exclusive de la première, est militaire : nouveau David contre le Goliath venu de l'Est, la France peut retrouver le succès de ses armes par la vertu d'une médiation techni-

cienne qui combinerait le feu nucléaire à radiations retardées avec la mobilité aérienne de l'avion et de l'hélicoptère. Nous le proposons ici même dès 1977 et nous ne pouvons que saluer l'étude de la mise sur pied d'une division aéromobile. Mais dans le même temps, quelle déception, et quelle contradiction, que ces

attermoissements politiques sur la bombe à neutrons !

C'est bien, en réalité, par l'action fulgurante de ces modernes *frondes* que seront demain ces corps entières

(*) Membre du bureau national du parti radical-socialiste, ancien député de Saint-Cyr.

DECISION INFORMATIQUE

LE JOURNAL

DES MICRO-ORDINATEURS

A USAGE PROFESSIONNEL

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

ment aéromobiles - logistique comprise - que la France, délivrant sur les blindés ennemis le feu nucléaire neutrois !

C'est bien, en réalité, par l'action fulgurante de ces modernes *frondes* que seront demain ces corps entières

(*) Membre du bureau national du parti radical-socialiste, ancien député de Saint-Cyr.

Service militaire et volontariat

Il y a cependant la permanence et l'entraînement de nos moyens humains. Et c'est d'abord dans ces termes qu'il convient de poser la troisième question, si politique, au sujet de notre défense, qui est celle du service militaire. Comme les corps blindés d'avant-guerre, nos corps aéromobiles seront de métier ou ne seront pas. L'extrême complexité des techniques, la mobilisation immédiate des moyens, le degré d'entraînement des équipages, le sang-froid exigé par la mission, imposent au minimum le volontariat d'une certaine durée pour ces forces nouvelles.

Pour le reste, à six mois ou à un an, le problème essentiel du service militaire demeure de rétablir sa véritable universalité, chaque jour bafouée. Le pouvoir socialiste, pourtant, par tradition républicaine, hostile à l'armée de métier, semble s'être fait à l'idée que seuls des corps professionnels telles la gendarmerie, portées aux nues par M. Hermu, ou la légion étrangère sont à même de faire face à la menace du terrorisme ou à notre besoin d'intervention extérieure qui constituent les deux derniers problèmes, et non des moindres, à résoudre dans le cadre de notre politique de défense.

Pour ce qui est des actions extérieures éventuelles que la France pourrait avoir à mener, c'est la question de transport de nos troupes qui reste entière. Notre division aéroportée, et particulièrement ses unités d'engages, a montré son efficacité. Son emploi combiné avec celui de nos corps aéromobiles doit également être prévu sur un éventuel théâtre d'opérations en Europe.

Mais nos avions Transall à long rayon d'action et ravitaillables en vol, s'ils sont un progrès certain pour leur mobilité, ne suffisent pas. Et, budgétairement parlant, il semble bien que la France doive faire un choix entre un nouvel appareil et le projet de la marine de porte-avions à propulsion nucléaire. Les leçons du récent conflit des Maldives doivent à cette occasion être tirées et des priorités définies.

Nous avons exposé précédemment notre conviction que l'agression soviétique serait « totale », extérieure comme intérieure. Malgré la campagne de désinformation menée en Occident sur la personnalité de M. Andropov, sa qualité d'ancien chef du K.G.B. ne doit sur le sujet nous laisser aucune illusion.

C'est pour faire face à cette menace que notre gendarmerie doit retrouver une nouvelle jeunesse. Ses moyens d'action en milieu urbain doivent être étendus, l'entraînement de ses escadrons mobiles redéfini dans ce sens et ses tâches administratives allégées. Nos gendarmes sont certes fiers de leur polyvalence, mais l'ingénierie actualisée du terrorisme vaut bien qu'on sacrifie quelque peu les missions de police de la route ou de contrôle des prix. Les hommes à tout faire de la République doivent redevenir des policiers-soldats à la française dont la mission première serait de prévenir, et de réprimer le cas échéant, les tentatives de subversion. Gageons que M. Hermu saura s'y employer !

Monde
OCHE-ORIENT
Un entre

Un entre

Un entre

Un entre

étranger

Le Monde

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le président Navon

(Suite de la première page.)

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Navon s'exprime avec prudence, avec habileté, tout en laissant entendre qu'il n'a peut-être pas prononcé son dernier mot.

Avec insistance et de manière déterminante, vous êtes intervenu en septembre pour la création de la commission Kahane. Êtes-vous satisfait de la façon dont son rapport a été accueilli ?

Le plus important était d'instaurer cette commission, impartiale et indépendante. Nous nous le devons à nous-mêmes. Puisque nous revendiquons des valeurs morales, une tradition de justice, un héritage spirituel propre à Israël, il fallait en témoigner. Nous savions qu'aucun soldat israélien ne se trouvait à l'intérieur des camps. Mais nos soldats étaient tout autour des lieux et y avaient laissé pénétrer les phalangistes. Il fallait découvrir comment les choses s'étaient passées avant et pendant ce terrible massacre. N'aurions-nous pas pu l'arrêter à temps ? Si de notre côté quelqu'un était coupable de quoi que ce fut, il fallait qu'il paie pour cela.

Je ne veux pas discuter les conclusions de la commission. Mais je dois dire que je suis heureux que le gouvernement les ait acceptées. Ce fut pénible, mais il ne pouvait pas en être autrement. Je suis d'autant plus satisfait que le gouvernement avait la possibilité légale de refuser ceci ou cela. Or, il a suivi l'avis qui lui a été donné. Voilà qui est de très bon augure pour la démocratie de ce pays, pour le fonctionnement de ses institutions et le caractère de sa société. Cette procédure et son résultat auront une grande portée sur son avenir.

Ni complicité ni préméditation

Admettez-vous qu'un ministre, M. Ariel Sharon, puisse déclarer qu'il rejette la notion de « responsabilité indirecte » d'Israël alors qu'il s'agit de la conclusion essentielle du rapport ? N'est-ce pas tout remettre en cause ?

Je ne peux pas faire de commentaires et je ne veux pas dénoncer tel ou tel. Après une pareille enquête, il est inévitable que toutes sortes d'opinions s'expriment, et certaines sont très subjectives. Mais seules comptent les conclusions de la commission et leur acceptation.

Alors que certains émettent des critiques contre la commission, je tiens à souligner que ces conclusions comportent aussi des points très positifs pour Israël. Il y a eu des rumeurs de collusion entre les nôtres et les phalangistes, mais il a été établi qu'elles étaient sans fondement. Pas de complicité, pas de préméditation. La conception à la base de l'opération dans les camps était que les phalangistes devaient assumer leur part dans une guerre où les Israéliens avaient déjà sacrifié beaucoup de leurs. Plusieurs de nos officiers ont averti les phalangistes de ne pas s'en prendre à la population civile. La commission l'a révélé mais en estimant que ce n'était, à l'évidence, pas suffisant.

Beaucoup d'Israéliens n'ont pas admis le principe même d'une enquête considérant a priori qu'il était injuste d'impliquer Israël dans cette affaire. A plus forte raison les résultats ont-ils été contestés, parfois avec colère, dans des manifestations pour soutenir le gouvernement ou dénoncer ceux qui, comme les militants de La paix maintenant, pensent que le gouvernement a étudié l'avis de la commission Kahane. Cette incompréhension d'une justice que vous défendez n'est-elle pas inquiétante ?

Il faut comprendre que, pour beaucoup d'Israéliens, la mise en question d'une responsabilité signifie : « Qui a tué et massacré ? », et la réponse est : « Ce n'est pas nous. » Les gens de la rue ont une réaction spontanée. On ne peut oublier au plus que les recommandations de la commission peuvent paraître rudes d'un certain point de vue. Le premier ministre, le ministre de la défense, le chef d'état-major et plusieurs responsables militaires de haut rang ont été sévèrement blâmés et sanctionnés. Selon certains, ceux qui ont conduit la guerre et libéré la Galilée de la menace palestinienne sont des héros. En tout cas, la plupart des militaires impliqués étaient connus pour leur courage et leur valeur. Il y a là de quoi être choqué, surtout quand on a le sentiment que des Israéliens ont été punis pour ce que d'autres ont commis.

C'est pour cela qu'à la télévision je me suis adressé récemment au président Amine Gemayel. Il sait qui sont les criminels, des proches, ses gardes du corps peut-être. Pourquoi ne les a-t-il pas traduits en justice ? (...) On dit qu'il ne « peut » pas tant il est en position de faiblesse. Mais je lui ai déclaré - en arabe : « Si vous voulez que votre siège soit stable, rendez la justice. Sinon le feu de Sabra et de Chatila s'ouvrira à votre endroit et embrasera l'arabisme du Liban » (1).

Enfin, a-t-on jamais vu un pouvoir tirer profit d'un aveu de faiblesse ?

Pas de distinction entre communautés

Une partie des Israéliens a dit, comme vous, que cet accord était tout à fait « honneur » de ce pays, tandis que l'autre a protesté en affirmant qu'elle était l'appropriation sur Israël. N'y a-t-il pas dans cette contradiction l'expression de deux conceptions d'Israël, de deux classes politiques par trop différentes et incompatibles ?

Si vous entendez par là une distinction entre deux communautés

de ce peuple, vous vous trompez. Car ceux qui ont protesté étaient aussi des ashkénazes. Les éléments les plus extrémistes et leurs dirigeants sont d'origine européenne et non pas orientale. Et, au sein du gouvernement, ces derniers mois, ce sont les ministres orientaux qui ont été le plus modérés. Il convient d'éviter les stéréotypes.

Je suis fier de cette enquête. Ceux qui pensent qu'elle nous fait « honneur » s'imaginent que l'on a mis en accusation Israël pour toute l'affaire. Ils ne réalisent pas que, s'il y avait une souillure, c'était avant l'enquête. Mais la commission a maintenant mis les choses au clair et je m'en félicite.

Mais dans le climat de troubles dans lequel Israël a vécu après la publication du rapport d'enquête, surtout au moment de l'attentat contre les militants de La paix maintenant (le 10 février), il y a eu de nouveau la crainte que les châtiments politiques se confondent peu ou prou avec des distinctions de couleur, comme l'on dit ici, « ethnique ». Cela semblait évident dans les appels au calme qui ont été lancés, par vous notamment.

Oui, des craintes, bien sûr. Car, pour la première fois depuis la création de cet Etat, quelqu'un a été tué à cause d'un désaccord politique. Il y a là un grave danger. J'ai dit que cet événement pouvait marquer un tournant vers le pire ou bien rester, dans l'histoire d'Israël, le premier et le dernier drame de ce genre. Tout dépend et dépendra de nos réactions. Mais si vous voulez parler de relations intercommunautaires en Israël, c'est un autre sujet. Je ne veux pas le lier particulièrement aux derniers événements et aux débats actuels parce que je n'en sais pas assez pour l'instant.

Alors, formulons autrement la question : pourquoi si fréquemment dans la vie politique israélienne le problème intercommunautaire fournit-il l'arrière-plan des périodes de tension ?

Il y a en Israël trois millions trois cent mille juifs venant de cent deux pays différents et parlant quatre-vingt langues différentes. L'une des principales tâches d'Israël est de savoir comment faire de ce rassemblement une seule et même nation. Si on ne considère pas le tableau dans sa perspective, l'image paraît inquiétante, mais on devient plus optimiste en se référant au passé, même récent, car l'on peut constater une évolution bien réelle. Je suis convaincu que dans trente ou quarante ans on ne parlera plus guère de ce problème.

Les éléments positifs ne manquent pas. Par exemple, un pourcentage croissant de mariages mixtes entre ashkénazes et Orientaux. Il y a dix ans ils ne représentaient que 11 % du total des mariages. En 1982, ce pourcentage a été de 23 %. Dans les cas moyens, on atteint même près de la moitié. Voyez le cas

de ma famille (2). Ma sœur aînée s'est mariée à un homme d'origine irakienne. Mon autre sœur a épousé un certain M. Linenberg (Russe). Mon frère a choisi une Polonaise. Les parents de ma femme sont venus de Russie. Que seront nos enfants et nos petits-enfants ? Ashkénazes, séfarades ? Ni de l'une ni de l'autre communauté. Des Israéliens.

Recharger mes batteries

En annonçant que vous ne briguez pas un second mandat présidentiel vous avez en même temps précisé que vous n'avez pas l'intention de revenir dans l'arène politique, décevant ainsi une partie de vos concitoyens qui avaient pour vous d'autres ambitions. Ne vous sentez-vous pas responsable de cette déception, et cette décision est-elle définitive ?

Je crois que la plupart de ceux qui ont été déçus l'ont été parce que je quittais la présidence (...). J'ai reçu des centaines de lettres et de personnes sont venues me dire avec colère : « Pourquoi nous abandonnez-vous ? (...) ». Je sais aussi que certains voulaient m'entendre dire que j'allais revenir à la politique.

La vérité est simple. J'étais obligé de prendre une décision maintenant. Je devais savoir si je pouvais continuer à remplir mes fonctions pour cinq années supplémentaires. Ce n'est seulement qu'après avoir répondu à cette question que je m'en suis posé une autre : « Que faire ? ». Mais ce n'est pas pour écrire des livres ou pour faire tout autre chose que je me suis résolu à faire un choix. Cinq ans c'est long. J'ai senti que j'avais besoin de recharger mes batteries, que dans cinq ans je ne serais sans doute plus aussi actif. J'ai dit ce que j'avais à dire, du moins je le crois. Mais dans cette fonction on risque fort de se répéter car un président d'Israël ne s'occupe pas des affaires qui sont le lot d'un gouverneur. Il parle des problèmes généraux et fondamentaux d'Israël, du judaïsme... des journalistes commentent à savoir à l'avance ce que j'allais déclarer dans mes discours. Les vérités de base ne changent pas.

A présent, je vais consacrer mon temps à rédiger un ouvrage et à lancer deux ou trois projets qui, dans le domaine social, me tiennent à cœur. Voilà où j'en suis aujourd'hui. Evidemment, si vous venez m'interroger dans deux ou trois ans ! Je ne sais pas. Je verrai alors quelle sera la situation.

Propos recueillis par FRANCIS CORNU.

(1) M. Navon se réfère ici à un passage de la Bible en se livrant à une libre interprétation.
(2) Le père de M. Navon était d'origine séfarade, c'est-à-dire espagnole ou libanaise. Le président est issu d'une vieille famille de Jérusalem venue voilà plusieurs siècles d'Espagne via la Turquie. Sa mère était d'origine marocaine.

Liban

Même les tempêtes de neige sont politiques

De notre correspondant

Beyrouth. — Même les tempêtes de neige sont politisées au Liban... Celle du week-end dernier, la plus violente depuis vingt ans, a fait une hécatombe : quarante-neuf morts jusqu'ici, et le décompte n'est pas achevé, de très nombreuses voitures étant encore ensevelies sous la neige, avec peut-être des occupants à l'intérieur. La quasi-totalité des victimes dénombrées - quarante-trois sur quarante-neuf - se trouvaient au col du Baïdar, sur la route Beyrouth-Damas.

On imagine l'imbroglio politico-militaire qui a résulté de la localisation du principal théâtre du drame. Les forces de sécurité libanaise, accusées de carence pour n'avoir pas prévenu la catastrophe en barrant les routes, font valoir que celles-ci ne sont pas sous leur contrôle. La route de Damas, en particulier, se trouve dans sa partie est aux mains des syro-palestiniens, et dans sa partie ouest aux mains des Israéliens. Caux-ci accusent implicitement les Syriens d'avoir bloqué des centaines de personnes sur la route. C'est ce qui ressort des propos de leur chef d'état-major, le général Eytan.

Les Syriens, pour leur part, ont refusé que les soldats de la force multinationale - américains, français, italiens et britanniques - participent aux se-

cours, leur interdisant l'accès de leur secteur, même sans armes. Des hélicoptères américains ont bien été autorisés à survoler la région, mais ils ont été de peu d'utilité, n'étant pas équipés pour atterrir sur la neige. Avant que les équipes de secours libanaises elles-mêmes ne s'ébranlent, de nombreuses démarches ont été nécessaires afin qu'elles puissent pénétrer dans tel secteur ou utiliser telle route.

Tirant l'amère leçon de cette situation, la quotidien de Beyrouth l'« Orient-Le Jour » écrit : « Cette calamité naturelle, qui ensevelit, isole et tue, se mue en blanc révélateur de nos misères profondes : à l'impéritie et à l'imprévoyance d'une administration toujours déçagée par l'événement, vient se greffer l'intolérable partage qui donne à la symbolique politique le pas sur les plus évidentes des considérations humanitaires. Au nom de cette affirmation de présence » dirigée contre l'entité libanaise même, des soldats syriens ont empêché des militaires occidentaux de se porter au secours de civils libanais agonisant dans la neige, tandis qu'un général israélien - Eytan - ne songeait qu'à exploiter politiquement le nouveau malheur dont se trouve frappé le Liban. »

LUCIEN GEORGE.

Les Dix expriment leur préoccupation sur le sort des Palestiniens du Sud-Liban

Au nom des pays de la Communauté européenne, l'ambassadeur d'Allemagne fédérale en Israël a fait, jeudi 17 février, une démarche auprès du gouvernement de Jérusalem pour exprimer la préoccupation des Dix sur le sort des réfugiés palestiniens du Sud-Liban à la suite d'informations à leur sujet provenant d'organisations internationales. Une démarche analogue a déjà été faite auprès du gouvernement libanais.

Samedi, un porte-parole de l'U.N.R.W.A. (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés arabes de Palestine dans le Proche-Orient) avait signalé à l'intensification de la « campagne d'intimidation » contre les Palestiniens au Sud-Liban. Il a notamment indiqué que de nombreux tracts signés « Unité libanaise » avaient été déposés à la porte de maisons occupées par des Palestiniens à Adloun, Sarafand, Zahran et Salda. Ces tracts, qui se terminent par un proverbe arabe : « Celui qui averti n'est pas coupable », ordonnent aux Palestiniens de se réfu-

gier dans les vingt-quatre heures dans un camp de réfugiés. « s'ils ne veulent pas subir les conséquences » de leur refus de se plier à ces instructions.

Le porte-parole de l'U.N.R.W.A. a cité plusieurs nouveaux cas de harcèlement :

La voiture d'un Palestinien habitant le quartier de Qaysa à Salda a été dérobée par une grenade. Le lendemain, des hommes en armes lui ont demandé de quitter dans les vingt-quatre heures la maison dont il était le propriétaire.

Cinq familles du village d'Abra, dont un professeur de l'U.N.R.W.A. ont reçu l'ordre de quitter le camp.

Un Libanais opposé aux attentats contre les Palestiniens a été enlevé. Son père, qui essayait de s'interposer a été abattu.

D'autre part, les correspondants de presse en poste à Salda rapportent que les corps de trois personnes, dont un Palestinien, ont été découverts lundi dans la banlieue de la ville. (A.F.P., Reuter.)

ICI... AUJOURD'HUI... AILLEURS



COLLECTION DE POCHES
POINTS ACTUELS SEUIL

Pour l'achat de 3 Points votre libraire vous offre "Histoires pragoises" de R.M. Rilke, Points Roman n° 100.

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. reprend à son compte le plan soviétique de règlement

(Suite de la première page.)

Telle est la substance des projets de résolutions approuvés, à l'unanimité, au sein de la commission politique, dans laquelle étaient représentées toutes les tendances de l'assemblée. L'ambiguïté de certains textes adoptés explique partiellement ce surprenant résultat. Diverses interventions de personnalités modérées du Fath ont favorisé le compromis : l'intervention de M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, qui a contribué à rallier des « radicaux » aux « modérés », la souplesse conciliante de M. Abou Ayad, et surtout la plaidoirie pathétique prononcée à huis clos, dimanche, par M. Yasser Arafat.

Ne parvenant pas à désarmer ses principaux adversaires, MM. Georges Habache et Nayef Hawatmeh, constatant que les travaux de la commission politique n'avancent guère, le président de l'O.L.P. a pris sur lui de faire un ultime appel au patriotisme des représentants palestiniens. Jamais, disent des témoins, M. Yasser Arafat ne s'était exprimé avec une telle franchise, et il aurait été rarement écouté avec autant d'émotion.

Nous sommes plus faibles et plus vulnérables que vous ne le soupçonnez, a-t-il déclaré en substance à l'assemblée. Malgré la résistance héroïque de nos combattants, la guerre du Liban nous a laissés sans asile, et notre peuple erre d'un camp de réfugiés à l'autre, menacé d'annihilation.

Il ne faut pas se faire d'illusions sur le soutien du monde arabe. Celui-ci a abandonné à son sort, au lendemain de la seconde guerre mondiale, Haj Amin El Hussein (qui dirigeait le mouvement national palestinien dans les années 30 et 40), bien que celui-ci bénéficiât de la sympathie enthousiaste de tous les pays frères, des gouvernements comme des peuples.

S'en prenant à certains de ses pairs, sans les nommer, M. Arafat les a accusés d'être « les représentants de certains régimes arabes en notre sein au lieu d'être auprès d'eux les interprètes de la volonté palestinienne ». Malgré tout, a-t-il ajouté, l'O.L.P. ne peut pas se payer le luxe de rompre avec aucun État arabe. « Nous devons, au contraire, avoir recours à toutes nos ressources tactiques pour maintenir et développer nos rapports avec tous les gouvernements arabes quelles que soient leurs couleurs et leurs orientations politiques ».

Évoquant la confrontation qui l'oppose au président Assad, M. Arafat a déclaré avec force :

« Nous sommes unis à la Syrie par les liens d'un mariage catholique ». Notre alliance stratégique avec elle est cruciale. Que deviendrons-nous sans le sanctuaire qu'elle nous offre aux frontières d'Israël ? Je vous le dis sans honte : si le gouvernement de Damas devait m'expulser par la porte, je reviendrais par la fenêtre ; et si cette dernière devait être verrouillée, je percerais le tunnel qui me réintroduirait en Syrie ! »

Le mot de réalisme revenait constamment dans la bouche du président de l'O.L.P. Il a fait l'éloge, à ce propos, de la décision « historique » prise en 1974 par le C.N.P. d'accepter le principe de deux États en Palestine : l'un juif, l'autre arabe. La décision a été dure à prendre, a-t-il fait remarquer, mais grâce à elle nous avons élargi notre audience au sein du peuple palestinien, parce que nous lui fixions un objectif réalisable. Il ne faudrait pas aujourd'hui le décevoir.

« Oui mais »
et « non mais »

« Méfiez-vous ! », a lancé encore M. Arafat. « Toute erreur de jugement pourrait nous être fatale, tout faux pas risquer de nous rejeter hors de la scène internationale ». Et il a enchaîné : « C'est vrai, on ne nous offre rien de valable, mais nous n'avons pas le moyen de dire non à tout. Nous ne pouvons pas non plus dire oui à n'importe quoi. Il faudrait dès lors que nous apprenions à dire « oui mais » et « non mais » ».

C'est après ce long préambule que le président de l'O.L.P. a demandé à son auditoire d'entendre tel quel le plan de Fds, de lui ménager en supplément « une marge de manœuvre » dans l'action diplomatique qu'il compte mener, de ne pas rejeter catégoriquement l'ensemble du plan Reagan, de lui laisser la possibilité de dialoguer avec l'Égypte, ainsi qu'avec « les forces démocratiques et progressistes d'Israël », sans exclusive, de lui permettre enfin de poursuivre ses tractations avec le roi Hussein en vue de la création d'une confédération entre la Jordanie et le futur État souverain de Palestine.

« Vous n'avez aucune raison de redouter une telle association, a-t-il poursuivi. J'aurais été personnellement favorable à une fusion du royaume hachémite et de la Cisjordanie. Je l'aurais d'ailleurs proposée dès 1974 au roi qui a repoussé mon projet. Il a dû calculer qu'un tel ensemble compterait 1 million de ses compatriotes et plus de 4 millions de citoyens d'origine palestinienne ».

Iran

Un ayatollah en exil à Paris se rallie aux Moudjahidin Khalq

« En raison de la répression et de la terreur que font régner les mollahs en Iran, j'ai vécu pendant plusieurs mois dans la clandestinité avant de choisir l'exil il y a quelques semaines ». L'homme qui fait cette déclaration, le lundi 21 février au siège de la Ligue des droits de l'homme à Paris, n'est pas un opposant civil ou un guérillero, mais un ayatollah. Turban blanc, lunettes cerclées de métal blanc comme la plupart des religieux iraniens, barbe châtain, il déclare avoir quarante ans, être originaire de Racht, dans le nord du pays, et s'appeler Djafar Gandji.

Il précise que, à partir de 1960, il a lutté contre la « dictature du chah », qu'il a été emprisonné au printemps 1972 à 1977 avant d'être poursuivi à nouveau depuis l'été 1980, cette fois, par le régime mique à cause de ses « activités contre la réaction et la dictature ». Il souligne que le mouvement religieux comprend un courant « traditionaliste et conservateur » incarné par l'imam Khomeiny et un courant démocratique, auquel il se rattache, représenté avant leur mort par l'ayatollah Taleghani et le penseur Ali Shariati, et, aujourd'hui, par les Moudjahidin Khalq que dirige M. Massoud Radjavi, exilé en France.

Selon l'ayatollah Gandji, l'imam Khomeiny a souvent recouru au « double langage ». Ainsi il connaissait l'existence de ces deux courants et a fait l'éloge de l'ayatollah Taleghani, mais il a donné le pouvoir au « courant intégriste ». De même, dit-il, il a reçu Arafat et a assuré l'O.L.P. de son soutien, mais, au moment crucial, il a déclaré que la route de Jérusalem passe par Kérbelâ (ville sainte chiite d'Irak), a cessé toute aide aux Palestiniens, a

acheté des armes à Israël - y compris celles prises à l'O.L.P. au Liban - et lui a vendu du pétrole ». Après avoir rappelé que « tuer pour un délit d'opinion est contraire à la tradition du prophète Mohamed, qui vivait en bonne intelligence avec les juifs, et à celle d'Ali », dont se réclament les chiites, l'ayatollah Gandji explique que les enfants de nombreux dignitaires religieux ont « été exécutés ou tués dans des affrontements » parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le régime ou sont membres des Moudjahidin. Parmi eux figurent les enfants des ayatollahs Kfourati, Lahouti, Ghazi et Jannati, ainsi que ceux du juge religieux Guilan.

Il indique que l'ayatollah Alemi, représentant de l'imam Khomeiny dans l'ouest de l'Iran, s'est réfugié à l'étranger, de même que d'autres, dont il ne révèle pas l'identité pour des raisons de sécurité. Il cite aussi le cas de l'hodjatolislam Malek Rogabi, qui a été torturé à la prison d'Evin, et des hodjatolislam Ahmad Mohades, Youssef Bahrami, Mor-teza Ahmadi, Hassan Yovari, qui avaient connu la prison sous le chah et qui sont poursuivis, arrêtés ou en résidence surveillée.

En conclusion, l'ayatollah Gandji a affirmé, non sans quelque exagération, que 90 % des quelque trois cent mille religieux formant le « clergé » iranien sont hostiles à l'imam Khomeiny. Comme on lui demandait comment il expliquait alors la stabilité du régime, il a répondu que le pouvoir détient les moyens de répression et que « le clergé qui ne dispose pas d'une institution organisée réagit de façon dispersée ».

PAUL BALTA.

subjugués par le style direct, l'éloquence et les accents de sincérité de M. Yasser Arafat, impressionné encore par les menaces qu'il a formulées d'abandonner ses fonctions de président de l'O.L.P. si ses adversaires ne renonçaient pas aux amendements qu'ils avaient introduits, les « députés » palestiniens, de toutes tendances, ont approuvé en commission les projets de résolution proposés par les « modérés ».

Un remboursement spectaculaire

On peut s'étonner néanmoins que les « maximalistes » aient pu « soutenir » le plan Brejnev ainsi que la déclaration publiée le 3 janvier dernier par les chefs d'État du pacte de Varsovie - celle-ci appelant, elle aussi, explicitement à des négociations de paix entre Israël et l'O.L.P. - alors que nombre de délégués envisageaient de voter contre le plan de Fds bien que celui ne préconise qu'implicitement la même démarche.

Les arguments avancés pour expliquer ce retournement spectaculaire mériteraient d'être retenus : les députés « radicaux » se méfiaient moins du contenu du plan de Fds que ses auteurs arabes, soupçonnés de vouloir entraîner les Palestiniens sur « la voie de garage du plan Reagan ». L'Amérique, nous disait l'un de nos interlocuteurs, ne veut à aucun prix d'un État palestinien souverain, même confédéré avec la Jordanie et peut-être même pas d'un règlement pacifique. En revanche, une paix patronnée par l'U.R.S.S. inspire confiance à la grande majorité du C.N.P., non pour des raisons idéologiques - le Parlement palestinien ne compte que cinq députés communistes sur trois cent soixante membres - mais parce que « les pays socialistes ont toujours soutenu notre cause nationale ».

Selon des informations puisées à la source, M. Andropov a assuré M. Yasser Arafat, au cours d'un récent entretien à Moscou, que l'U.R.S.S. lui fournira un soutien dans tous les domaines autrement plus vigoureux que ne lui avait accordé M. Brejnev. Moscou, assurent encore nos informateurs, conseille à l'O.L.P. à la fois « le réalisme et la fermeté ».

« Toutes les conditions occidentales seraient satisfaites si le plan Brejnev devait être mis en œuvre », nous a déclaré, pour sa part, M. Abou Ayad. « Malheureusement », a-t-il ajouté, il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Autrement la paix serait à portée de la main. Pour notre part, nous y sommes prêts ».

ÉRIC ROULEAU.

Près de quarante heures après le détournement du Boeing-727 libyen sur l'aéroport de Luco-La Vallette (Malte) (le Monde du 22 février), rien n'indiquait, ce mardi matin, que les pirates de l'air entendaient se conformer à la demande des autorités maltaises de libérer les femmes et les enfants à bord. On ne connaît toujours pas le nombre des auteurs du détournement. Les indications les plus précises font état de six personnes, de nationalité libyenne. D'autres parlent de trois, voire même d'une seule. Les pirates de l'air ont demandé que le plein de carburant soit fait pour leur permettre de gagner le Maroc. Ils ont menacé lundi, en fin d'après-midi, de faire sauter le Boeing-727 si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. (A.F.P.)

Déjà, un classique...

LES RELATIONS INTERNATIONALES DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

par Philippe Moreau Defarges Directeur d'Études à Sciences PO-Paris

Le Monde

Philippe Moreau Defarges cherche essentiellement à décrire, à expliquer, à projeter un regard critique sur le monde et la façon dont il évolue.

LE FIGARO

Ce tout nouveau manuel sera salué par les jeunes classes à qui il apporte un ouvrage comme celui-ci.

AUX ÉDITIONS S.T.H.

6, avenue Léon-Henry

75016 Paris Tel 527 10 15

352 pages

DIPLOMATIE

M. Andropov vu par M. Cheysson : un négociateur froid et coriace

M. Cheysson, qui s'est entretenu, lundi matin 21 février, avec M. Andropov, est rentré dans la soirée à Paris après une escale à Bruxelles durant laquelle il a fait à ses collègues de la Communauté un compte rendu de son voyage en U.R.S.S. Dans l'avis qui le conduisait de Moscou à Bruxelles, il a livré à la presse ses impressions après son entretien avec le secrétaire général du parti communiste de l'U.R.S.S. :

« C'est un homme sobre, précis, qui ne manifeste pas d'émotion, qui s'en tient aux faits et à un raisonnement méthodique... » Tel est le portrait que M. Cheysson a brossé de M. Andropov dans l'avion qui l'amenait, lundi 21 février, de Moscou à Bruxelles. Le ministre des relations extérieures venait d'avoir un entretien d'une heure et demie avec le numéro un soviétique. La rencontre s'est déroulée dans une salle de réunion du Kremlin et a réuni, outre les deux intéressés, qui furent les seuls à prendre la parole, M. Arnaud, ambassadeur de France en U.R.S.S. et M. Andrien, directeur politique au Quai d'Orsay. M. Gromyko, le chef de la diplomatie soviétique, et M. Alexandrov, conseiller diplomatique de Brejnev, qui paraît avoir été conservé par M. Andropov.

Toujours selon M. Cheysson, qui a été frappé par l'aspect « non romantique » de son interlocuteur, la discussion a commencé par un long exposé de M. Andropov - en grande partie rédigé à l'avance - consacré à réaffirmer la position soviétique sur les euro-missiles. Ce discours, a estimé le ministre français, « passait très au-dessus de notre tête », puisqu'il s'adressait en fait à l'ensemble des pays de l'OTAN, et plus spécialement aux États-Unis, « le seul partenaire qui compte » pour Moscou.

M. Andropov, qui a parfois improvisé, tant le sujet lui tenait à cœur, n'a fait aucune ouverture : l'U.R.S.S. a-t-il dit en substance, aura autant d'éléments nucléaires qu'il convient pour équilibrer les

forces euro-stratégiques de l'OTAN, c'est-à-dire les fusées françaises et britanniques.

Dans sa réponse, M. Cheysson a développé le message écrit de M. Mitterrand dont il était porteur, mais en vain. Selon le ministre, M. Andropov n'était pas « intéressé » à entendre affirmer l'indépendance de la force de frappe française. « Que nous nous voulions indépendants, cela ne l'intéresse pas », a dit M. Cheysson, « cela ne le regarde pas. Il veut prendre en compte nos forces mais pas notre raisonnement. Pourtant, en comptabilisant les forces françaises et britanniques, l'U.R.S.S. cherche à s'accorder une supériorité sur les Américains. Elle veut au moins cent soixante-deux euro-missiles de plus (!). Mais, là où M. Andropov ne répond pas, c'est quand on lui dit qu'en se comportant ainsi l'Union soviétique nous pousse en fait à réintégrer l'OTAN, ce qui est pour le moins surprenant ».

En dépit de ce dialogue de sourds, M. Cheysson n'est pas pessimiste ; il est persuadé qu'il faut toujours convaincre les Soviétiques qu'un échec des conversations de Genève entraînera bien l'installation des euro-missiles américains ; ils accepteraient alors, selon lui, de faire des concessions. Le ministre a cependant reconnu qu'il n'avait recueilli, au cours de son voyage, aucun élément nouveau pour évaluer sa certitude.

« Un sommet n'est pas imaginable actuellement »

Toujours selon M. Cheysson, il n'a pas été question lundi au Kremlin d'un sommet franco-soviétique. « C'est une bonne vision », a-t-il seulement expliqué, « certainement rendu un peu plus proche un sommet mais rien de précis n'est imaginable actuellement ». En fait, il est probable qu'on attend à Moscou de connaître les résultats des élections allemandes avant d'explorer cette hypothèse ; un voyage de M. Andropov en France ne serait « payant » qu'en cas d'un succès de la C.D.U. Si M. Vogel l'empor-

tail, le Kremlin se consacrerait encore plus qu'aujourd'hui à jouer la carte allemande.

C'est en tout cas ce que l'on peut déduire des « confidences » téguées de plusieurs confrères soviétiques chargés de traduire en clair les propos pourtant déjà assez nets de leurs dirigeants. Plusieurs d'entre eux, avant le départ de M. Cheysson de Moscou, se demandaient avec une nervosité toute feinte pourquoi le ministre français était venu, « puisqu'il n'a rien à proposer », à quoi avait bien pu servir cette visite. Un autre, péremptoire, déclarait que désormais « la confiance qui existait entre Paris et Moscou depuis le général de Gaulle n'existe plus ».

Autant de propos qui ne paraissent pas ébranler la satisfaction de la délégation française : M. Cheysson avait été chargé d'une mission claire et précise par M. Mitterrand, et s'était parfaitement acquitté de sa tâche.

Les kermélinologues maniaques, eux, tentent de tirer d'autres renseignements du séjour : M. Andropov, qui a un ordinateur dans la tête à croire M. Cheysson, auquel il rappelle M. Couve de Murville faisant un exposé devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, nage dans ses cols de chemise, paraît avoir beaucoup malgré ces derniers mois et fait plus que son âge. Il n'aime pas se faire photographier et évite, contrairement à son prédécesseur, de prêter le flanc à la critique pour encourager au culte de la personnalité ; comme la télévision soviétique n'a pas pu diffuser des photos de sa rencontre avec M. Cheysson, car les caméras - ainsi que la presse écrite - ont été bannies des premières minutes des entretiens. Cette austérité du protocole andropovien correspond bien à l'image de négociateur froid et coriace que projette le successeur de Brejnev.

JACQUES AMALRIC.

(1) Nombre de missiles basés à terre ou embarqués à bord de sous-marins démontés par la France et la Grande-Bretagne.

EUROPE

Pologne

L'Eglise et les autorités ont pris des « décisions préliminaires » sur l'organisation du voyage du pape

Sujet à caution jusqu'à maintenant, le projet de voyage du pape en Pologne semble désormais avoir des chances de se réaliser. L'agence officielle PAP a, en effet, annoncé lundi 21 février que la commission mixte Eglise-État, qui s'était réunie le même jour, avait pris des « décisions préliminaires » sur le programme, la durée et le trajet de la deuxième visite de Jean-Paul II (...) en juin 1983.

Le cardinal Glemp a indiqué, également lundi, devant un groupe d'étudiants, que les pourparlers étaient « bien avancés », qu'il ne voyait « aucun empêchement » à la venue du souverain pontife dans sa patrie et qu'il serait en mesure de fournir « sous peu » des détails sur le programme de cette visite.

Si rien n'est officiel, il semble donc qu'une impulsion nouvelle ait été donnée aux négociations. Les choses pourraient se précipiter d'ici à la fin de la semaine, puisque l'épiscopat réunit actuellement son conseil général - composé de neuf évêques - ce mardi et son assemblée plénière mercredi et jeudi, avec pour principal ordre du jour le voyage du pape.

Faisant durer le suspense, le vice-premier ministre, Mieczyslaw Rakowski vient toutefois de déclarer à Budapest, à l'issue d'une visite officielle, que « le pape et les évêques étaient conscients de ce que le succès du voyage dépendait complètement de la paix sociale avant et pendant la visite pontificale ». « Bien sûr », a-t-il ajouté dans une phrase ambiguë, nous ne soumettons pas la visite du pape à cette condition, mais il est certain que nous souhaitons que l'Eglise, la Maison de Dieu, ne soit pas le point de départ de manifestations ».

en effet, déclaré, avant de lancer une violente attaque contre les anciens experts de Solidarité, responsables, selon lui, de la « désorientation des ouvriers et des jeunes ».

« Les principaux responsables de leur égarement, a-t-il dit, sont des conseillers raffinés (qui) incitent à la haine, à l'anarchie et manipulent le mouvement. (...) Leurs mains ne sont pas sales par la pierre lancée contre les militants, mais leurs consciences ne sont pas propres. » A l'approche de l'ouverture des procès instruits contre cinq des animateurs du KOR et sept des anciens dirigeants du syndicat, cette diatribe semble préparer l'opinion à des verdicts sévères.

Affirmant, enfin, que des nouveaux syndicats ou des comités de fondation auraient été créés dans 60 % des entreprises et qu'ils réuniraient un million deux cent cinquante mille membres, le chef de la junte militaire a déclaré que « le devoir de toutes les forces réalistes était de (...) surmonter la défiance et de s'opposer aux tentatives de boycottage » du nouveau mouvement syndical. Dans ses déclarations de Budapest, M. Rakowski avait envisagé la possibilité que les militants du parti rejoignent l'ordre d'adhérer à ces nouveaux syndicats, qui ne regroupent, pour l'instant, que 10 % des salariés. Seuls, deux cent mille des deux millions et demi d'adhérents du POUF sont, en effet, pour l'instant, membres des syndicats mis en place après la dissolution de Solidarité.

De Gdansk, M. Walesa a, d'autre part, fait savoir, lundi, qu'il entendait se rendre mercredi à Katowice pour assister à une messe organisée à l'intention des syndicalistes tués, arrêtés ou emprisonnés depuis l'instauration de l'état de guerre.

Un programme anti-inflation

Dans un discours télévisé prononcé lundi à Katowice devant une conférence régionale du parti, le général Jaruzelski a annoncé qu'un « programme anti-inflation » serait bientôt soumis au Parlement. Il s'agit, a-t-il dit, de stimuler la production, de contrôler les revenus de manière à les faire correspondre à l'offre et de mettre sur pied une nouvelle politique fiscale (taxant plus sévèrement les hauts salaires et l'artisanat privé).

Affirmant que le parti avait « retrouvé ses forces », le général Jaruzelski a mis en garde ses membres contre l'« autosatisfaction » et les a appelés à « poursuivre le combat contre l'ennemi politique ». « Bien que ses principaux États majeurs aient été désarmés et ses plans démusqués, l'adversaire agit », a-t-il

M. Mond... sa candie

Après le MASSAI
La police semble aux gangs de la ce

Après le MASSAI
La police semble aux gangs de la ce

NNA PAS OUT DIT UR EMEURICI

RESTAURANT

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Mondale annonce à son tour sa candidature à la présidence

Washington. - Comme s'ils craignaient de manquer le départ, les candidats démocrates à l'élection présidentielle de novembre 1984 brûlent de se déclarer.

Après les sénateurs Alan Cranston et Gary Hart, l'ancien vice-président Walter Mondale a annoncé officiellement son entrée en lice le lundi 21 février.

Du côté républicain, c'est tout d'abord l'incertitude : tant que M. Reagan reste silencieux sur ses intentions, aucun prétendant n'ose se signaler. De fortes pressions sont exercées sur le président pour qu'il brigue un second mandat et maintienne ainsi l'unité du « grand old party ». Mais la conjoncture économique paraît encore trop incertaine pour lui permettre de prendre une décision sur laquelle il ne pourrait revenir.

Depuis que le sénateur Kennedy s'est retiré de la course présidentielle, M. Walter Mondale, âgé de cinquante-cinq ans, fait figure de favori parmi les démocrates. Même s'il devait affronter M. Reagan - le plus redoutable des candidats républicains - ses chances d'être élu seraient sérieuses : un sondage Gallup du mois dernier lui donnait douze

points d'avance sur le président en exercice. Cette étiquette de « numéro un » peut cependant se retourner contre lui. S'il perdait la première place dans un quelconque sondage ou au début des primaires, l'ancien vice-président pourrait décourager certains donateurs.

« Je suis prêt à être président des Etats-Unis », a déclaré lundi M. Mondale, qui dispose de plusieurs atouts sur ses concurrents démocrates. L'expérience, d'abord : il a passé douze ans au Sénat et quatre à la Maison Blanche, participant à plusieurs batailles présidentielles, comme chef de la campagne de Hubert Humphrey en 1968, puis comme colistier de M. Carter en 1976 et en 1980. Son équipe électorale est actuellement la meilleure. Autre atout de ce professionnel : il a

l'oreille des Noirs et des syndicats. Et l'on se demande si la centrale A.F.L.-C.I.O. ne va pas se prononcer ouvertement en sa faveur à la fin de l'année. Enfin, il est déjà connu de ses compatriotes. Parmi les candidats démocrates, seul M. Glenn, ancien astronaute, peut en dire autant.

Le seul véritable handicap de M. Mondale est d'être associé à la période d'échecs et d'incertitudes qu'a été le mandat de M. Carter. D'où ses efforts pour se démarquer de son ancien patron. Sur les thèmes économiques notamment, il a épousé les thèses des syndicats et n'hésite pas à réclamer des mesures protectionnistes. Le candidat démocrate a pris lundi le contre-pied du réaganisme, proclamant « une philosophie entièrement différente » de celle qui, selon lui, a transformé l'Amérique en « jungle ». Mais dans plusieurs domaines - comme la criminalité - il s'est efforcé d'atténuer sa réputation de « libéral » pour occuper le centre de l'échiquier politique.

Les défis de M. Cranston

Le sénateur Alan Cranston n'a pas ce souci. Il a décidé d'orienter sa campagne - et sa présidence éventuelle - sur un « thème dominant » : le désarmement nucléaire. S'il est élu, ce démocrate californien proposera immédiatement une renouveau à M. Andropov pour le « mettre au défi » d'arrêter la course aux armements. Une course « incroyablement dangereuse et honteusement coûteuse », selon lui, qui interdirait aux Etats-Unis une « renaissance économique durable ».

En jouant à fond la carte pacifiste, M. Cranston s'adresse aux Américains qui craignent une guerre nucléaire ou - comme les évêques catholiques - qui font de la dissuasion un problème moral. C'est un pari audacieux, car la conjoncture économique reste, jusqu'à preuve du contraire, la préoccupation majeure des Américains.

Le sénateur de Californie aura soixante-dix ans et cinq mois en novembre 1984. Il serait donc le président le plus âgé de l'histoire des Etats-Unis. M. Reagan, qui détient le record, avait un peu moins de soixante-dix ans lors du scrutin de 1980.

M. Cranston avait abordé ce problème de front, en annonçant sa candidature le 2 février : « Certains ont dit que mon âge pouvait être un handicap. Je ne le crois pas. Loin de décliner avec l'âge, les principes et les valeurs deviennent plus forts. » Ses collaborateurs rappellent volontiers que cet homme grand, mince, au visage ridé, fait du jogging tous les jours et avait même battu un record du monde du 100 yards dans la catégorie des plus de cinquante-cinq ans.

Ces vétérans ne craignent pas d'accueillir les défis. Présentant son épouse à la presse, il a déclaré : « Normale à la maladie de Parkinson. Mais elle veut lancer cette campagne avec moi. La force qu'elle met à relever ce défi m'aidera à relever le mien. »

ROBERT SOLÉ.

Pérou UNE DES DIRIGEANTES DU SENTIER LUMINEUX AURAIT ÉTÉ TUÉE AU COMBAT

Ayacucho (A.F.P.). - Une des principales dirigeantes du mouvement de guérilla maoïste Sentier lumineux a été tuée au cours d'un affrontement avec les forces de l'ordre, a-t-on annoncé, lundi 21 février, de source militaire à Ayacucho.

Carlota Tello Cutti, dite « comrade Carla », aurait trouvé la mort lors de combats qui se sont déroulés jeudi dernier dans la localité d'Humancocha, dans la province de Victor-Fajardo, au sud d'Ayacucho, a-t-on précisé, d'autre part, de diverses sources non officielles. Mais aucun détail n'a été fourni officiellement.

Plusieurs femmes participent activement à la direction du Sentier lumineux. Carlota Tello Cutti était considérée comme la principale assistante du chef politique du mouvement, M. Abimael Guzman, depuis la mort d'Edith Lagos, le 3 septembre 1982, dans un affrontement avec la police. Carlota Tello Cutti s'était échappée le 3 mars 1982 de la prison d'Ayacucho, lors d'une attaque des guérilleros contre le centre pénitentiaire, attaque qui avait fait seize morts et avait permis la fuite de trois cent quatre prisonniers, dont une centaine de détenus politiques, membres du Sentier lumineux.

APRÈS LE MASSACRE DE SEATTLE

La police semble impuissante face aux gangs de la communauté chinoise

De notre correspondante

New-York. - La guerre des gangs, qui sévit périodiquement dans la communauté chinoise, a fait de nouveau la une d'un des journaux. Le massacre qui a eu lieu le 18 février à Seattle (Etat de Washington) est sans doute l'un des plus sanglants : treize clients d'un cercle de jeux, le Wah Mee Club, dont une femme, exécutés, pieds et mains liés, une belle dans la tête. Le seul survivant, qui avait réussi à se trainer, emporté, jusqu'au trottoir, a pu fournir à la police des informations qui ont permis l'arrestation de deux suspects : deux jeunes gens originaires de Hongkong. Un troisième suspect est en fuite. Les deux hommes arrêtés pourraient être aussi les meurtriers de deux femmes chinoises assassinées l'année dernière à Seattle.

Le 23 décembre, trois personnes avaient été tuées et huit autres blessées par une groupe d'hommes masqués dans un restaurant de Chinatown à New-York. Ce dernier week-end, un autre habitant de Chinatown a été arrêté pour avoir frappé, torturé et tenté de rançonner un concitoyen dont il avait aussi menacé la famille. En 1977, l'un des restaurants les plus connus de San Francisco, le Dragon d'or, avait été le théâtre d'une fusillade au cours de laquelle cinq personnes avaient été tuées et onze autres blessées.

A Seattle, la communauté chinoise ne dit mot. Au contraire, elle semble-t-il, par peur des représailles, par une longue tradition de prudence à l'égard des autorités locales.

La vol, estime la police, était sans doute le motif de la fusillade du Wah Mee Club. Mais la mise en scène fait plutôt penser à une affaire de style Mafia. Toutes les victimes étaient chinoises et, semble-t-il, des habi-

tués d'un club à l'existence assez peu légale, comme tous les clubs de jeux chinois installés aux Etats-Unis, particulièrement sur la côte ouest, depuis le siècle dernier. Mais la police paraît avoir renoncé, depuis longtemps, à y faire appliquer la loi. Le Wah Mee Club n'acceptait que des membres d'origine chinoise et était verrouillé comme une forteresse : la porte ne s'ouvrait que de l'intérieur après que l'identité du client eut été vérifiée.

La communauté chinoise de Seattle est passée, depuis la dernière guerre, de mille à dix mille membres. Sans vraiment s'intégrer à la population, elle a prospéré, et les immigrations successives se sont peu à peu fondues. Cependant, la communauté asiatique s'est agrandie de nombreux Japonais, Philippins, Coréens et, plus récemment, Indochinois, dont la cohabitation avec la majorité blanche commence à poser des problèmes.

La communauté chinoise des Etats-Unis compte officiellement quelque six cent mille personnes. Mais les statistiques sont difficiles à établir étant données sa mobilité et la diversité de ses origines géographiques. Elle est, dans son ensemble, l'une des plus respectueuses de la loi : la discipline familiale y est stricte, le travail considéré comme une vertu et la criminalité l'une des plus basses des groupes ethniques américains. C'est aussi l'une des communautés restées les plus homogènes. La police est d'autant plus désarmée devant sa pègre que celle-ci est remarquablement organisée, possède des relais efficaces outre-mer et est particulièrement difficile à infiltrer.

NICOLE BERNHEIM.

ON N'A PAS TOUT DIT SUR LE MEURICE



LE MEURICE, un des dix ou douze derniers grands palaces du monde, ouvre maintenant les portes de son restaurant de façon originale et très contemporaine, de 12 à 23 heures.

C'est donc l'endroit idéal pour donner un dîner d'apparat, réussir un déjeuner d'affaires... ou tout simplement traiter ses amis avec élégance. Il va sans dire que la cuisine y est particulièrement soignée et raffinée ; la carte y est variée et on y trouve des vins de très grande origine.

Le parking, commode et proche, est celui de la place Vendôme.

PAUL DE MONTAGNAC

Suggestions
extraites de la carte :
Petites de Saint-Jacques
au citron vert
Délices de sole cuites
à la vapeur de petite nage
Friture de mignons de bœuf
aux dix couleurs
Feuilleté frais aux poires
sauce Williams
Menu du jour à 160 F S.N.C.

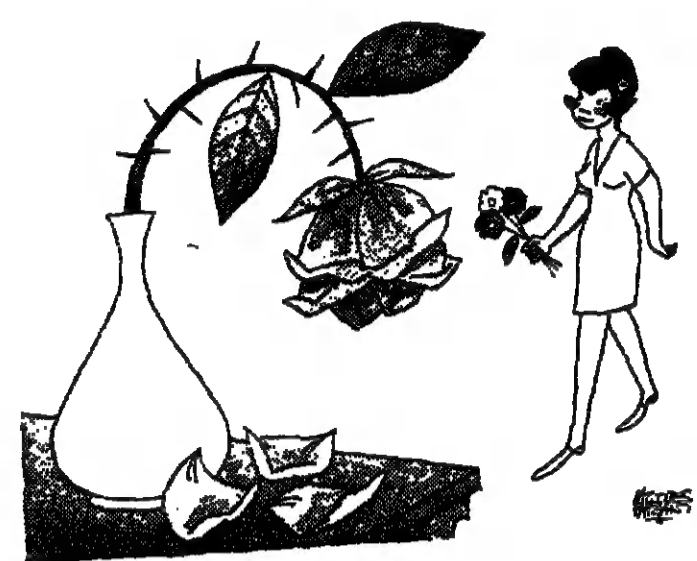
RESTAURANT LE MEURICE
230 rue de Rivoli, 75001 Paris - tél. 260 38.60

(Ouvert tous les jours de 12 à 23 heures - 350 F environ - menu à 160 F S.N.C.)

Alain Peyrefitte

de l'Académie française

QUAND LA ROSE SE FANERA...



Plon Du malentendu à l'espoir

«Chapitres brefs qui marient étroitement les idées et les exemples, don de la formule, images expressives : l'opposition puisera à pleines mains dans le répertoire ainsi mis à sa disposition. La majorité aussi serait bien inspirée de lire Peyrefitte.»

René REMOND, Le Monde

«L'acte politique le plus éclatant que l'opposition ait engagé depuis sa débâcle. Le principal mérite de ce livre explosif est sa sérénité. Les ennemis de Peyrefitte ne sont pas des hommes, mais des idées.»

Alain-Gérard SLAMA, Le Point

«Un livre-événement. Rien ne pouvait mieux répondre à l'attente des Français.»

Georges MENANT, Paris-Match

«Un livre précieux, à la fois un ouvrage de combat et de réflexion, qui recouvre tout le champ politique actuel. Il démonte brillamment le mécanisme. Plus qu'un livre, un événement.»

Guy BARET, France-Soir

«Un talent reconnu va faire de ce livre le bréviaire de l'opposition.»

Paul LE GALL, Le Parisien Libéré

«Le livre dont déjà tout le monde parle. Il est aussi perspicace, aussi riche, aussi passionnant que les ouvrages qui l'ont précédé. Une documentation impressionnante et un grand talent d'écriture font de cette analyse rigoureuse et brillante, qui tombe à point nommé, un véritable événement.»

Jean d'ORMESSON, Le Figaro

«Le livre vaut le détour : c'est la meilleure analyse du «socialisme à la française». Facile à lire, il nous ouvre les yeux, avec deux doigts d'humour.»

Jean-Claude VAJOU, Le Quotidien de Paris

«Cet enragé observateur de la race humaine, une sorte de sixième sens le fait aller d'instinct vers la fable sociale riche de morale politique.»

Henri MARQUE, France-Soir Magazine

«Beaucoup plus qu'un vade-mecum de l'opposition : il décortique les malentendus avec un scalpel impitoyable.»

FAVILLA, Les Echos

ASIE

Inde

LES MASSACRES EN ASSAM

« Nous découvrons des cadavres dans tous les villages »

Alors que les premières estimations parvenues à New-Delhi sur les massacres de ces derniers jours en Assam se montent à 1 400 morts, les résultats partiels des élections locales - à l'origine du drame - indiquent un taux record d'abstentions. Les mouvements nationalistes assamais avaient, en effet, demandé à la population de boycotter massivement le scrutin. Ainsi, dans la circonscription de Bihpuria, 400 électeurs sur 64 000 ont voté, à Amguri 2 188 sur 67 579, à Teok 1 734 sur 68 391. Il en résulte que les partisans du premier ministre fédéral, M^{re} Indira Gandhi, ont remporté 17 des 18 sièges - sur un total de 126 - dans les circonscriptions où le résultat est connu.

L'efficacité de ce boycottage risque de rendre bien délicat le retour à la démocratie parlementaire dans l'Etat. La situation en Assam a d'ailleurs donné lieu à un débat d'urgence à la Chambre basse du Parlement de New-Delhi. Après avoir observé une minute de silence, les députés ont entendu le ministre de

l'intérieur exprimer son « angoisse » et demander la collaboration de tous les partis pour rétablir le calme. Les deux partis communistes ont reproché à l'opposition de s'être solidarisée avec les nationalistes assamais, et le gouvernement de s'être montré incapable de protéger les vies et les biens des habitants de l'Etat. Le chef du parti d'opposition Janata, M. Vajpayee, a accusé le Congrès de M^{re} Gandhi d'avoir précipité le bain de sang que vient de connaître l'Assam, tandis qu'un autre membre de son parti demandait la démission du premier ministre.

Celle-ci, qui poursuit sa tournée dans les zones touchées d'Assam, a dénoncé la « responsabilité morale » de l'opposition dans les massacres. M^{re} Gandhi, après avoir traversé la capitale de l'Etat, Gauhati, paralyisée par une grève générale pour protester contre sa visite, a voyagé en voiture blindée entourée de militaires, ou en hélicoptère. Elle s'est ainsi rendue à Nellie, qui fut le théâtre, vendredi dernier, d'un horri-

ble carnage au cours duquel au moins cent quarante-cinq immigrants musulmans ont trouvé la mort et quatre cent cinquante ont été blessés. M^{re} Gandhi a condamné le rôle des agitateurs nationalistes assamais.

Un bilan complet sera difficile à obtenir : « Nous découvrons des cadavres dans tous les villages (...). Nous ne savons encore ni quand ni où nous aurons terminé le décompte », a déclaré un responsable des opérations de secours. Les cadavres alignés le long des routes sont

chargés sur des camions avant d'être enterrés dans des fosses communes. Les victimes seraient en grande majorité - certains parlent de 80 % - des femmes et des enfants, qui n'ont pu s'enfuir assez vite devant les groupes tribaux armés de lances, d'arcs et de flèches. Au moins dix mille maisons ont été incendiées. Enfin, il y a une semaine, et-on apprît, des immigrants népalais et des bandes tribales avaient massacré plus d'une centaine de villageois autochtones dans la région de Darrang. - (Reuter, A.F.P.).



Le tracé de la frontière de l'Etat d'Assam-Pradesh, représenté en lachet, fait l'objet de contestation entre l'Inde et la Chine.

Chine

PREMIER DIGNITAIRE DE L'ETAT

Le maréchal Ye Jianying va prendre sa retraite

De notre correspondant

Pékin. - M. Ye Jianying, président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (A.N.P.), pourrait se démettre de ses fonctions à l'occasion de la prochaine réunion de cette instance, à la fin de la semaine. La confiance en a été faite dimanche à des syndicalistes japonais par M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C. chinois.

Le retrait de M. Ye est attendu depuis un certain temps en raison de son âge - on lui donne généralement quatre-vingt-cinq ans - et de son état de santé. Quinzenne impérial, le vieux maréchal, un vétéran de la Longue Marche, avait offert, en décembre, lors de la dernière session de l'A.N.P., qu'il avait présidée, le triste spectacle de sa déchéance physique. Il s'était alors montré incapable de prononcer des phrases intelligibles les quelques phrases rituelles annonçant l'ouverture et la clôture de la session. Un assistant anonyme avait suppléé à sa défaillance.

La présidence du Comité permanent fait de M. Ye, en l'absence du président de la République, le premier personnage de l'Etat. Sa présence dans ce rôle, qu'il n'assumait plus vraiment depuis un ou deux ans, correspondait de plus en plus mal à l'image d'un pays dynamique que l'actuelle équipe dirigeante veut donner de la Chine. Le gouvernement, sous l'impulsion de M. Zhao Ziyang et le parti, sous celle de M. Hu - tous les deux dans la soixantaine - ne cessent de plaider pour un rajeunissement des cadres, avec lequel le

maintien au plus haut niveau d'hommes comme M. Ye n'est guère compatible.

Le prestige dont M. Ye jouit dans l'armée, son attachement à Mao Zedong, le rôle décisif qu'il joua, en octobre 1976, en compagnie de M. Hua Guofeng, dans la neutralisation de la « bande des quatre », en avaient fait un personnage difficile à déplacer. Aussi bien, M. Deng Xiaoping et ses amis se sont-ils attachés, ces dernières années, à le ménager pour éviter de s'en faire un adversaire. Cependant, le limogeage, en septembre, de M. Wei Guoqing, très proche de M. Ye, de la direction du département politique de l'armée avait été un indice du déclin de son influence.

Pour remplacer M. Ye, les dirigeants chinois ont le choix entre plusieurs solutions. La plus naturelle serait la désignation de M. Peng Zhen, son premier adjoint. Mais M. Peng est, lui aussi, âgé de plus de quatre-vingt ans. Son choix serait politiquement significatif, dans la mesure où son anticomunisme est nettement déclaré. On ne peut, malgré tout, pas complètement exclure l'hypothèse de la nomination d'un homme plus jeune. A plus long terme, la retraite de M. Ye va dégrader la voie pour l'élection du futur président de la République. Celle-ci devrait intervenir en mai ou juin, lorsque se réunira la nouvelle Assemblée.

MANUEL LUCBERT.

Finlande: le oui et le non.

Oui, au plus fort de l'été finlandais, le soleil peut briller 24 heures sur 24, pendant 73 jours. Oui, dans la journée, la température monte facilement jusqu'à 30°, et l'eau claire des 60 000 lacs qui parsèment la campagne est si douce que c'est un immense plaisir de s'y baigner.

Oui, la Finlande, vierge de pollution est un pays aux multiples facettes qu'il faut découvrir au travers de la chaleur de ses habitants, des traditions écrites ou orales, qu'elles soient lapones ou caréliennes.

Oui, en Finlande, les longues journées d'été sont encore trop courtes pour profiter des multiples activités : voile, planche, randonnée, pêche, canotage... tout cela au pied de votre chalet ou à deux pas de votre hôtel.

Non, la Finlande n'est pas recouverte de sapins : il y a bien moins de sapins que de bouleaux dont la ramure d'argent fait briller les lacs de mille feux étincelants.

Non, la gastronomie n'est pas timorée : le steack de renne aux aïelles est un grand moment de la vie.

Non, les Finlandaises n'ont pas toutes les yeux bleus...

Oui, la Finlande est un pays à découvrir : à pied, à cheval, en voiture, en train, en bus, en bateau, et en ballon.

Bon de documentation à envoyer : Office National du Tourisme de Finlande
NOM :
ADRESSE : 13, rue Aubert
75009 Paris
Tel 742 85 52

AFRIQUE

Algérie

Un programme d'action pour maîtriser la croissance démographique devra être mis au point avant le 30 juin

De notre correspondant

Alger. - Après une longue période d'apparente passivité, les autorités algériennes viennent de décider des mesures pour une meilleure maîtrise de la croissance démographique, lors d'un conseil des ministres réuni le dimanche 20 février. Un groupe de travail, composé de représentants des ministères de la planification et de la santé, ainsi que du secrétaire d'Etat aux affaires sociales, devra proposer un programme d'action avant le 30 juin.

Lors de sa quatrième session, en décembre 1980, le comité central du F.L.N. avait adopté à ce sujet plusieurs résolutions restées lettre morte. En 1981, le taux de croissance démographique a été de 3,23 % pour une population de 19 millions d'habitants. Au rythme actuel, selon des projections du ministère de la planification, la croissance annuelle dépasserait le million de personnes à la fin du siècle. De quoi alarmer un gouvernement que l'actualité rend plus que jamais conscient du caractère aléatoire de la ressource pétrolière.

L'explosion démographique est due au fait que l'évolution des mentalités est plus lente que celle du taux de mortalité infantile qui, avec 98/1 000, reste élevée mais accuse une baisse régulière en raison des progrès sanitaires. En moyenne, la mère de famille algérienne met sept enfants au monde. Mais la fécondité varie considérablement en fonction des catégories socio-économiques. En 1980, 90 % des naissances enregistrées ont eu lieu dans des ménages où la femme était illettrée, en-

viron 58 % des femmes mariées étant analphabètes.

Plutôt que la contrainte, le gouvernement a choisi l'éducation et l'information, notamment en milieu rural. L'insertion de la femme dans la vie professionnelle, qui serait de nature à diminuer nombre de mariages précoces, est l'un des objectifs officiels. Dans la pratique, il sera difficile à réaliser, au dire de celles qui, en ville, sont confrontées à ce problème.

« L'espace des naissances », expression prônée ici à contre des naissances, fait la « une » de la presse officielle, alors que se poursuit le débat sur l'« organisation de la famille ». Un dossier préparé par le ministère de la justice et les instances supérieures du parti est soumis à la « base » depuis un mois. Les organes locaux du F.L.N., les organisations de masse et les unions professionnelles sont invités à exprimer leur avis. « Toutes les suggestions intéressantes sont consignées et remontent aux instances de proposition qualifiées », assurent les autorités, désireuses de prendre le plus de garanties possible dans ce dossier délicat en raison de la vigilance de certains milieux traditionnalistes. Pour combler le vide juridique résultant de l'absence de statut personnel, c'est un véritable code de la famille qu'il faut rédiger en matière notamment de mariage, de divorce et de succession. Ce code devrait être enfin adopté par l'Assemblée nationale lors de la session de printemps.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Ouganda

Les autorités s'engagent à dédommager la communauté indo-pakistanaise chassée par Idi Amin

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Dans la nuit du 4 août 1972, Idi Amin Dada, dictateur et bouffon sanguinaire, aujourd'hui en exil à Djeddah, fit un « rêve historique » : Dieu lui ordonnait de chasser d'Ouganda la communauté asiatique. Ce décret divin aussitôt accompli prit la forme d'une « guerre économique » faisant de l'Ouganda, selon le mot du tyran, le « premier Etat d'Afrique entièrement noir ». Qui s'en souvient, hormis les quelques cinquante mille Indo-Pakistans victimes de cette expulsion collective qui ruina bientôt l'économie nationale ? Déposés de leurs biens, les petits enfants enrichis des « coolies » venus construire le chemin de fer colonial sur les hauts plateaux d'Afrique trouveront-ils un accueil en Grande-Bretagne et au Canada.

Onze ans après, justice leur est rendue. Dès son retour au pouvoir, en décembre 1980, le président Milton Obote s'était engagé à dédommager les exilés de 1972. Il a tenu promesse. Aux termes d'une loi votée au Parlement de Kampala en septembre et entrée en vigueur lundi 21 février, les anciens expulsés disposent de trois mois pour accomplir les formalités d'indemnisation.

S'ils choisissent de rentrer en Ouganda, les Asiatiques pourront se récupérer leurs biens - mais à condition de ne pas les revendre avant cinq ans, - soit recevoir une compensation monétaire. Quelques centaines sont revenus à Kampala depuis la chute d'Amin il y a quatre ans. Les propriétés en question - villas, boutiques ou usines - représenteraient un capital d'environ 200 millions de dollars. La nouvelle loi n'est guère appréciée des hommes d'affaires africains qui rechignent, souvent à vil prix, le patrimoine des exilés, et son application promet maintes querelles judiciaires.

L'initiative du gouvernement ougandais ne relève pas de la pure bonté d'âme. Soucieux de relancer l'économie, M. Obote a besoin du précieux savoir-faire des techniciens asiatiques, notamment dans le domaine agricole. Son geste devrait inciter les deux grandes familles indiennes - les Mehta et les Madhvani - qui naguère contrôlaient l'industrie sucrière à réhabiliter plus hardiment leurs plantations, maintenant que la communauté internationale semble prête à financer les programmes de développement rural. Personnage de légende, l'ancêtre des Madhvani avait débarqué en Afrique au début du siècle avec un

sec de riz sur le dos et en poche un mouchoir plein de roupies.

L'offre faite aux Asiatiques est d'une portée réduite, car peu d'entre eux reviennent en Ouganda. Ils n'ont sans doute oublié ni les pénibles conditions de leur exil forcé ni, surtout, la satisfaction du menu peuple africain lors de leur bannissement. Les dommages subis par leurs frères de race lors du putsch manqué au Kenya ne peuvent que renforcer leur prudence et les inciter à tourner définitivement la page, loin de l'Ouganda.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Namibie

PRETORIA ACCUSE LA SWAPO DE RELANCER LA GUERRE DANS LE NORD DU TERRITOIRE

Windhoek (A.F.P.). - Des guérilleros de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO) ont enlevé, vendredi 18 février, trente-cinq élèves et trois professeurs de l'école secondaire de Tshandi, dans le nord de la Namibie (Ovamboland) à 40 km de la frontière angolaise, a annoncé, lundi 21 février, la radio sud-africaine S.A.B.C. L'enlèvement a été confirmé par un porte-parole de l'administration de l'Ovamboland.

Près de huit cents maquisards, a annoncé d'autre part l'agence sud-africaine de presse S.A.P.A., seraient en train de passer la frontière angolaise avec, en fer de lance, au moins deux cents hommes considérés comme étant des unités d'élite de la SWAPO. La bande frontalière d'infiltration s'étendrait, selon la S.A.P.A., sur 700 km et les forces de sécurité sud-africaine auraient pris des mesures rigoureuses pour empêcher les guérilleros de parvenir jusqu'à des fermes appartenant à des Blancs.

Ces infiltrations interviendraient au moment où les forces sud-africaines seraient, selon leur porte-parole en Namibie, réduits au minimum leurs opérations dans le sud angolais, afin de faciliter les chances jugées « ténues » par le ministre sud-africain des affaires étrangères de parvenir à un cessez-le-feu au cours des discussions bilatérales avec les représentants angolais, qui pourraient se tenir cette semaine au Cap-vert.



(Dessin de PLANTU.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LES ELECTIONS GENERALES AURAIENT LIEU LE 16 OCTOBRE. - M. Raul Pavez, dirigeant d'un parti conservateur, a déclaré, le lundi 21 février, que le général Bignone, chef de l'Etat, avait assuré que les élections générales promises par le régime militaire auraient lieu le 16 octobre et que la transmission du pouvoir aux civils s'effectuerait au plus tard le 15 janvier 1984. - (U.P.I.)

El Salvador

LES TROIS JOURNALISTES ETRANGERS, deux Suédois et un Américain, qui avaient disparu dans une zone de combat (le Monde du 22 février) se trouvent dans les rangs de la guérilla et auraient sollicité par radio l'aide de la Croix-Rouge pour pouvoir rentrer à San-Salvador. D'autre part, les insurgés auraient établi des barrières à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale alors que trois mille soldats tenteraient de libérer la garnison de Suchitoto, assiégée depuis une semaine. - (A.F.P., Reuter, U.P.I.).

Ethiopie

MISE AU POINT. - A la suite de la publication d'une correspondance de M. Jean-Marie Daillet (député U.D.F.) exprimant des réserves sur un projet de rapatriement de réfugiés éthiopiens à Djibouti (le Monde du 18 février), l'ambassade d'Ethiopie à Paris nous écrit qu'il s'agit de « falsifications et de distorsions ». Contrairement à ce que dit M. Daillet, elle affirme que le gouvernement éthiopien « fait de son mieux pour appliquer le programme de rapatriement afin que les intéressés puissent retrouver une vie normale ».

Guinée-Équatoriale

M. JULIAN ESHONO ABAGA ADA, AMBASSADEUR DE GUINÉE-ÉQUATORIALE EN FRANCE, a été arrêté à la mi-janvier à Malabo, et est emprisonné depuis, a affirmé, lundi 21 février, à Paris son épouse, Mme Joaquina Ikako Eshono, qui, en même temps, déclare avoir demandé asile en France. Selon son épouse, M. Eshono aurait été incarcéré à la prison Black Beach à Malabo. Mme Joaquina Ikako Eshono a en outre indiqué qu'elle avait été avisée dimanche par les responsables de l'ambassade à Paris que

son mari n'est plus ambassadeur de Guinée-Équatoriale en France.

Panama

L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS ACCUSE D'INGERENCE. - Le ministre panaméen des affaires étrangères de Panama a convoqué, lundi 21 février, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Briggs, accusé la veille d'ingérence dans les affaires de la République et d'actions « contre la sécurité de l'Etat » par le commandant de la garde nationale de Panama, le général Paredes. L'ambassadeur aurait pris des contacts clandestins avec plusieurs officiers de la garde. A Washington, le département d'Etat a démenti lundi que l'ambassadeur ait reçu une mise en garde et ait été menacé d'une demande de rappel par le général. - (A.F.P., Reuter).

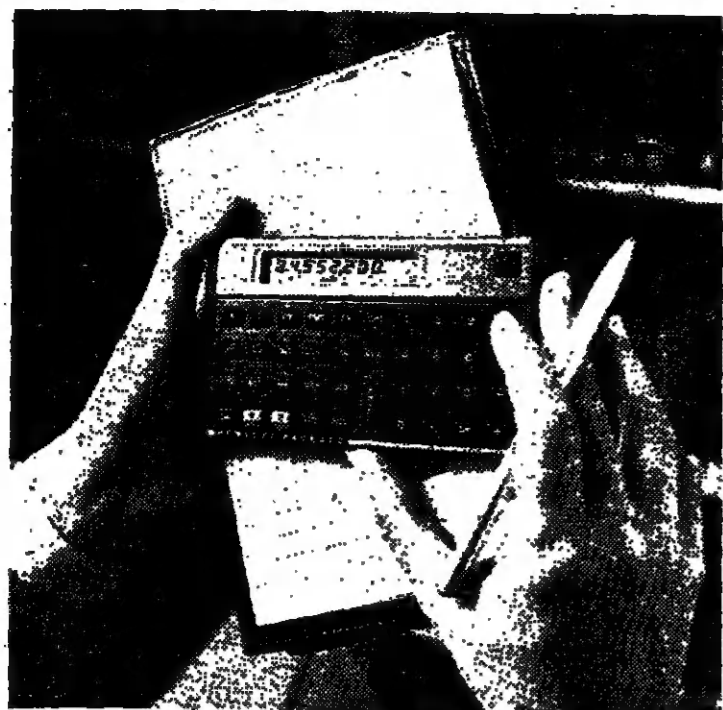
République Sud-Africaine

LA POLICE A ABATTU TROIS MEMBRES DU CONGRES NATIONAL AFRICAIN (A.N.C.), mouvement anti-apartheid, et en a capturé sept autres, a annoncé lundi 21 février au Cap, devant le Parlement, le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange. D'importantes quantités d'armes et de munitions ont été saisies, la plupart près de Durban (Natal), a annoncé le ministre. - (A.F.P.).

Zimbabwe

M. NKOMO FAIT L'OBJET D'UNE ENQUETE POLICIERE. - M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition, a été informé, lundi 21 février, que l'enquête de police à son sujet portait notamment sur des notes qu'il avait écrits au moment de son installation et sur le fait de savoir s'il avait informé les autorités de son départ à l'étranger (le Monde du 22 février). Les notes de M. Nkomo concernaient, selon lui, la mort de civils ndebels (ethnie minoritaire à laquelle appartient M. Nkomo), au cours d'opérations menées par l'armée gouvernementale dans le Matabeleland (sud-ouest du pays) contre des dissidents. M. Nkomo a indiqué qu'il avait ces notes sur lui afin d'en faire un rapport au premier ministre, M. Robert Mugabe. M. Nkomo avait été interpellé à l'aéroport de Bulawayo, samedi, alors qu'il s'appretait à prendre l'avion pour Prague, via Johannesburg, et détenu pendant plusieurs heures. - (A.F.P.).

Ordinateurs personnels: choisir le bon outil.



Calculateur professionnel série 10. Existe en version "gestion" et en version "calculs mathématiques et techniques".



Systèmes de calcul personnel de la série 40. Les astronautes de la navette spatiale Columbia en ont utilisé un pour leur navigation. Il existe 5.999 autres programmes.



Ordinateurs portatifs de la série 70. Fonctionnant sur batterie avec une mémoire extensible, ils peuvent faire, partout, tout ce que fait un ordinateur de table.



Ordinateurs de la série 80. Offrent un très grand nombre de possibilités : graphiques, tableaux grand format, gestion de fichiers et communication n'en sont que quelques aspects.



Ordinateurs de bureau de la série 100. Associent la puissance de traitement de mots, nombres ou graphiques, la capacité d'accès aux fichiers d'un ordinateur central, à la simplicité d'un ordinateur personnel.



Ordinateurs techniques personnels de la série 200. Leur architecture 16 bits offre aux ingénieurs et aux techniciens la puissance dont ils ont besoin, plus toutes les possibilités de dessin, calcul et de tests, dans un volume très réduit.

Si tout le monde faisait le même métier, tout le monde pourrait utiliser le même ordinateur personnel. Cependant, chacun souhaite un ordinateur adapté à ses besoins.

C'est pourquoi, nous avons élaboré la plus large gamme d'ordinateurs personnels — du calculateur de poche à l'ordinateur de table super-puissant — pour donner à chacun la possibilité de choisir l'outil qui lui convient.

Nous y ajoutons nos 15 ans d'expérience en informatique, un réseau de 21 bureaux commerciaux en France et un réseau de distributeurs. Parce qu'une partie de notre métier consiste à faciliter le vôtre.

Pour en savoir plus ou pour recevoir notre nouvelle brochure "Choisir le bon outil", envoyez votre carte de visite à Hewlett Packard Service Documentation, 91947 Les Ulis Cedex, ou téléphonez-nous (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.



**HEWLETT
PACKARD**

Le Monde

politique

LE RENOUELEMENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. Daniel Mayer succède à M. Roger Frey

La nouvelle composition du Conseil

Après la prestation de serment, vendredi 4 mars, des trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel, la composition de l'Assemblée du Palais-Royal sera la suivante :

Président : M. Daniel MAYER, soixante-trois ans, nommé en février 1983 par M. François Mitterrand.

Membres désignés par le président de la République : M. André SEGALAT, soixante-deux ans, nommé en février 1977 par M. Giscard d'Estaing ; M. Georges VEDEL, soixante-deux ans, nommé en février 1980 par M. Giscard d'Estaing.

Membres désignés par le président du Sénat : M. Louis GROS, quatre-vingts ans, nommé en février 1977 par M. Alain Poher ;

Daniel Mayer : au service du socialisme et des droits de l'homme

« Sous une attitude dévolue, quasi boulevardière, une visible inclination à rire et plaisanter de tout — et ne s'en privait pas — je devinai une âme inflexible. Un roc de hautes certitudes. Sous les manières d'un lutin farceur s'exprimait une rectitude de convictions inébranlables. Rien ne me toucha davantage que la constance et l'intégrité sous les habits de l'humour. » C'est ainsi que Vercoeur, écrivain et résistant, décrit son ami Daniel Mayer.

De fait, ce dernier est maintes fois parvenu à justifier ce jugement. C'est ainsi qu'il a prêté, en avril 1958, sa démission de son mandat de député pour ne pas cautionner une politique condamnable à ses yeux.

M. Pierre Marcilhacy

Né le 14 février 1910 à Paris, M. Pierre Marcilhacy est licencié en droit, journaliste à Paris-Saint-Denis (1936-1939). En 1943, il succède à son père M. Maurice Marcilhacy, comme avocat au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes, charge dont il démissionnera en 1974. Avocat à la cour de Paris depuis 1974, M. Marcilhacy a été conseiller général du canton de Jarnac (Charente) de 1951 à 1972. Elu sénateur de la Charente en 1948, il siège au groupe des indépendants, puis à celui des non-inscrits (depuis 1962). Président de la commission des lois au Sénat de janvier à mai 1959, il sera battu aux élections sénatoriales de septembre 1960.

Membre du comité consultatif constitutionnel en août 1958, M. Marcilhacy a été président du comité d'aménagement et d'expansion de la Charente de 1970 à 1973, et membre de la commission de développement économique régional (CODER) de Poitou-Charentes de 1970 à 1973. Candidat à la présidence de la République en 1965, il recueillit au premier tour (5 décembre) 45 017 voix, soit 1,71 % des suffrages exprimés. Nommé à la commission du bilan, mise en place après l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République pour établir un bilan du précédent septennat, M. Marcilhacy a démissionné le 1^{er} octobre 1981, estimant que le rapport de cette commission est édulcoré.

M. Léon Jozeau-Marigné

Né le 21 juillet 1909 à Angers (Maine-et-Loire), docteur en droit, M. Léon Jozeau-Marigné a été élu sénateur de la Manche en 1948 réélu en 1953, 1959, 1965, 1974 et 1977. Il a été au groupe des républicains indépendants. M. Jozeau-Marigné a été vice-président du Sénat de 1962 à 1965. Conseiller général du canton d'Avranches depuis 1951, président du conseil général de la Manche depuis octobre 1968, il est maire d'Avranches depuis 1953.

Président du conseil régional de Basse-Normandie (1974-1977 et depuis 1982), président de l'assemblée des présidents des conseils régionaux de France (depuis 1973), M. Léon Jozeau-Marigné est également président de la commission supérieure des caisses d'épargne de France et de la commission pour l'étude des questions parlementaires, juridiques et des droits de l'homme, de l'union interparlementaire. Représentant de la France à l'Assemblée parlementaire européenne (de 1966 à 1978), juge titulaire à la Haute Cour de justice (depuis 1980), M. Jozeau-Marigné est président de la commission des lois du Sénat depuis 1971.

M. Robert LECOURT, soixante-quatre ans, nommé en septembre 1979 par M. Poher ; M. Léon JOZEAU-MARIGNÉ, soixante-trois ans, nommé en février 1983 par M. Poher.

Membres désignés par le président de l'Assemblée nationale : M. Achille PERETTI, soixante et onze ans, nommé en février 1977 par M. Edgar Faure ; M. Louis JOXE, quatre-vingt un ans, nommé en octobre 1977 par M. Edgar Faure ; M. Pierre MARCILHACY, soixante-trois ans, nommé en février 1983 par M. Louis Mermaz.

Membre de droit : M. Valéry GISCARD D'ESTAING, cinquante-sept ans, ancien président de la République.

« Je me suis senti à l'aise dans ce mandat incompatible avec la fonction de président de la Ligue des droits de l'homme à laquelle il venait d'adhérer et qu'il devait assumer jusqu'en 1975. »

Les difficultés avec son parti, auquel il avait adhéré à l'âge de dix-huit ans, avaient commencé dès la libération. Léon Blum désirait, la paix revenue, le voir conserver son poste de secrétaire général, car les deux hommes souhaitaient jeter les bases d'un puissant mouvement travailliste. Guy Mollet devait mettre un terme à ces ambitions en gagnant le congrès de 1946 au nom de la rigueur marxiste, qui était bien vite disparue. Ces heures aboutirent à la scission de 1958, qui donna naissance au P.S.U. Daniel Mayer siège, en 1960 et 1961, au comité national de cette formation, avant de la quitter discrètement en 1967. Il devait adhérer de nouveau au P.S. en avril 1970, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Léon Blum.

A la tête de la Ligue des droits de l'homme, puis de la Ligue internationale des droits de l'homme, Daniel Mayer s'est battu contre toutes les formes d'oppression et en faveur du peuple juif.

Cet engagement remonte à 1927, il avait alors dix-huit ans. Les manifestations en faveur des deux anarchistes italiens, Sacco et Vanzetti, leur exécution aux Etats-Unis, cette année-là, l'avaient poussé à adhérer à la Ligue des droits de l'homme au mois de septembre, et au parti socialiste, trois mois plus tard.

M. Pierre Mauroy, qui était, lundi matin 21 février, à Lille, a affirmé que « le gouvernement a tout lieu d'être satisfait des résultats », puisque, sur l'ensemble des quatre départements, la gauche a recueilli 51,84 % des suffrages exprimés, soit 0,55 point de plus qu'au premier tour des législatives de juin 1981.

M. Laurent Cathala, député national du P.S. chargé des DOM-TOM, a noté que « les habitants des départements d'outre-mer ont choisi dans leur majorité les forces du changement ». « Certes, le parti socialiste n'a pas toujours atteint les résultats qu'il pouvait légitimement espérer, a-t-il déclaré, cela est dû à la présence de listes de diversion ou à son implantation récente. »

Au contraire, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a souligné « les dangers de la représentation proportionnelle qui aboutit chaque fois à la constitution d'assemblées sans majorité véritable, dominées à des minorités un pouvoir sans commune mesure avec le nombre des suffrages recueillis. »

Le président du C.D.S., M. Pierre Méhaignerie, a estimé que ce scrutin se solda par « un échec pour le gouvernement ; les partis politiques se réclamant du socialisme apparaissent partout minoritaires », a-t-il déclaré.

Le secrétaire général du P.R., M. François Lottard, a admis que ces élections « sont marquées par

POINT DE VUE

DEPUIS neuf ans, la jurisprudence du Conseil constitutionnel a considérablement évolué et ses pouvoirs se sont très sensiblement développés.

1. — De février 1959 à février 1974, au cours des présidences de MM. Léon Noël et Gaston Palewski, le juge constitutionnel avait interprété sa compétence d'une manière très restrictive.

Avec la présidence de M. Frey, le Conseil constitutionnel va changer d'attitude.

1) Dès mai 1974, à l'occasion de la proclamation de l'élection présidentielle, il prend l'initiative, dans une déclaration publique, d'attirer l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur les lacunes de l'organisation de l'élection du président de la République et sur la nécessité d'une réforme.

Cette intervention ne rentrait pas véritablement dans ses attributions constitutionnelles et constituait une véritable injonction adressée aux pouvoirs publics. Elle s'est d'ailleurs révélée efficace puisque ceux-ci allaient modifier, en 1976, l'article 7 de la Constitution, ainsi que la loi organique relative à la désignation du chef de l'Etat.

Cet élargissement de la compétence du Conseil a été encore confirmé définitivement lorsque celui-ci a accepté, contre toute attente, d'examiner le recours de M. Delmas dirigé contre le décret convoquant les électeurs pour les élections législatives de juin 1981.

La loi d'octobre 1974

2) L'accroissement des pouvoirs du Conseil résultait aussi, et surtout, de la réforme constitutionnelle opérée en octobre 1974, et qui a ouvert sa saisine aux parlementaires.

3) Quand les auteurs de la Constitution de 1958 ont créé le Conseil, c'était, avant tout, pour empêcher le Parlement de légiférer sur les matières autres que celles limitativement énumérées par l'article 34 de la Constitution et lui interdire le vote de mesures financières susceptibles d'aggraver les finances publiques.

Ces attributions n'ont pas disparu, mais le Conseil les exerce dans un

Un pouvoir accru pendant neuf ans

par LOIC PHILIP (*)

esprit très différent, de plus en plus favorable au Parlement.

Il a ainsi considérablement élargi le domaine de la loi, décidant que certaines matières non énumérées par la Constitution (par exemple, réformement, la planification) relevaient pourtant de la compétence du Parlement. Il a décidé, également, que l'empêchement du législateur sur le domaine réglementaire ne pouvait plus être sanctionné dans le cadre d'un recours en constitutionnalité (art. 61, al. 2 de la Constitution), comme c'était le cas auparavant.

De même, la violation des articles limitant l'initiative des parlementaires en matière financière (articles 40 de la Constitution et 42 de la loi organique relative aux lois de finances) ne peut être sanctionnée par le juge constitutionnel en première instance : il faut que les présidents ou les commissions des finances des assemblées aient d'abord statué sur le problème.

Mais la transformation du rôle du Conseil constitutionnel résulte surtout du développement du contrôle de la constitutionnalité des lois.

— Depuis 1974, le gouvernement (et non plus le seul Parlement) est tenu de respecter les règles constitutionnelles de procédure, notamment en matière budgétaire. Il est sanctionné lorsqu'il introduit dans la loi de finances des dispositions n'ayant pas un caractère financier. Il doit respecter les règles de présentation et de vote du budget. L'annulation totale de la loi de finances de 1980, pour la méconnaissance de l'une de ces règles de procédure, a montré que le Conseil constitutionnel pouvait parfois se montrer très exigeant en ce domaine.

— Depuis 1974, également, le contrôle des règles de fond a pris une très grande importance. En quelques années, la France est devenue l'un des pays du monde où le contrôle de la constitutionnalité des lois est le plus effectif. C'est une véritable révolution sur le plan juridique, car la tradition constitutionnelle française a toujours été hostile à un tel contrôle. On peut même se demander si l'on n'est pas allé trop loin dans cette voie, comme le révèle une étude récente (1).

Le contrôle de constitutionnalité peut déboucher sur deux types de

sanctions. Soit sur une véritable censure dans la mesure où il empêche la mise en application d'une loi, ou d'articles essentiels d'une loi. Soit sur une obligation de modifier certaines dispositions de la loi ou sur l'annulation de dispositions mineures.

Les réformes de la majorité

La censure s'est exercée à de nombreuses reprises avant 1981. Ce fut le cas, en 1971, avec la loi restreignant la liberté d'association ; en 1975, avec la loi autorisant le recours au juge unique pour certaines infractions pénales ; en 1977, avec la loi autorisant très largement la police à fouiller les véhicules ; en 1980, avec la disposition autorisant la détention administrative des immigrants clandestins ; en 1981, avec la faculté reconnue au président d'un tribunal, par la loi « sécurité et liberté », d'expulser l'avocat dont l'attitude pourrait troubler « la sérénité des débats ». Dans toutes ces affaires, le gouvernement a dû définitivement renoncer aux réformes ou aux modifications qu'il avait voulu opérer.

Le deuxième type de sanction est beaucoup moins rigoureux. Au pire, il oblige simplement le gouvernement à « refaire sa copie » (selon une expression qui plaît beaucoup aux journalistes). La décision du juge ne remet pas en cause l'objet de la réforme, mais simplement certaines modalités (cas des décisions sur les nationalisations, sur la décentralisation ou sur l'assemblée unique dans les DOM).

Jusqu'à présent, à l'exception de la discrimination sexuelle introduite dans la loi électorale municipale, le Conseil constitutionnel n'a « bloqué » aucune réforme de l'actuelle majorité. Il s'est borné à exiger certaines modifications pour rendre le texte compatible avec la Constitution.

II. — L'œuvre accomplie par le Conseil constitutionnel depuis 1974 est donc largement positive. Sa jurisprudence forme un ensemble cohérent. Cependant, ses décisions sont souvent mal accueillies. Cela s'explique essentiellement par la méfiance que suscite la composition de l'institution, qui est jugée trop politique.

1) La plupart des parlementaires réagissent au coup par coup aux décisions qui sont rendues. De même, l'opinion a souvent le sentiment qu'il est toujours possible d'interpréter la Constitution dans un sens ou dans un autre (ce qui est souvent vrai) et qu'en définitive la solution adoptée dépend nécessairement de l'opinion personnelle (et politique) de la majorité des membres du Conseil.

En réalité, les décisions ne sont pas rendues d'une manière aussi arbitraire. Elles s'inscrivent dans une construction jurisprudentielle qui oblige les juges à se prononcer sur la question qui leur est soumise non pas en fonction de leur seule opinion personnelle mais en fonction des règles constitutionnelles existantes, dont beaucoup ont déjà été précisées.

C'est au regard de cette jurisprudence existante qu'il conviendrait d'apprécier, ou de critiquer, les décisions rendues plus qu'en fonction des affects politiques immédiats de celles-ci.

Les personnalités politiques

D'ailleurs, en raison de la qualité de l'œuvre qui a été accomplie, le Conseil constitutionnel est en train d'acquiescer le prestige qui lui faisait défaut jusqu'à ces dernières années. A l'étranger, il fait l'objet d'un intérêt de plus en plus grand. En France aussi, bien que plus lentement (mais nul n'est prophète en son pays), il est en train d'asseoir son autorité. Ceux qui se sont donné la peine de le juger avec un peu de recul ont pris conscience du rôle essentiel qu'il joue désormais dans nos institutions. M. Mitterrand, qui est personnellement intervenu pour le défendre contre l'outrage des attaques de certains députés, n'a, semble-t-il, plus le même jugement qu'en 1978.

(*) Professeur à l'université d'Aix-Marseille.

M. Defferre, qui, en tant que président du groupe socialiste, a joué un rôle important dans la plupart des assemblées effectives de 1974 à 1981, n'a jamais attaqué l'institution.

2) Est-il possible, tout en approuvant l'œuvre, de critiquer le mode de désignation et de regretter la nomination de personnalités politiques ?

a) Une première constatation s'impose : le mode de désignation des membres du Conseil, qui est souvent critiqué, est préférable à la plupart de ceux qui existent à l'étranger.

La nomination, tous les trois ans, de trois juges pour une durée de neuf ans par les trois plus hautes personnalités de l'Etat, présente plusieurs avantages.

Elle place les neuf juges dans une situation de grande indépendance, surtout en ce qui concerne les membres actuels (2). Ils ne sont pas renouvelables et n'ont aucun avantage à attendre de personne. En revanche, le principe selon lequel les anciens présidents de la République sont membres de droit est beaucoup plus critiquable, car il est source de censure.

b) On a reproché au système français de dévaloriser l'opposition. Et, effectivement, la gauche a peu participé à la désignation des membres pendant vingt-quatre ans. Toutefois, cela était lié, non au système de nomination, mais à une absence d'alternance pendant une durée exceptionnellement longue.

En réalité, le système français fait une large place à l'opposition, comme on le constate d'ailleurs aujourd'hui, et tend tout en évitant les marchandages entre partis politiques qui se pratiquent en Allemagne et en Italie et qui ne sont guère glorieux.

c) On a, par ailleurs, accusé les autorités de nomination de choisir des hommes politiques plutôt que des juristes ou des magistrats. C'est une toute autre question.

Il faut reconnaître que les nominations de 1974 ont été dominées par des considérations politiques et qu'elles ont fait entrer au Conseil des hommes politiques. Ce fut également le cas, dans une moindre mesure, avec les nominations de 1977, mais beaucoup moins avec celles de 1980.

Faut-il nécessairement regretter la nomination d'hommes politiques de premier plan ? L'exemple de la présidence de M. Roger Frey plaide plutôt en faveur d'une réponse négative.

Il est utile, et même nécessaire, qu'une juridiction constitutionnelle comprenne des hommes ayant une solide expérience de la vie politique, parlementaire et gouvernementale. On peut même se demander si le danger qui guette une juridiction constitutionnelle n'est pas, contrairement à ce que l'on croit, de tomber dans un excès de juridisme plutôt que dans le politisme.

Ce qui importe surtout, c'est que les autorités de nomination s'abstiennent de désigner, non des personnalités, mais des hommes dont l'indépendance d'esprit soit très grande (3).

La question qui va se poser au cours de la prochaine présidence est de savoir s'il faut poursuivre l'extension du rôle et des pouvoirs du Conseil ou si il est préférable de marquer la pause.

Faut-il continuer à élargir la compétence du Conseil, notamment en matière électorale ? Faut-il « glisser », peu à peu, vers un contrôle de constitutionnalité a posteriori ? Doit-on continuer à imposer aussi largement le respect du principe de l'égalité devant la loi ?

Faut-il, au contraire, revenir à une interprétation stricte des textes constitutionnels fixant les attributions du Conseil afin d'éviter le danger d'un éventuel « gouvernement des juges » ?

L'action du successeur de M. Roger Frey sera, à cet égard, déterminante.

(1) Charles Leboucq, « Conseil constitutionnel et principe d'égalité », *Revue du droit public*, 1982, n° 2.

(2) Il serait toutefois souhaitable de fixer un âge limite. L'âge moyen des membres nommés est, actuellement, de soixante-seize ans. En Allemagne, les juges constitutionnels prennent leur retraite à soixante-huit ans, et, aux Etats-Unis, ils peuvent la prendre à partir de soixante-dix ans.

(3) Ce qui n'est pas sans risques. M. Nixon a été condamné par le président qui lui avait lui-même nommé.

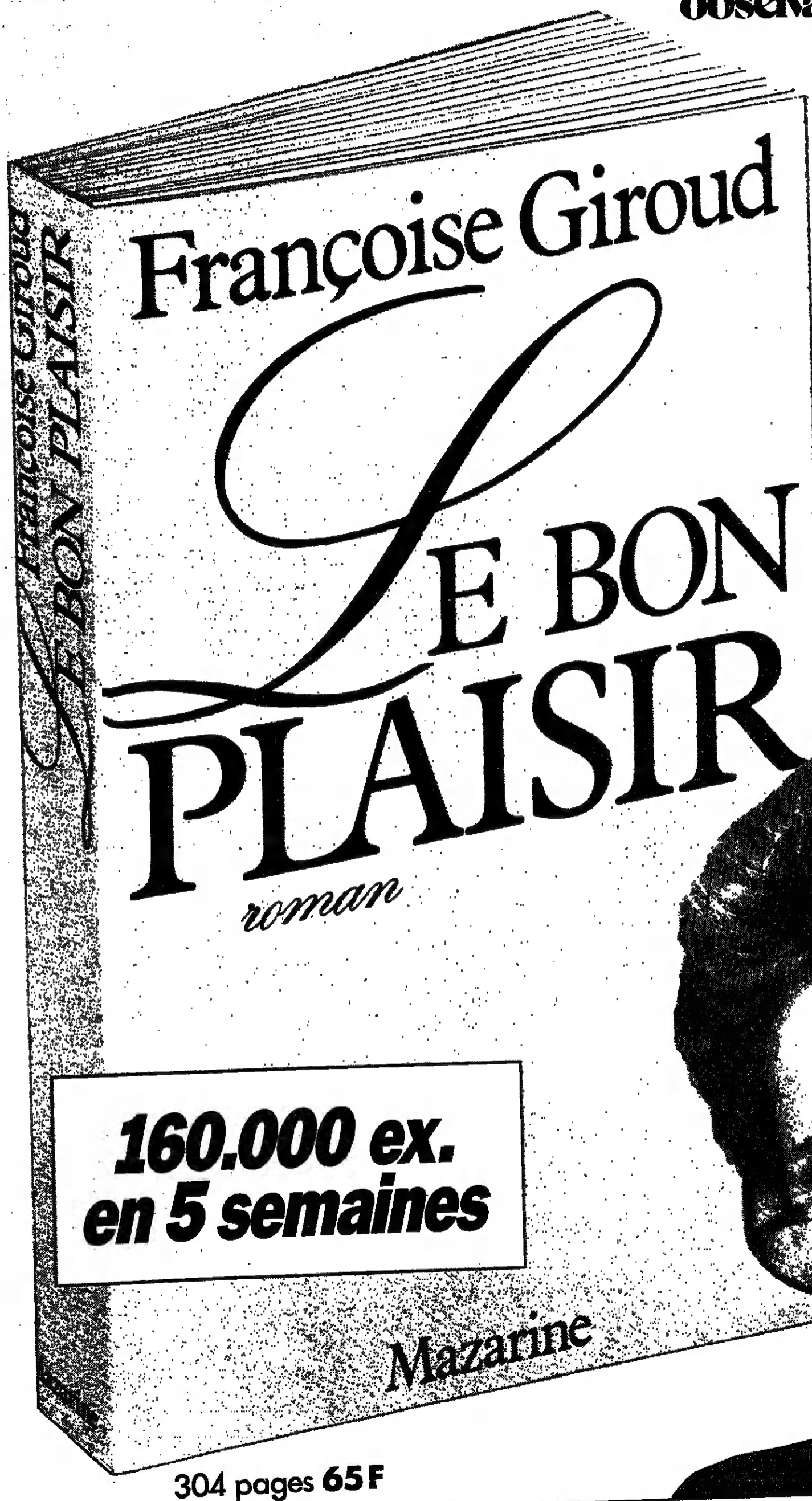
"UN
UNE
NE C

LE BON PLAISIR

16
en !

"UNE GRÂCE, UNE INTELLIGENCE, UNE FRAÎCHEUR D'ÉCRIVAIN QUI NE COURENT PAS LES RUES".

LE NOUVEAU **observateur**, Jean-François Josselin



« Françoise Giroud enlève son récit avec la rapidité du style, la justesse de l'observation et cette cruauté allègre qui ont fait le succès de ses articles et de ses livres. »

L'Express, Janick Jossin.

« Le duel homme-femme qui sous-tend *Le Bon Plaisir* est d'un Marivaux du XX^e siècle. »

Le Point, Anne Pons.

« Un roman sans moralité..., gracieux et cruel comme une œuvre classique. »

F. Magazine, Florence Dupont.

« Un plaisir bref et fulgurant. »

Le Quotidien de Paris, Dominique Bona.

« Une histoire qui nous entraîne tambour battant dans les coulisses, les salons, les têtes et les cœurs du pouvoir suprême. »

Les Dernières Nouvelles d'Alsace, Danièle Brisson.

« Et si ce roman, finalement, derrière ses masques, ne parlait que de l'amour et du cœur? »

Le Républicain Lorrain, Pierre Macaigne.



photo Micheline Pellerin-Latès/Gamma

POLITIQUE

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

Six ans à la mairie de Paris : l'« effet Chirac »

II. - De Barenboïm aux ateliers de quartier, priorité à la culture

par MARC AMBROISE-RENDU

Dans un premier article, nous avons tenté de mesurer l'« effet Chirac » sur la politique d'urbanisme et de logement de la Ville de Paris (le Monde du 22 février). Certes, les barres et les tours ont cessé de grimper dans le ciel de la capitale, mais les promesses, sans doute témoins, concernant l'habitat social n'ont été que partiellement tenues. Qu'en est-il de la culture, qui représentait l'un des points forts du programme électoral de M. Chirac en 1977 ?

Avec Jacques Chirac, Paris a retrouvé son éclat culturel. Mieux, la Ville a réussi à donner sa place à la culture dans la vie quotidienne des Parisiens. Cette phrase en coup de clairon ouvre le chapitre consacré à la politique culturelle dans le bilan publié par la Ville sous le titre « Six années de progrès ». Elle souligne les deux idées-forces de la mandature en la matière : renforcer le prestige de la Ville et offrir aux Parisiens des occasions concrètes, quotidiennes et personnelles de participer dans leur quartier à la vie culturelle.

L'intérêt porté par la Ville à la culture est le plus spectaculaire des « effets Chirac ». On ne s'y attendait guère. Le sujet passionnait peu les préfets administrant la capitale. A l'instar de l'ensemble du corps politique français, les conseillers de Paris ne brillaient pas non plus pour leur curiosité en la matière. Jusqu'en 1977, leur doctrine était :

« L'Etat fait beaucoup pour la culture à Paris. Profitons-en pour économiser sur ce chapitre. » Encore aujourd'hui, c'est sur les doigts des deux mains que l'on compte les élus parisiens férus de musique ou de cinéma.

S'il s'intéresse à la peinture moderne et à la poésie, M. Chirac lui-même ne porte à la musique ou au théâtre qu'un intérêt limité. Pourtant, la longue fréquentation de Georges Pompidou, ses relations avec des poètes et des artistes et son intuition lui ont fait pressentir que le culturel serait pour les années 80 ce que l'écologie avait été pour les années 70. « La culture, dit-il, est devenue l'une des dimensions fondamentales de toute politique. »

Il rejoint donc sur ce point M. Jack Lang, conseiller du troisième arrondissement devenu ministre de la culture, avec lequel, d'ailleurs, lui et ses services entretiennent de bons rapports.

Même à Paris, où la vie culturelle est la plus intense de l'Hexagone, le maire a senti qu'il y avait une demande non satisfaite : elle émane des classes moyennes, dont la proportion s'accroît dans la capitale et qui est la clientèle électorale type pour le chef du R.P.R. On a compris aussi à l'Hôtel de Ville que soutenir ou organiser une brillante manifestation culturelle ne s'est pas seulement satisfaire une poignée d'amateurs, au nombre forcément limité, c'est peut-être donner envie à d'autres d'y participer et, à coup sûr, flatter l'amour-propre de tous les Parisiens.

Priorité donc à la culture, décide le maire dès le début de sa mandature. En chiffres au moins les résultats sont voyants. Le budget attribué à la direction des affaires culturelles de Paris avait doublé de 1971 à 1983, atteignant pour le dernier exercice la somme de 675 millions de francs. Avec un tel vaticane et 2.500 fonctionnaires, MM. Pierre Buis, adjoint chargé de la culture, et Michel Boutinard-Rouelle, le jeune énarque que le maire a placé à la direction du service, disposent de plus d'argent et de plus d'hommes que le ministre de l'environnement pour toute la France.

Un quart des crédits pour la musique

L'utilisation de ce pécule est des plus classiques : en gros, le quart des crédits sont affectés à la musique, 22 % au théâtre, à peu près autant aux bibliothèques, le reste allant aux musées (13 %) et à l'entretien des monuments (3 %).

Si l'on utilise une autre grille pour analyser ce budget, celle de la répartition entre les opérations de prestige et les actions de terrain, on observe que les grands orchestres, les salles et les troupes en renom, les festivals, les achats d'œuvres d'art, les musées, la restauration des édifices, ont absorbé les deux tiers des crédits, le reste allant aux conservatoires, aux bibliothèques, aux théâtres et aux ateliers de quartier.

Pour le « haut de gamme », la Ville accorde des subventions à une demi-douzaine de formations musicales comme l'Orchestre de Paris, dirigé par Daniel Barenboïm et emmené par lui aux quatre coins du monde, l'Ensemble orchestral de Paris, les Concerts Colonne, Lamoureux et Pasdeloup. De même, la Ville finance le Festival d'été, le Festival de musique sacrée et même, depuis peu, un festival de jazz.

Ce dont on est le plus fier, c'est de la restauration du Théâtre musical de Paris, autrement dit le Châtelet, où alternent opéras, opérettes, spectacles de danse et concerts ouverts à de jeunes talents. Juste en face, au Théâtre de la Ville, dont la partie technique vient d'être entièrement refaite après un incendie, les Parisiens sortant de leur bureau peuvent, chaque jour à 18 h 30, faire une pause musicale avant de rentrer chez eux.

Pour le théâtre, la municipalité a décidé d'aider pratiquement tout le monde sous une forme ou sous une autre. « D'abord, nous avons hérité de ce qui se faisait avant nous », explique M. Pierre Buis. La situation était catastrophique : le théâtre privé était littéralement sinistré, en voie de disparition. « Non content de financer son Théâtre de la Ville, efficacement animé par Jean Mercure, la municipalité subventionne, parfois avec l'Etat, une quinzaine de jeunes troupes, le Carré Silvia Monfort, la Compagnie Valère Desailly et la Compagnie Renaud-Barrault (pour 10 % seulement) et quatre théâtres d'arrondissement spécialement fondés pour tenter d'apporter l'art dramatique jusqu'au fond des 13^e, 14^e, 15^e et 19^e. »

Paris participe aussi pour près de 18 % au Fonds de soutien du théâtre privé, qui aide 52 salles dans la capitale. Pour faciliter leur fréquentation, les services de l'Hôtel de Ville ont ouvert un kiosque situé devant la Madeleine. Grâce à un mini-orcinet et à une liaison par cyclistes, on pourra y acheter des places à prix réduit pour le soir même et dans tous les théâtres privés. Ce système, que les directeurs de salle ont été incapables de monter eux-mêmes, était attendu depuis longtemps. Enfin, la Ville co-produit chaque année, avec le minis-

tère de la Culture, le Festival du Marais, qui a beaucoup vieilli, et le Festival d'automne, plus novateur.

Les spécialistes reconnaissent qu'il s'agit là d'un effort appréciable. Au cours du mois de janvier 1983, les amateurs pouvaient faire leur choix entre 35 spectacles différents montés par les troupes directement aidées par la Ville. Sans compter les 50 pièces données dans les théâtres privés et nationaux.

Pourtant, au dire des connaisseurs, les résultats ne sont pas à la hauteur des fonds disponibles. « Finalement, entend-on, les spectacles qui sont présentés restent très classiques et parfois médiocres. Avec les vieilles gloires qu'elle soutient, la Ville n'aurait-elle plus que le troisième âge du théâtre ? Les milieux d'arrondissement s'essouffent. Bref, avec de tels moyens, on devrait voir davantage de créations originales. »

Musique et art dramatique, les deux piliers qui soutiennent depuis des lustres le prestige culturel parisien, sont donc solidement étayés. Pour la culture quotidienne, celle que l'on peut pratiquer presque au coin de la rue, la Ville a accompli un effort équivalent. Les onze musées municipaux (du Carrière jusqu'au Musée d'art moderne) ont été dépoussiérés, réajustés et plus vigoureusement animés. Les entrées y ont doublé en six ans, passant de 648 000 à 1 200 000.

En ouvrant 11 bibliothèques nouvelles, la Ville s'enorgueillit d'avoir porté au fil des années une quantité d'ouvrages et un demi-million de disques en 1981, mais le nombre des utilisateurs réguliers ne dépasse pas 175 000, soit à peine 8 % de la population.

Moins qu'en province

Quel prix Paris paye-t-il pour la culture ? La comptabilité de la Ville étant à la fois délicate et peu détaillée, il n'y a pas pour l'instant de réponse simple à cette question. En 1978, le budget total (fonctionnement et investissement) voté pour la direction des affaires culturelles se montait à 170 millions de francs. Or les sommes servant à alimenter les maisons de jeunes et de la culture, à payer les maîtres enseignants dans les écoles, à ouvrir la fraction « culture » des frais de l'administration générale ne figuraient pas dans ce total.

Pour le ministère de la culture, qui a mené sur cette année-là une enquête minutieuse à travers

toute la France, la Ville de Paris aurait dépensé effectivement 195 millions de francs pour la culture, soit beaucoup plus que ce qu'elle annonce. Cette somme ne représentait pourtant que 3,2 % de son budget global et 126 francs par habitant.

Par comparaison et selon les mêmes critères, les métropoles régionales consacraient en moyenne — toujours en 1978 — 12 % de leur budget à la culture, soit 213 francs par habitant. Qu'en est-il aujourd'hui ? Un rapport du ministère de la culture en cours de préparation le révélera peut-être, mais... après les élections.

Aide-toi le ciel t'aidera

Par la volonté du maire, il en a été autrement. Les ateliers, dont la responsabilité a été confiée au chef d'orchestre François Balagna, sont ouverts à tous ceux qui, sous la conduite d'un professionnel, veulent s'initier à une discipline touchant à l'art et à l'artisanat, puis se perfectionner. Cela va du vitrail au jazz en passant par l'art floral et la technique vocale, de la sculpture à la découverte du vin, de la bande dessinée au jardinage. Paris de zéro, les ateliers, installés en quarante points de Paris, sont au nombre de 350, proposent 148 disciplines différentes et reçoivent 12 400 personnes. Les listes d'attente s'allongent.

Des ateliers parisiens vont donc servir au fil des années une quantité d'amateurs de bon niveau. S'enrichissent de véritables créateurs ? L'environnement décide. Mais il ne faut pas compter sur ces « écoles du soir » pour animer le voisinage. Chacun vient, apprend, façonne, s'exprime et s'en

va. L'artisanat y gagne énormément, mais le quartier rien pour l'instant.

Ce rapide survol de la politique culturelle de la municipalité permet d'y déceler des lacunes. Si le jazz et la photo sont apparus récemment dans les préoccupations culturelles de la Ville — à l'instigation de M. Boutinard-Rouelle, l'architecte, la musique populaire, le cinéma, les sciences et les techniques restent des parents pauvres. On attend en vain les colloques nationaux ou internationaux que la Ville pourrait organiser sur des thèmes culturels.

Tout en reconnaissant que les choses ont changé depuis 1977, que la Ville a fait appel à des hommes de bonne volonté et engagé un effort financier, les élus socialistes et communistes restent critiques à l'égard de M. Chirac. Ainsi, M. Jack Lang, conseiller de Paris et ministre de la culture. « Le maire avait des ambitions, dit-il en substance, elles ne sont pas concrétisées. Le Châtelet n'est pas devenu l'opéra populaire de création que l'on annonçait, les théâtres d'arrondissement ne se sont pas multipliés, les artistes qui accourent vers Paris n'y trouvent ni accueil, ni bourse, ni atelier, les chanteurs et groupes de rock n'ont ni lieu de répétition ni salle de spectacle, on ne fait rien pour le cinéma et il n'y a aucune école d'art alors que quarante municipalités de province en possèdent. La Ville ne remplit de manière satisfaisante ni son rôle d'animation culturelle dans les quartiers ni celui de grande métropole favorisant la création. »

« On compte encore et toujours sur l'Etat, ajoute M. Lang, mais, avec le formidable appel prêt par la régionalisation, cette situation ne pourra pas durer. Quelle que soit la couleur politique de son maire, Paris devra consentir désormais un gros effort de rattrapage culturel. Les crédits du ministère de la culture vont aller chaque année davantage vers le reste de la France. »

Le ministre et ses amis politiques estiment que Paris est encore pour son budget culturel « la lanterne rouge de toutes les grandes villes ». Sur ce point, la bataille des chiffres fait rage. Les Parisiens, eux, se soucient peu de ces pugilats statistiques. Selon le dernier sondage effectué à la fin de 1981, ils apprécient les efforts de la municipalité. Parmi douze domaines soumis au jugement des personnes interrogées, la vie culturelle est située au second rang pour les améliorations constatées.

Prochain article :

L'ÉQUILIBRE VÉHICULES-PIÉTONS

les racines de la rose

« J'ai trouvé passionnant ce livre qui rappelle notamment à l'acteur plus modeste de l'unité des socialistes que je fus dans les années soixante-dix le rôle, cette fois fondamental, joué un siècle avant par Edouard Vaillant pour créer le premier parti socialiste de masse en France. Que tous ceux qui pensent que le passé écarte le présent lisent ce livre. »

Lionel Jospin

EDOUARD VAILLANT
LA CRÉATION DE L'UNITÉ SOCIALISTE EN FRANCE
PAR JOLYON HOWORTH

EDOUARD VAILLANT

DÉBAT

Jacques DELORS - Jean-Pierre FOURCADE

animé par Gérard Carreyrou et Jacques Duquesne

SUR EUROPE 1

MARDI 22 FEVRIER 19 H 30

SPECIAL MUNICIPALES le point EUROPE 1

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

LES CONTESTÉS

LES CONTESTÉS

LES CONTESTÉS

LES CONTESTÉS

LES CONTESTÉS

LES CONTESTÉS

LES CONTESTÉS

LES CONTESTÉS

LES CONTESTÉS

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

L'ordinateur et la vente par correspondance

L'ordinateur voit augmenter sa place de principal outil de la vente par correspondance, tant au niveau de gestion que de la prise de commandes. Distribués à partir de fin janvier dans les kiosques à journaux, les catalogues de printemps offrent leurs nouveautés sur fonds de rêve, notamment dans le domaine de la mode féminine, qui se situe toujours la part du lion, un tiers des pages lui étant consacrées.

D'après les dernières statistiques, les dix-sept membres du syndicat de la vente par correspondance ont réalisé en 1981, un chiffre d'affaires global de 11 milliards de francs. La Redoute est en tête, suivie des Suisses, de Camif (coopérative des enseignants), de la Coop, de Quelle et de la Blanche Porte. L'équipement de la personne occupe le poste le plus important dans les assortiments généraux, à 29,72 %, soit 100 millions de francs, en tête la maison où les équipements dépassent les textiles.

La politique la plus originale en matière de catalogue est celle des Suisses, développée par l'agence H&M qui se présente sous la forme d'un véritable magazine. Les pages apportent-t-ils à leurs lecteurs des nouveautés qui, autrement, n'auraient pas été connues ? Ce printemps, Guy Paulin, Lorrain de 45 ans, barbu, au regard pétillant derrière ses lunettes à monture fine, a composé une garde-robe de cinq pièces grandes tailles, en blanc, noir, rouge, bleu et de coton et de lin, qui s'inscrivent dans une ligne turque de mode de coton torsadé rouge.

Dans les premiers prix, Blanche Porte (H&M) Tourcoing offre en cordon écossais des blouses (89 F), chemisiers (139 F) et des shorts (89 F), à coordonner avec des jupes volantes unies (99 F).

25 % de lin mélangé au coton pour une jupe robe de Camif, en couleur délavée et à la

Vert Baudet (59981) Tourcoing Cadeux se spécialise dans les jeunes, enfants et parents, avec une prédominance en tricot pour adolescents, en imprimés tabliers, pastel, jeans délavés, robes et chemisiers à fronces pour petites filles ainsi que tenues de sport.

Cyrillus (18.F. 25, 91162 Longjumeau) développe le style mi-ville mi-champs pour hommes et femmes. Donc, un nombre de vêtements voyant aussi proposer les culottes droites à l'anglaise. Les maillots masculins, boxer-ecorts écossais ou rouges à bande imprimée varient selon l'âge de 75 F à 150 F. Le tailleur féminin en lin marine ou serotuck ciel rendra de multiples services, à partir de 503 F la veste en 38, 357 F la jupe, comme la robe de grossesse en coton imprimé ou en madras de soie, à partir de 331 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCO.)

LES SUISSES : ensemble de ville de Guy Paulin en jersey de lin et 15 % de viscose. Parmi les astuces : le plombant, les poches de la blouse sont en toile de lin, comme l'embellissement aux hanches de la jupe froncée. Les : naturel, blanc, noir sont typiques de la saison, comme les sandales à lanières de cuir naturel, également de Paulin. 245 F, 395 F et 340 F, en trois tailles, de 36 au 46.

SERVICE NATIONAL

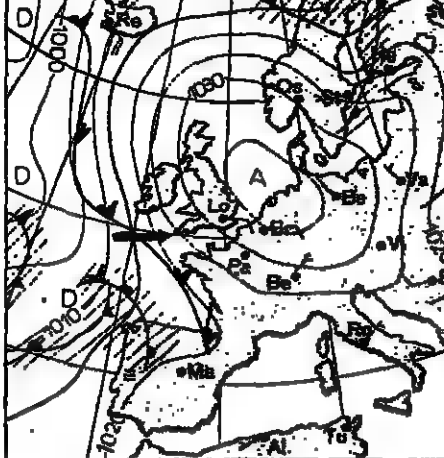
APPEL SOUS LES DRAPEAUX DU CONTINGENT 1983/84

Le ministère de la défense a communiqué la fraction du contingent 83/84 comprendra :

- les jeunes gens dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1^{er} avril 1983 ;
- les jeunes gens dont le report d'incorporation est intervenu le 1^{er} avril 1983 et qui, à cet effet, ont, le 1^{er} février 1983, déposé une demande d'appel ;
- les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1^{er} avril 1983 ;
- qui, à cet effet, ont, le 1^{er} février 1983, obtenu leur réintégration au report d'incorporation ;
- les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation au plus tard le 30 juin 1983 recensés avec la première tranche trimestrielle de la classe 1983 ou la deuxième tranche trimestrielle de la classe 1983 ;
- les jeunes gens ou filles non titulaires d'un report d'incorporation recensés avec la deuxième tranche trimestrielle de la classe 1983 ;
- les jeunes gens ou filles comme les soutiens de leur famille qui n'ont pas été dispensés peuvent demander l'attribution d'allocations d'aide pendant la durée de leur service actif (s'adresser immédiatement à la mairie). En outre, l'épouse ou concubine de l'appelé peut obtenir que cet appel soit différé jusqu'à la naissance de l'enfant.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22-2-1983 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 22 février à 0 h et le mercredi 23 février à minuit.

Les hautes pressions, qui couvrent une grande partie de l'Europe, se déplacent légèrement vers l'est favorisant une lente progression des perturbations océaniques sur l'Ouest et le Sud-Ouest de la France.

Mercredi matin, il fera froid avec des gelées de -4 à -8 degrés, jusqu'à -10 degrés sur le Jura. En revanche, les régions allant de la Bretagne aux Pyrénées auront un ciel nuageux avec de faibles précipitations plus denses sur le littoral, 0 à 2 degrés dans l'intérieur. En cours de journée, les nuages pèneront les régions du Centre et du Sud-Ouest, à la Polaire et au Roussillon, où observera quelques pluies, plus particulièrement, près de la Méditerranée et le sud-ouest du Massif Central.

Sur l'ensemble des autres régions, persistera du beau temps, généralement bien ensoleillé, tout au plus quelques nuages isolés, notamment du Bassin parisien à la Provence.

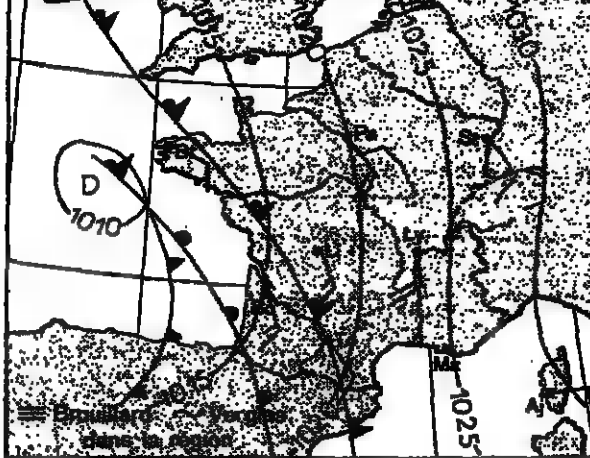
En milieu d'après-midi, les températures avoisineront 13 à 15 degrés sur les régions méditerranéennes, 7 à 9 degrés sur l'Ouest, 2 à 4 degrés sur l'Est, 4 à 5 degrés ailleurs.

Les vents de l'Atlantique, seront modérés près de l'Atlantique. La pression atmosphérique redra au 22 février à 17 heures, de 1 029 millibars, soit 771,8 millibars de mercure.

Températures (le premier indice le maximum enregistré au cours de la journée du 21 février ; le second le minimum de la nuit du 21 au 22 février) :

Ajaccio, 13 et 11 degrés ; Biarritz, 17 et 7 ; Bordeaux, 10 et -1 ; Bourges, 6 et -4 ; Brest, 11 et 1 ; Caen, 4 et -3 ; Clermont-Ferrand, 4 et -4 ; Dijon, 5 et -5 ; Grenoble, 3 et -3 ; Lille, 4 et -6 ; Lyon, 3 et -5 ; Marseille-Marguerite, 9 et -1 ; Nancy, 3 et -6 ; Nantes, 8 et -1 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5 ; Paris-La Bourne, 4 et -3 ; Pau, 17 et 3 ; Perpignan, 12 et 7 ; Rennes, 7 et -2 ; Strasbourg, 4 et -7 ; Tours, 8 et -3 ; Toulouse, 13 et 2 ; Poitiers-Pire, 31 et 21.

PRÉVISIONS POUR LE 23-2 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 21 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 4 degrés ; Amsterdam, 4 et -5 ; Athènes, 11 et 5 ; Berlin, 0 et -8 ; Boma, 8 et 2 ; Bruxelles, 4 et -4 ; Le Caire, 16 et 6 ; Casablanca, 20 et 14 ; Copenhague, 0 et -7 ; Dakar, 28 et 19 ; Djibouti, 16 et 8 ; Genève, 3 et -3 ; Jérusalem, 5 et 0 ; Lisbonne, 17 et 4 ; Londres, 4 et -3 ; Luxembourg, 0 et -7 ; Madrid, 18 et 6 ; Moscou, 2 et -6 ; Nairobi, 13 et 14 ; New-York, 8 et 1 ; Palma-de-Majorque, 11 et 0 ; Rome, 11 et 3 ; Stockholm, -4 et -7 ; Téhéran, 15 et 8 ; Tunis, 16 et 5.

Sans d'évaluation pour la fin de semaine (jeudi, vendredi et samedi).

Les hautes pressions, qui persisteront sur la France depuis plusieurs jours en maintenant la période de temps froid, continueront à progresser par l'ouest, l'effet des perturbations qui se poursuivent progressivement intéresser l'ensemble des régions en y amenant un changement important de type de temps (plus doux et humide).

Jeudi. Temps plus doux généralement sur l'ouest et quel-

ques petites pluies surtout près de l'Atlantique et en Aquitaine. Persistera du temps froid et sec sur la moitié est avec encore quelques gelées nocturnes, en voie d'atténuation, devenant nuageux et plus doux par l'ouest. Les vents faibles domineront du Sud.

Vendredi. Le temps doux et nuageux s'étendra à l'ensemble de la France avec des vents de sud-ouest, qui se renforceraient près de l'Atlantique et de la Manche. Risque de pluies un peu plus importantes près de l'Atlantique et dans le Midi. Quelques faibles pluies nocturnes pouvant se produire de l'Alsace à la Bourgogne et au Jura mais, dans la journée, la hausse des températures se poursuivra (les maxima généralement compris entre 7 et 10 degrés atteindront 12 à 14 degrés dans le Midi).

Samedi. Temps doux et nuageux sur l'ensemble de la France avec vents de sud assez forts. Ciel devenant plus variable dans les régions de l'Ouest avec éclaircies et quelques averses.

(Document établi avec le rapport technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 2 FÉVRIER

Exposition Le Lorrain, 14 h 30, Grand Palais, M^{me} Chapuis.
Crypte archéologique Notre-Dame, 15 heures, entrée parvis de Notre-Dame, M^{me} Bachelet.
Musée Cluny, 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, M^{me} Brossais.
Cathédrale russe, 15 heures, 12, rue Daru, M^{me} Hulot.
Ecole nationale des beaux arts, 15 heures, 13, quai Malaquais, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
Exposition Enmar, 15 heures, l'Esplanade au temps des Hittites, 15 heures, palais de Tokyo (Approche l'art).
De Carthage à Kairouan, 14 h 30, Petit Palais (Arcus).
La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Arts et curiosités).
Galerie et passages, 15 heures, 6, rue Vivienne (Les Flaminières).
Palais Salm, 15 heures, 2, rue Bellechasse, M^{me} Hauller.
Eglise du Saint-Esprit, 15 heures, 286, rue Daumesnil (Histoire et Archéologie).
La Conciergerie, 15 heures, entrée, M. Jaslet.

Cours, jardins autour de la Seine

Cours, jardins autour de la Seine, 14 h 30, Église Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).
Une Florentine à Paris, 15 heures, Louvre, porte Denon (Paris et son histoire).
Hôtel de l'Île Saint-Louis, 14 h 30, métro Saint-Louis (Réminiscences du passé).
Hôtel de Lannuz, 14 h 30, 17, quai d'Anjou, E. Romann.
Jardins, abbaye, de la Madeleine, 14 h 30, 2, rue Germain-des-Prés, de la Madeleine (Le Vieux-Paris).
Le Moyen Âge au Luxembourg, 11 heures, 19, rue de Valenciennes (Vivances à Paris).

AUTOMOBILE

Les Renault 11 seront à Genève



À quelques semaines près, les constructeurs français annoncent la sortie prochaine d'une gamme de véhicules à moyen gabarit qui seront présentés au Salon de Genève. Après les 205 Peugeot (le 19 mai) et les 1100 Renault (le 11 juin), il s'agit d'une traction avant de trois ou cinq portes, avec moteur transversal 1100 cm³ ou 1307 cm³ (ceux qui arrivent déjà à 1307 cm³ ont quatre ou cinq rapports) et boîte à quatre ou cinq rapports. Le freinage est à disques à l'avant et tambours à l'arrière. L'avant est inspiré de l'Alliance Renault aux États-Unis et l'arrière rappelle celui qui a été choisi pour le Fuego. La longueur de ces voitures est de 3,97 mètres.

La Renault mettra sur le marché deux versions de cette nouvelle voiture dont deux modèles font largement appel à l'électronique, notamment par l'installation sur l'un d'eux d'un synthétiseur de parole chargé de fournir des informations concernant l'état des organes vitaux du véhicule et la sécurité des passagers. Les prix ne sont pas fixés, mais les consommations seront par kilomètre : 5,8 litres aux 100 kilomètres.

CONFÉRENCES

14 h 30, 62, rue Madame : « Techniques de la lithographie », 20 heures : « Le monde grec et son héritage » (Arcus).
15 heures, 46, rue Barrault, Estuaire, P. Fichaire : « Savoir s'endormir ou se réveiller » (Université populaire de Paris).
17 heures, Musée des arts décoratifs, D. H. : « Politique et religion d'un homme du peuple au VII^e siècle ».
18 heures, 33, faubourg Saint-Honoré, J. Bourin : « Agnès Sorel, la Dame de beauté » (Cercle de l'Union internationale).
11 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité : « Les enjeux de l'espace ».
11 h 30, 25, rue Caumartin, M. Raoul Duval : « Langage et écriture de la Chine » (Le monde et son histoire).
18 h 30, 4, rue de Valois : « Sakharov et la recherche » (Dien (N.G.I.E.)).
20 heures, 15, M. Mayet, France-Québec : « L'adolescent » (Compagnons de fraternité Edmond-Michelin).
20 h 30, 18, rue de Varenne : « Des femmes dans les luttes de libération » (Amérique Centrale (Centre Varenne, projections)).
20 h 45, 28, avenue George-V, P. Brouwers : « Canada » (Focale 5, projections).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3391

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Point à la ligne. Était porté sur les farines. - II. Composant le programme des réjouissances du palais. - III. Façon d'avancer le train. - IV. Grive de grande taille. Est parfois accompagné d'un haut-le-cœur. - V. Copulative. Préposition. Froide indication. - VI. Plus rationnelle des méthodes foncières. - VII. Les exploits de son plus grand ennemi. - VIII. Abbrégé de médecine pour la protection infantile. Prend de nombreux aspects selon le caprice des modes. - IX. Et pourtant, on prétend qu'elle tue ! - X. Du front, après une chaude alerte. Dépourvu de tout. - XI. Peintre néerlandais. Une groque.

VERTICALEMENT

1. Où le chiffre d'affaires est proportionnel aux efforts. - 2. Particulièrement efficace pour un soldat du feu. Il est aussi utilisé pour le véritable inventeur de la machine à vapeur. - 3. Unité de mesure ayant le mètre pour base. La fête des travailleurs est aussi la sienne. - 4. Mener à bien une entreprise de taille. Forme passive, révélateur d'un passé. - 5. Qu'on ne peut voir ni sentir. Promesse paradisiaque par un candidat à la députation. - 6. Chirurgie. C'est écrit dans l'Evangile. - 7. L'âme au feu ; l'âme au feu. Supplément dans une communauté. - 8. Rouge ou noir, il est circonscrit dans un rectangle blanc. Physiquement assoupli par l'affection ou assoupli d'amour physique. - 9. Particulièrement grâce à une particule. L'argument du raisonneur.

SOLUTION DU N° 3390

Horizontalement

I. Danseuses. - II. Ebauchage. - III. Cl. Ultra. - IV. Loup. - V. Air. - VI. R. A. F. - VII. Aqueduc. - VIII. Turbines. - IX. Léa. - X. C. - XI. Stak.

Verticalement

1. Danseuses. - 2. Aboliques. - 3. Ne l'ur. - 4. Su. - 5. Eau. - 6. Ulan. - 7. Sat. - 8. Actuel. - 9. Egrène. - 10. S. - 11. Fusan.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

publié au Journal officiel du lundi 21 et du mardi 22 février :

DES DÉCRETS

Pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 1^{er} janvier 1983 relative à l'automatisation du casier judiciaire ;
Portant création d'un lycée d'enseignement de la musique et de la danse à Mity-Mory (Seine-et-Marne).
UN ARRÊTÉ
Fixant la contribution des différents départements à l'entretien des locaux sociaux des étudiants.

HANDICAPÉS

Les « mercredis » du C.I.D.J. - La « Journée d'information et de documentation jeunesse (C.I.D.J.) » est une ouverture d'un nouveau service « info-handicapés » chaque mercredi de 10 h à 18 h qui concerne la vie quotidienne des personnes handicapées. Deux journées d'information sont organisées sur les possibilités de vacances en France, de juin à septembre, pour les personnes handicapées : les mercredis 23 février et 2 mars.

C.I.D.J., 101, quai Branly, 75015 Paris. Tél. 01.47.78.11.11.

Édité par la S.A.R.L. « Monde »

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouvet-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1971)

Impression : « Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS-2X

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire : n° 57437

ISSN : 0000-0000 - 9360

Un art de

Un art de... (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémaheque

CHAILLOT (74-24-24)
15 h. Tartarin de Tarascon, de R. Bernard. 19 h. Hommage à J. Ivens. L'Italie n'est pas un pays pauvre. 21 h. Carat de voyage. Peuple arabe, le Petit Chaperon, le Train de la victoire.
BEAUBOURG (278-35-57)
Relache.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE LA PANTHERE ROSE (A. v.o.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Marignan, 2^e (359-92-82) ; George-V, 3^e (562-41-46) ; v.f. : France, 1^{er} (770-33-88) ; Maxville, 2^e (770-72-86) ; Images, 3^e (322-47-94).
AMERIQUE INTERDITE (A. v.o.) : Rio-Opéra, 1^{er} (742-82-54) ; U.G.C.-Odéon, 2^e (325-12-12).
AMITYVILLE II (A. v.o.) : U.G.C.-Opéra, 2^e (261-50-32).
ANTONETTA (Fr.-Mex. v.o.) : Forum, 1^{er} (297-53-74) ; Hauteville, 2^e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 3^e (359-36-14) ; Trois Passions, 4^e (320-30-19) ; v.f. : Impérial, 2^e (742-72-52).
L'AS DES AS (Fr.) : Berlin, 2^e (742-60-33) ; Gaumont-Ambassade, 3^e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 4^e (322-19-23).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.o.) : Temples, 2^e (272-94-56) ; Ambassade, 3^e (359-19-08) ; Palais Crois-Nivert, 4^e (374-95-04).
AVENTURIERS... L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : George-V, 3^e (562-41-46) ; v.f. : Trois Hauts, 4^e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 2^e (359-92-82) ; France, 3^e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 4^e (322-19-23).
LE BATTANT (Fr.) : Berlin, 2^e (742-60-33) ; Richelieu, 3^e (359-92-82) ; Gaumont, 4^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 5^e (322-19-23).
CHAMPS-ELYSEES (Fr.) : Paris-Montparnasse, 1^{er} (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 2^e (322-19-23) ; Gaumont, 3^e (322-19-23) ; Convention, 4^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 5^e (322-19-23).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Paris-Montparnasse, 1^{er} (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 2^e (322-19-23) ; Gaumont, 3^e (322-19-23) ; Convention, 4^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 5^e (322-19-23).
LA FUGUE EN AVANT (Fr.) : Lucerna, 1^{er} (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 2^e (322-19-23) ; Gaumont, 3^e (322-19-23) ; Convention, 4^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 5^e (322-19-23).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucerna, 1^{er} (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 2^e (322-19-23) ; Gaumont, 3^e (322-19-23) ; Convention, 4^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 5^e (322-19-23).
HECATE (Fr.) : Epée, 1^{er} (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 2^e (322-19-23) ; Gaumont, 3^e (322-19-23) ; Convention, 4^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 5^e (322-19-23).
HELLER UNE CARRIERE (All. v.o.) : Maréchal, 1^{er} (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 2^e (322-19-23) ; Gaumont, 3^e (322-19-23) ; Convention, 4^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 5^e (322-19-23).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It. v.o.) : Hauteville, 2^e (633-79-38) ; U.G.C.-Odéon, 3^e (322-19-23) ; Gaumont, 4^e (322-19-23) ; Convention, 5^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 6^e (322-19-23).
JOURNAL DE CAMPAGNE (Fr.-Amér. v.o.) : Saint-Séverin, 1^{er} (354-50-91) (H. sp.).
MAYA L'ABEILLE (Astr. v.f.) : Saint-Louis, 1^{er} (700-89-16) (H. sp.).
LES MISERABLES (Fr.) : Trois Passions, 1^{er} (320-30-19) ; U.G.C.-Opéra, 2^e (261-50-32) ; Maréchal, 3^e (322-19-23) ; Epée, 4^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 5^e (322-19-23).
LA MORT AUX ENCHERES (A. v.o.) : U.G.C.-Opéra, 1^{er} (261-50-32) ; Saint-Germain Studio, 2^e (633-43-20) ; Gaumont-Champs-Élysées, 3^e (359-04-67) ; Paris-Montparnasse, 4^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 5^e (322-19-23) ; Gaumont, 6^e (322-19-23) ; Convention, 7^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 8^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 9^e (322-19-23) ; Gaumont, 10^e (322-19-23) ; Convention, 11^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 12^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 13^e (322-19-23) ; Gaumont, 14^e (322-19-23) ; Convention, 15^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 16^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 17^e (322-19-23) ; Gaumont, 18^e (322-19-23) ; Convention, 19^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 20^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 21^e (322-19-23) ; Gaumont, 22^e (322-19-23) ; Convention, 23^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 24^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 25^e (322-19-23) ; Gaumont, 26^e (322-19-23) ; Convention, 27^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 28^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 29^e (322-19-23) ; Gaumont, 30^e (322-19-23) ; Convention, 31^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 32^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 33^e (322-19-23) ; Gaumont, 34^e (322-19-23) ; Convention, 35^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 36^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 37^e (322-19-23) ; Gaumont, 38^e (322-19-23) ; Convention, 39^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 40^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 41^e (322-19-23) ; Gaumont, 42^e (322-19-23) ; Convention, 43^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 44^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 45^e (322-19-23) ; Gaumont, 46^e (322-19-23) ; Convention, 47^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 48^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 49^e (322-19-23) ; Gaumont, 50^e (322-19-23) ; Convention, 51^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 52^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 53^e (322-19-23) ; Gaumont, 54^e (322-19-23) ; Convention, 55^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 56^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 57^e (322-19-23) ; Gaumont, 58^e (322-19-23) ; Convention, 59^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 60^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 61^e (322-19-23) ; Gaumont, 62^e (322-19-23) ; Convention, 63^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 64^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 65^e (322-19-23) ; Gaumont, 66^e (322-19-23) ; Convention, 67^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 68^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 69^e (322-19-23) ; Gaumont, 70^e (322-19-23) ; Convention, 71^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 72^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 73^e (322-19-23) ; Gaumont, 74^e (322-19-23) ; Convention, 75^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 76^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 77^e (322-19-23) ; Gaumont, 78^e (322-19-23) ; Convention, 79^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 80^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 81^e (322-19-23) ; Gaumont, 82^e (322-19-23) ; Convention, 83^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 84^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 85^e (322-19-23) ; Gaumont, 86^e (322-19-23) ; Convention, 87^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 88^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 89^e (322-19-23) ; Gaumont, 90^e (322-19-23) ; Convention, 91^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 92^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 93^e (322-19-23) ; Gaumont, 94^e (322-19-23) ; Convention, 95^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 96^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 97^e (322-19-23) ; Gaumont, 98^e (322-19-23) ; Convention, 99^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 100^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 101^e (322-19-23) ; Gaumont, 102^e (322-19-23) ; Convention, 103^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 104^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 105^e (322-19-23) ; Gaumont, 106^e (322-19-23) ; Convention, 107^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 108^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 109^e (322-19-23) ; Gaumont, 110^e (322-19-23) ; Convention, 111^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 112^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 113^e (322-19-23) ; Gaumont, 114^e (322-19-23) ; Convention, 115^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 116^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 117^e (322-19-23) ; Gaumont, 118^e (322-19-23) ; Convention, 119^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 120^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 121^e (322-19-23) ; Gaumont, 122^e (322-19-23) ; Convention, 123^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 124^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 125^e (322-19-23) ; Gaumont, 126^e (322-19-23) ; Convention, 127^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 128^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 129^e (322-19-23) ; Gaumont, 130^e (322-19-23) ; Convention, 131^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 132^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 133^e (322-19-23) ; Gaumont, 134^e (322-19-23) ; Convention, 135^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 136^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 137^e (322-19-23) ; Gaumont, 138^e (322-19-23) ; Convention, 139^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 140^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 141^e (322-19-23) ; Gaumont, 142^e (322-19-23) ; Convention, 143^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 144^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 145^e (322-19-23) ; Gaumont, 146^e (322-19-23) ; Convention, 147^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 148^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 149^e (322-19-23) ; Gaumont, 150^e (322-19-23) ; Convention, 151^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 152^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 153^e (322-19-23) ; Gaumont, 154^e (322-19-23) ; Convention, 155^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 156^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 157^e (322-19-23) ; Gaumont, 158^e (322-19-23) ; Convention, 159^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 160^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 161^e (322-19-23) ; Gaumont, 162^e (322-19-23) ; Convention, 163^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 164^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 165^e (322-19-23) ; Gaumont, 166^e (322-19-23) ; Convention, 167^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 168^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 169^e (322-19-23) ; Gaumont, 170^e (322-19-23) ; Convention, 171^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 172^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 173^e (322-19-23) ; Gaumont, 174^e (322-19-23) ; Convention, 175^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 176^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 177^e (322-19-23) ; Gaumont, 178^e (322-19-23) ; Convention, 179^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 180^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 181^e (322-19-23) ; Gaumont, 182^e (322-19-23) ; Convention, 183^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 184^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 185^e (322-19-23) ; Gaumont, 186^e (322-19-23) ; Convention, 187^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 188^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 189^e (322-19-23) ; Gaumont, 190^e (322-19-23) ; Convention, 191^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 192^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 193^e (322-19-23) ; Gaumont, 194^e (322-19-23) ; Convention, 195^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 196^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 197^e (322-19-23) ; Gaumont, 198^e (322-19-23) ; Convention, 199^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 200^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 201^e (322-19-23) ; Gaumont, 202^e (322-19-23) ; Convention, 203^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 204^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 205^e (322-19-23) ; Gaumont, 206^e (322-19-23) ; Convention, 207^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 208^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 209^e (322-19-23) ; Gaumont, 210^e (322-19-23) ; Convention, 211^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 212^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 213^e (322-19-23) ; Gaumont, 214^e (322-19-23) ; Convention, 215^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 216^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 217^e (322-19-23) ; Gaumont, 218^e (322-19-23) ; Convention, 219^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 220^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 221^e (322-19-23) ; Gaumont, 222^e (322-19-23) ; Convention, 223^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 224^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 225^e (322-19-23) ; Gaumont, 226^e (322-19-23) ; Convention, 227^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 228^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 229^e (322-19-23) ; Gaumont, 230^e (322-19-23) ; Convention, 231^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 232^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 233^e (322-19-23) ; Gaumont, 234^e (322-19-23) ; Convention, 235^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 236^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 237^e (322-19-23) ; Gaumont, 238^e (322-19-23) ; Convention, 239^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 240^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 241^e (322-19-23) ; Gaumont, 242^e (322-19-23) ; Convention, 243^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 244^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 245^e (322-19-23) ; Gaumont, 246^e (322-19-23) ; Convention, 247^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 248^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 249^e (322-19-23) ; Gaumont, 250^e (322-19-23) ; Convention, 251^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 252^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 253^e (322-19-23) ; Gaumont, 254^e (322-19-23) ; Convention, 255^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 256^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 257^e (322-19-23) ; Gaumont, 258^e (322-19-23) ; Convention, 259^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 260^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 261^e (322-19-23) ; Gaumont, 262^e (322-19-23) ; Convention, 263^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 264^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 265^e (322-19-23) ; Gaumont, 266^e (322-19-23) ; Convention, 267^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 268^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 269^e (322-19-23) ; Gaumont, 270^e (322-19-23) ; Convention, 271^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 272^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 273^e (322-19-23) ; Gaumont, 274^e (322-19-23) ; Convention, 275^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 276^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 277^e (322-19-23) ; Gaumont, 278^e (322-19-23) ; Convention, 279^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 280^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 281^e (322-19-23) ; Gaumont, 282^e (322-19-23) ; Convention, 283^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 284^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 285^e (322-19-23) ; Gaumont, 286^e (322-19-23) ; Convention, 287^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 288^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 289^e (322-19-23) ; Gaumont, 290^e (322-19-23) ; Convention, 291^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 292^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 293^e (322-19-23) ; Gaumont, 294^e (322-19-23) ; Convention, 295^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 296^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 297^e (322-19-23) ; Gaumont, 298^e (322-19-23) ; Convention, 299^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 300^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 301^e (322-19-23) ; Gaumont, 302^e (322-19-23) ; Convention, 303^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 304^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 305^e (322-19-23) ; Gaumont, 306^e (322-19-23) ; Convention, 307^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 308^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 309^e (322-19-23) ; Gaumont, 310^e (322-19-23) ; Convention, 311^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 312^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 313^e (322-19-23) ; Gaumont, 314^e (322-19-23) ; Convention, 315^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 316^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 317^e (322-19-23) ; Gaumont, 318^e (322-19-23) ; Convention, 319^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 320^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 321^e (322-19-23) ; Gaumont, 322^e (322-19-23) ; Convention, 323^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 324^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 325^e (322-19-23) ; Gaumont, 326^e (322-19-23) ; Convention, 327^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 328^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 329^e (322-19-23) ; Gaumont, 330^e (322-19-23) ; Convention, 331^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 332^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 333^e (322-19-23) ; Gaumont, 334^e (322-19-23) ; Convention, 335^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 336^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 337^e (322-19-23) ; Gaumont, 338^e (322-19-23) ; Convention, 339^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 340^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 341^e (322-19-23) ; Gaumont, 342^e (322-19-23) ; Convention, 343^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 344^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 345^e (322-19-23) ; Gaumont, 346^e (322-19-23) ; Convention, 347^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 348^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 349^e (322-19-23) ; Gaumont, 350^e (322-19-23) ; Convention, 351^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 352^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 353^e (322-19-23) ; Gaumont, 354^e (322-19-23) ; Convention, 355^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 356^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 357^e (322-19-23) ; Gaumont, 358^e (322-19-23) ; Convention, 359^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 360^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon, 361^e (322-19-23) ; Gaumont, 362^e (322-19-23) ; Convention, 363^e (322-19-23) ; Paris-Montparnasse, 364^e (322-19-23) ; U.G.C.-Odéon,

		ANNONCES ENCADRÉES	
	Le mètre	Le mètre	Le mètre
OFFRES D'EMPLOI	77,00	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	13,00	15,42
IMMOBILIER	52,00	33,60	39,85
AUTOMOBILES	52,00	33,60	39,85
AGENDA	52,00	33,60	39,85
PROP. CAPITAUX	151,80	180,03	

ANNONCES CLASSEES

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Pour une importante unité industrielle de 2.000 personnes, filiale d'un grand groupe français, située en région Rhône-Alpes.

La fonction-clé qui requiert de son titulaire une expérience supérieure, un actif professionnel soigné en milieu industriel et une parfaite maîtrise de la gestion du personnel.

Membre du Comité de Direction, il définit et propose les principales orientations concernant la politique de personnel de l'entreprise. Il met en place les plans d'emploi, de formation, de gestion du personnel. Interlocuteur des partenaires sociaux, il représente la direction auprès des organismes de la région.

Mais, au-delà de la définition classique, il est le moteur des nouvelles, afin de concilier les objectifs d'efficacité économique avec une prise en charge dynamique des ressources humaines.

Si ce poste correspond à vos aspirations, votre candidature est à adresser à M. RIVIERE - 15, rue du Collège - 69001 LYON qui transmettra en toute confidentialité.

Gerland Sols et Revêtements
Gerflex - Gerflor
Spécialiste européen des revêtements de sol en vinyle.

Gerland
Gerflex

Plus de 50 % de la production française.
Cinq usines en Europe.
Premier exportateur national.

Directeur de l'usine de Grillon (Vaucluse)

L'usine est implantée depuis 7 ans et emploie 120 personnes. Techniques dominantes : calendrage et soudage et extrusion. Les procédés de fabrication peuvent en permanence y être améliorés par l'évolution technologique. L'ensemble «tourne» bien et a été jusqu'ici dirigé par un ingénieur récemment promu. Une formation du même type (AM) serait parfaitement adaptée. Une autonomie importante. Au niveau de la gestion notamment et des relations humaines et sociales. Nous y attachons une attention toute particulière et nous vous imaginons dans ce rôle responsable.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature à M. RIVIERE - 15, rue du Collège - 69001 LYON.

SEFOP
11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

DES ATOUTS MAJEURS, A VOUS DE JOUER...

directeur d'usine

REGION OUEST

Nous sommes une Société - 180 personnes - filiale d'un groupe international et nous recherchons une personnalité expérimentée, dynamique, capable de diriger une équipe de 50 personnes. Vous avez déjà dirigé la fonction "Méthodes" à un poste responsable. Directement placé sous l'autorité du PDG, vous devrez diriger la fabrication, contrôler la qualité d'un service technique compétent, exécuter les stratégies des hommes de l'usine, améliorer encore l'industrialisation.

Nous vous offrons les moyens incontestables d'une évolution favorable sur des créneaux éprouvés.

Adresser un dossier détaillé et préférences à notre Conseil Yvette EDELMAN, MGP, 18 bd du Château 92000 Neuilly sur Seine. (Tél. 8310-21)

MGP management du personnel PARIS STRASBOURG

Groupe Français de niveau international, employant plus de 1000 personnes en France

Travaux de Second œuvre du Bâtiment recherche

DIRECTEUR ADJOINT

de son Agence de Paris
(env. 250 personnes)
ECP, ENSI, ETP ou simil.

- Mission : assurer progressivement la responsabilité humaine, technique et de gestion des travaux de la région parisienne.
- Une expérience de 5 à 10 ans de direction de chantiers du 1^{er} ment ou du second-œuvre est indispensable.
- Poste d'avenir à niveau élevé, bien rémunéré.

Ad. CV et. 35 10343 à M. W. 10, rue de Louvois - B.P. 220 75003 PARIS CEDEX 02

Importante Boutellerie Mécanique

Implantée dans le Sud-Ouest met en oeuvre un programme de développement de son infrastructure industrielle et recherche un

Directeur de production

Nous recherchons en relation directe avec la Direction Générale sera responsable de l'ensemble des services d'exploitation technique dirigés par des ingénieurs : Verre, Fabrication, Services Techniques communs, entretien-travaux. Un effectif d'environ 350 personnes.

Il sera chargé du suivi et de l'amélioration des performances de production tant dans le domaine industriel que technologique.

Ingénieur diplômé : Contrôle, Arts et Métiers ou équivalent.

Il devra obligatoirement justifier d'une expérience de plusieurs années dans l'industrie verrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en mentionnant la référence 2583 sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Riquart 75002 Paris qui transmettra.

Directeur de production

300 000 F

C'est un poste clé dans l'organisation des 2 établissements de notre usine puisque vous aurez la charge de l'administration centrale de production ainsi que le planning.

Vous êtes ingénieur et vous faites la preuve d'une première expérience réussie des installations ou de la fabrication en atelier, mécanique de précision ou exemple.

Vous souhaitez maintenant évoluer vers une position d'adjoint au Directeur d'une usine qui dépasse 1000 personnes : c'est l'opportunité que nous vous offrons. Le poste est basé dans une petite ville du Sud-Ouest.

Nous d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 389/LM à

Ressources & Développement
11 rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

VENDEUR DU BACK-UP

"Plus grande est l'intégration de l'informatique dans l'entreprise, plus graves sont les risques en cas de sinistre".

Ceci explique l'expansion du marché du Back-up pour lequel nous nous situons parmi les premières S.S.C.I.

Nous disposons d'ordinateurs IBM et CII-HB à haut de gamme.

Pour faire face à notre développement, nous proposons une opportunité à un INGENIEUR COMMERCIAL capable d'assurer à court terme le poste de

Directeur Commercial

Nous souhaitons rencontrer un Commercial connaissant parfaitement l'un des marchés suivants sur la région parisienne :

- Vente de temps machine ou back-up sur des systèmes IBM/CII-HB.
- Régie/Forfait personnel d'exploitation ou simil.

sogeris Merci d'adresser votre dossier de candidature à M. AMARA SOGERIS - SILIC 448 94593 RUNGIS

Importante Distribution

pour les Bords de Loire

DIRECTEUR LOGISTIQUE

L'autorité de la Direction Commerciale et en liaison avec la Direction Commerciale, il doit :

- Définir la stratégie de l'exploitation et l'entrepôt (20.000 m²)
- Assurer la livraison à 350 points de vente
- Rechercher la permanence ou la réduction des coûts d'exploitation
- Assurer l'amélioration de la qualité de la livraison
- Assurer l'expérience de la logistique

Nous vous offrons un poste d'avenir à D - 242 au

Groupe
8 RUE LA MICHODIERE 75002

SOCIETE DE PRODUITS CHIMIQUES

Région Parisienne - recherche

INGENIEUR AGRONOME

Age minimum 35 ans, formation complémentaire à la gestion, expérience confirmée Marketing et Ventes sur des marchés agricoles français et internationaux, anglais courant indispensable, pour lui confier un poste de

direction commerciale

dans une de ses principales divisions.

Ces fonctions offriront à moyen terme, d'importantes perspectives de promotion.

Rémunération de l'ordre de 300.000 F.

Merci d'adresser lettre de candidature (c.v., photo) à M. Cathalan - 364, rue de Vaugirard - 75015 Paris. Discretion garantie.

LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

le directeur général de la division hydraulique

Liaison directe avec la société-mère américaine, il aura la charge de diriger les activités européennes de la ligne de produits de façon à atteindre les objectifs financiers du budget.

Ce poste requiert un candidat dont la bonne formation technique sera complétée par des qualités de gestionnaire. Il devra effectuer de fréquents déplacements à l'étranger. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. Les connaissances d'allemand ou d'italien seraient appréciées.

Il est obligatoire que le candidat ait une expérience préalable de la fabrication et de la vente de produits industriels, de préférence dans les domaines du chauffage ou de la climatisation.

Le poste est situé dans une ville agréable du Centre-Est de la France.

La rémunération prévue est complétée par une voiture de fonction divers avantages particuliers.

Adresser CV en anglais avec photo et prétentions s/réf. à : PIERRE LICHOU S.A. - B.P. 220 - 75003 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER PARIS

(Promotion - Gestion)

recherche

DIRECTEUR COMPTABLE

35 ans minimum, formation supérieure, solide expérience dans ce poste et connaissances informatiques indispensables.

Il sera chargé de la comptabilité des sociétés du groupe.

Il aura à mettre en place le contrôle de gestion et la consolidation des comptes des différentes filiales.

Il sera responsable de l'orthodoxie des comptes devant le Président.

Il utilisera la comptabilité comme un révélateur de l'activité économique et devra faire profiter de son expérience les directeurs des différentes filiales.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. à M. SNERVALIN Contesse Publiée 20, av. Opéra 75040 Paris 01.

Discretion et réponse assurées.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

15000

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Nous sommes la filiale française du groupe industriel US de dimension mondiale; nous étudions et fabriquons dans notre usine du Havre, compresseurs et turbines à gaz, pompes, matériels miniers et de forage. Nous cherchons

un ingénieur de contrat

prenez en charge un contrat de contrats, en collaboration avec nos clients; vous vérifiez le respect des techniques techniques financières des contrats.
avez un sens de la gestion, une communication verbale qu'écrite.
Ingénieur diplômé ECP, AM, INSA... vous avez entre 2 et 5 années d'expérience comme chef de projets chez un fabricant de gros matériels d'équipement (turbines, bancs d'essais) ou un bureau d'ingénierie.
chez nous de donner à votre carrière une dimension internationale.
Vous maîtrisez l'anglais; déplacements fréquents à l'étranger.
consultant, A. LEROUX, (réf. 833 LM) d'ingénieurs.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



elf aquitaine

Centre de Recherches
Sud-Ouest

INGENIEUR CALCUL

pour la conception et la réalisation de structures composites.
Formation: Grandes écoles - Ingénieur Docteur dans la spécialité souhaitée.
Expérience en calcul des structures aux éléments finis et en résistance des matériaux.
Ecrire CV et prétentions à: S.N.E.A.P. DC Recrutement
26, rue de la Libération - Tour 12.04 - 91000 EVRY-COURCOURONNES Cedex

STRATEGIE
POUR
UN DEPART:
LES
«METHODES»

En faisant appel à de jeunes
INGENIEURS à FORT POTENTIEL
Centrale, A et M, INSA...

nous nous donnons les moyens de poursuivre notre expansion. Dans l'une de nos unités, soit en région RHONE-ALPES, soit dans le CENTRE de la France, nous offrons la possibilité de débiter une carrière au sein d'un important groupe industriel français (30.000 personnes) D'abord dans une fonction

METHODES MECANIKES

dont la mission de logistique industrielle vous permettra d'acquies la connaissance de l'ensemble des problèmes liés à l'industrialisation de nos produits.

Votre réussite à ce poste ainsi que votre dynamisme et votre esprit novateur seront autant d'atouts pour prendre rapidement plus larges responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la référence 3437

scg carrières 48, rue Ferdinand
75017 PARIS qui transmettra.

DÉVELOPPER LA FONCTION
ANALYSE DE LA VALEUR

Importante société d'ingénierie électronique, nous souhaitons confier à un INGÉNIEUR DIPLOMÉ, possédant une première expérience industrielle en analyse de la Valeur.

Intervenant dans le cadre de grands projets d'ingénierie, il participera à l'évolution de notre "produit", aussi bien sur le plan des coûts que sur celui des techniques et des méthodes. D'excellentes qualités relationnelles lui permettront de dialoguer avec l'ensemble des concepteurs du dossier technique.

Ce poste est basé à LYON.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 75682/LM à notre Conseil.

MILO M.R.H. 43 bis, bd Victor-Hugo 91000 Neully-sur-Seine.



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer) (et départements d'Outre-Mer)

BOUYGUES

EN ARABIE SAOUDITE

l'université de Riyadh est à mi-parcours

Ce chantier exceptionnel (2 milliards de dollars) conformément aux prévisions a la satisfaction de tous.
Il recherche aujourd'hui un

Ingénieur confirmé en électronique

Diplômé d'une grande école ou faculté, il a une grande expérience "systèmes" électroniques, engineering, installation mise en œuvre. Il est responsable de la supervision, de la mise en œuvre d'un ensemble particulièrement sophistiqué, varié important d'équipements de télécommunications et audiovisuels à la réalisation du projet.

Ingénieur plomberie-climatisation

De formation AM, ICAM, ECAM ou équivalent, il est intégré aux équipes construction déjà existantes. Sa spécialité, la bonne réalisation du projet.
Une expérience de sa spécialité est nécessaire.
Les deux postes requièrent de bonnes connaissances en anglais.

Ecrire C.V. détaillé et prétentions à: M.N. Marczak - BOUYGUES - Direction du Personnel
BATIMENT INTERNATIONAL - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX



CLEMESSY

Nous sommes une importante entreprise d'installations électriques plus d'un milliard de Francs de CA dont un tiers à l'export. Présents dans le monde nous recrutons actifs

dans tous les secteurs de l'industrie et du tertiaire.
Dans le cadre de notre expansion, nous souhaitons aujourd'hui confier le poste d'

ingénieur d'affaires export

pour une mission d'un an en Egypte.
Vous êtes ingénieur électricien formation et expérience depuis au moins 5 ans la fonction d'ingénieur technico-commercial. Vos points forts: facultés d'autonomie et d'organisation, la maîtrise de la langue anglaise. Homme de réalisation, vous souhaitez prendre enfin de véritables responsabilités qui correspondent pleinement à vos aspirations. Nous vous proposons le poste "votre affaire". Après 3 mois de formation à notre siège à Mulhouse, vous serez chargé avec l'appui des entreprises locales d'animer et de coordonner l'ensemble des travaux d'équipements électriques d'une affaire.
Résident en Egypte vous bénéficierez de nombreux avantages de votre condition d'expatrié. La bonne réalisation de ce projet conduira à terme à de nombreuses responsabilités au sein de notre département export.

Nous attendons votre candidature, C.V., photo et prétentions, adressées à CLEMESSY - Service Emploi - B.P. 11
18, rue Thann - 68057 MULHOUSE

CHEF COMPTABLE

De formation supérieure (ESC, université + DECS...), vous désirez aujourd'hui intégrer une grande entreprise aux méthodes de gestion moderne.

Adjoint du responsable administratif et financier d'un établissement réalisant un C.A. de 250 millions de francs environ, vous prendrez en charge à la tête d'une équipe de 6 personnes la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité.

Vous saurez saisir des opportunités de carrière, dans notre groupe de dimension internationale (chiffre d'affaires: 2,5 milliards de francs, croissance + 30%).

Poste basé à BORDEAUX.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec prétentions à la référence CHCI à:
SODEXHO
Service Central du Recrutement
B.P. 36
78391 BOIS D'ARCY Cedex



compagnie française
des
aciers spéciaux

Groupe spécialisé dans la sidérurgie (4000 personnes - CA 2,5 milliards de francs).

RESPONSABLE
DE LA COMPTABILITÉ
ANALYTIQUE

LA FORMATION: IHEC - ESSEC - SUP ou équivalent.

L'EXPERIENCE: 2 à 3 ans dans fonction COMPTABILITÉ ANALYTIQUE du Contrôle Gestion en usine acquise dans groupe industriel important.

Pratique des Prix de revient standards et connaissances informatiques souhaitées.

POSTE PRINCIPAL ET MISSION: responsable de la COMPTABILITÉ ANALYTIQUE d'une unité de production de 3.000 personnes, performante, à DUNKERQUE.

Avec l'aide de l'informatique améliorer et mécaniser le système de revient, assurer le contrôle d'une harmonisation des procédures de contrôle de gestion au niveau du groupe.

Perspective d'évolution: carrière dans le cadre de la Direction Financière du Groupe, pour un candidat à l'avenir.

Adresser lettre de candidature manuscrite et curriculum vitae + prétentions à la COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPÉCIAUX - Ph. REBOUL, Direction Affaires Sociales, Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide, Cedex 33, 92070 PARIS-LA-DÉFENSE 9.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TURBOMECA

Brevets SZYDLOWSKI recherche son

CHEF DE SERVICE DOCUMENTATION

Rattaché au Directeur Technique et travaillant en liaison avec la Direction Commerciale, ce collaborateur aura en charge la conception et la publication de la documentation technique, des notices de vente et de la publicité. Assisté d'un adjoint, il dirigera et gèrera un service de 35 personnes réparties en une équipe de rédacteurs techniques, un atelier d'imprimerie, un laboratoire photographique et une section de tirage et archivage.

Nous recherchons ce poste en priorité à un INGENIEUR de formation Centrale, Sup. Aéro., A.M., ENICA, INSA..., mais nous exigeons avant tout une expérience d'une dizaine d'années de la responsabilité d'un service de documentation technique commerciale, acquise par préférence dans un milieu proche de la société, à bien entendu, une bonne pratique de l'Anglais est indispensable. Le poste est basé au siège de la société, à proximité de PAU.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, en indiquant la réf. 2579 à OCS notre conseil. Les consultations auront lieu à Bordeaux et à Paris.



1 rue Guillaume Brochon - BP 37
33024 BORDEAUX Cedex
PARIS - 91 rue du Fg. St-Honoré 5°

JEUNE INGENIEUR METHODES

A.M. - E.N.S.I. - I.N.S.A. mécanique

Filiale d'un groupe international important, leader dans notre domaine (secteur automobile) fabriquant du matériel de haute technicité, recherchons pour notre usine du Mans (1200 pers.) un ingénieur méthodes.

Celui-ci, encadrant une équipe de techniciens expérimentés sera chargé de tous les problèmes concernant l'industrialisation des produits et, à ce titre, sera l'interlocuteur des Etudes et Services Production.

Ce poste peut constituer, pour un jeune ingénieur (débutant ou 2 ou 3 ans d'expérience) une excellente opportunité.

Adresser C.V. détaillé et lettre manuscrite de prétentions sous référence 533/M à J.M. LEGRAND
CENTRE de PSYCHOLOGIE du TRAVAIL
3, boulevard René Levasseur 72000 LE MANS



LE MANS - ANGERS - LIMOGES

Nice, Côte d'Azur

D'EQUIPEMENT INDUSTRIELS
SECTEUR MECANIQUE
Objectif 1988 : tripler notre C.A.

Contrôleur de gestion

Dans le cadre de nos activités Comptables et Informatiques, il sera plus particulièrement chargé de la redéfinition des systèmes de gestion, de la procédure budgétaire, et de la mise au point de la trésorerie. Il devra également développer la comptabilité analytique, les coûts et les prix de revient et assurer la gestion de production informatisée. Ces importantes responsabilités pourront être confiées qu'à un gestionnaire expérimenté justifiant d'une expérience acquise dans le secteur industriel.

Les dossiers sont confidentiels et réservés aux personnes qualifiées.

claudio debray conseil

78, rue Laffitte 75008 PARIS Cedex 12

SOCIETE LEADER EN FRANCE
PRODUITS MINERAUX
D'ISOLATION ACOUSTIQUE
POUR BATIMENT

recrute pour son laboratoire de recherches
une ville de 100 000 habitants JURA

UN JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE ou DOCTORAT INGENIEUR ou DOCTORAT 3ème cycle

Passionné par la recherche appliquée pluridisciplinaire (principalement physique et chimie) au milieu industriel.

Langues : ANGLAIS - ALLEMAND.

Envoyer C.V. détaillé et lettre de motivation sous No 61.559 à Contesse Publicité 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Vente et marketing

TROYES

200.000 F +

Notre société figure parmi les leaders français de l'impression textile (C.A. de + 10 MF) et fait partie d'un Groupe important.

Pour assurer véritable dimension industrielle, nous recherchons le marché de la décoration (vêtements d'enfants, sport, publicitaires, etc.).

Nous souhaitons intégrer un jeune diplômé d'une école supérieure de commerce, justifiant d'une expérience opérationnelle de 2 ans minimum.

En collaboration avec le Directeur Général de la société, il définira les stratégies commerciales marchés et produits et le moyen terme, et leur réalisation : animation des vendeurs, actions promotionnelles, publicitaires, objectifs : progression de C.A., des parts de marché, des profits.

C'est donc une personnalité première plan : concepteur et homme de terrain à la fois.

La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire, pour l'avenir.

Nous d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous référence 83301 M à SELECOM.



225, rue du Faubourg Honore
75008 PARIS

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Nous exerçons nos activités en France et en Afrique.

Nos filiales spécialisées dans la vente de matériel d'équipement et de communication ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 11 milliards 1/2 de Francs.

Nous recherchons actuellement pour notre

Groupe Commercial Multinational 2 JEUNES CADRES DE DIRECTION

DE FORMATION SUPERIEURE
(HEC, ESSEC, ENA) ayant une expérience professionnelle de 2 ans minimum.

Nous leur confierons, dans nos équipes de direction, des activités nécessitant d'excellentes aptitudes à la gestion, l'organisation, mais également impérativement aux actions commerciales.

La première affectation sera à PARIS dans une filiale Africaine.

Ces cadres devront comporter d'intéressantes perspectives de développement de carrière en poste d'exploitation ou d'Etat Major en France ou en Afrique dans un Groupe actif et diversifié.

Une pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite et CV sous No 83300 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SIRIUS SYSTEM TECHNOLOGY was founded end of 1970 by Chuck Peddle, the father of the personal computer. Manufacturing of the SIRIUS 1 and VICTOR 1000 computers started end of 1981. After the merger between SIRIUS and VICTOR end of 1982, the new company - VICTOR TECHNOLOGIES - is a dominant factor in the computer industry with a complete distribution network in US, Europe and the rest of the world.

Our current line of computers is at the forefront of technology and we intend to be technical leaders.

We are now in the process of building up a headquarters organization in Paris, France, to support the distributors and subsidiaries in Europe, Africa and the Middle East. We expect to move from our present quarters in Brussels in March 1983.

We are looking for personnel to work in this exciting and growing company.

- Following positions need to be filled:
- Software Specialist
 - Applications Specialist
 - Technical Training.

The tasks will be to follow the development in the assigned areas, assist customers and distributors, evaluate Software and Applications for approval/acquisition by VICTOR, conduct training sessions, assist major marketing effort.

The applicant should be willing to spend a major part of his time travelling in Europe and U.S.

The successful applicant should be fluent in English and have a solid computer background preferably with personal computers but experience from large systems may be acceptable.

Send your application to Ronald Janssens in Brussels office or call him.

VICTOR
INTERCONTINENTAL S.A./N.V.
Ninoofsesteenweg 71
1750 SCHEPDAAL
Belgium
Tel. 020/55 00

VICTOR

INGENIEUR CHIMISTE

Grande école ou université pour son laboratoire de chimie analytique minérale. Expérience pratique de l'analyse instrumentale appréciée. Envoyer C.V., photo et lettre de motivation sous No 61.559 à Contesse Publicité 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR TECHNICIENS SUPER.

diplômés d'un BTS ou DUT, option électronique. Adresser candidature à EDF/GDF, 80, avenue de la République 77370 NANGIS.

L'AGENCE D'URBANISME

Recherche pour son bureau de Paris un ingénieur/urbaniste (3° cycle), 7 années d'expérience professionnelle minimum. Aptitudes au contact, à l'animation d'équipes et à la synthèse et à la rédaction. C.V. détaillé et lettre de motivation sous No 83300 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Recherche pour son bureau de Paris un ingénieur/urbaniste (3° cycle), 7 années d'expérience professionnelle minimum. Aptitudes au contact, à l'animation d'équipes et à la synthèse et à la rédaction. C.V. détaillé et lettre de motivation sous No 83300 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Cours de vacances provinciaux recherche PROFESSEURS très qualifiés math, physique, français, philo. En I.C.A. 38, rue de la République Paris 8° qui transmettra.

Importante société transports maritimes recherche pour son agence à LILLE

JEUNE DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMMERCIAL

Env. C.V., photo et lettre de motivation sous No 83300 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIEUR

Formation générale S.C.L., I.N.S.A., I.C.P.I. avec 3 années d'expérience pour études énergétiques. Quelques années d'expérience. C.V. et lettre de motivation sous No 83300 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PROFESSEUR MATHS PHYSIQUE

Tél. : 06-02-62



recherche pour son Département
NOUVELLES ACTIVITES

1 JEUNE DIPLOME ÉCOLE DE COMMERCE pour un poste de FORMATEUR auprès de la DISTRIBUTION

Dans le cadre de sa diversification, le leader mondial de l'outillage électro-portatif lance un système d'alarme électronique grand public auprès d'un vaste réseau commercial composé de détaillants et de grossistes.

Afin de développer l'information produits de cette gamme sécurité, la Société crée un poste de responsable de formation.

Basé au siège près de LYON, le candidat sera chargé, au terme d'un stage technique préalable, d'intervenir sur les divers points de vente en animant des équipes d'information auprès des distributeurs. Il optimisera également le merchandising des produits et devra plus globalement favoriser les ventes qualitatives propres au développement de la distribution.

Cette mission ponctuelle constituera une excellente préparation concrète à l'exercice de fonctions marketing ou commerciales auxquelles l'intéressé pourra accéder dans un deuxième temps.

Il s'agit d'une opportunité stimulante pour un jeune débutant, de capacités et de terrain et de communication.

La fonction requiert, au départ, une mobilité importante ; elle est financièrement motivante.

Ecrire sous référence n° 738 avec C.V. et prétentions à Black & Decker à l'attention de C. NICOLAZZI

100 - 69239 LYON Cedex 02.

chefs projets télématique

Rennes et Paris

La division informatique sema metra, Groupe européen conseil, ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche des chefs de projets, respectivement pour Rennes et Paris.

Leur mission consistera à encadrer et diriger techniquement une équipe d'une dizaine de personnes pour réaliser des projets réseaux à commutation par paquets et de réseaux téléphoniques à commutation temporelle.

Les candidats souhaités acquis 7 à 10 ans d'expérience informatique dont une partie en conduite de projets et possèdent des connaissances approfondies dans l'un des domaines suivants :

- architecture des systèmes de communication
- réseaux et services de transport : données : Transpac, Télécom 1...
- services modernes à valeur ajoutée : messagerie, vidéotex, télé...
- réseaux locaux
- autocommutateurs publics ou privés.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 10386-M à M. Oheur, Sema-Selection : 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE

sema, selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

emplois régionaux
Chef du Contrôle
jeunes HEC, EIP Paris
Ingénieur
MARQUE REGIONALE
RESPONSABLE
DIRECTION INSP
PORTANTE SOCIÉTÉ DE
CHIEF DE PRO
INFORMATIQUES
15000

OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ENCADRÉES	Le m/lig. T.T.C.
1ère page	43,40 51,47
2ème page	13,00 15,42
3ème page	33,60
4ème page	33,60
5ème page	33,60

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

recherche pour mon établissement de BOURGOGNE (près Dijon)

Chef du service Contrôle de gestion

Rattaché au Directeur de l'établissement, vous assurerez :

- l'animation du service gestion
- l'élaboration des budgets divers procédures, plans
- tableaux de bord court et moyen termes
- suivi et l'analyse des écarts
- le contrôle de production, la prévision et le suivi des prix revient.

Nous souhaitons recruter un cadre formation supérieure disposant de quelques années d'expérience en milieu industriel.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à S.A. SEB Direction du Personnel - 21261 Selongey.

ET DE SERVICES ET CONSEILS INFORMATIQUES

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

1 à 2 ans expérience. Connaissance : NETRA, si possible LTR.

Lieu travail : Région Toulon ou Cherbourg

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et photo, n° 2752. PUBLIOTES RÉUNIES 112, bd Voltaire, 75011 PARIS

Société temporaire d'ingénierie recherche pour poste basé SUD-EST.

INGÉNIEUR SANITAIRE

Spécialité récentes d'aménagement et d'équipement des eaux (plusieurs années d'expérience). Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2382 à MEDIA P.A. 9, boulevard des Italiens 75002 PARIS.

elf aquitaine

recherche

TECHNICIEN DE LABORATOIRE

Formation BTS ou équivalent. Expérience en chromatographie liquide indispensable. Anglais parlé souhaité.

Pour participer dans ses laboratoires du Sud-Ouest au développement de la chromatographie liquide préparative.

Envoyer lettre manuscrite et prétentions à N° 61687 S.N.E.A.P. - DC Recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64028 PAU Cedex.

GRANDE BANQUE

vocation internationale recherche pour son réseau d'agence de PROVINCE

jeunes diplômé(e)s HEC, ESSEC, ESCP, IEP Paris ou équivalent

pour devenir ATTACHEES DE DIRECTION à des postes d'exploitants, en relation avec sa clientèle d'entreprises en Province.

Les candidats devront être motivés par une activité commerciale demandant par ailleurs des connaissances précises en ANALYSE FINANCIERE et en DROIT des AFFAIRES. Une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable. Une seconde langue étrangère est souhaitée. Rémunération annuelle brute de départ 108.000 F+.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 4471 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Informatique Lyon

Organisme recherche un ingénieur informatique

Rattaché au Directeur Administratif, il est chargé de l'optimisation des systèmes informatiques, ainsi que des méthodes et procédures administratives.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur informaticien ayant quelques années d'expérience, et préférant le secteur tertiaire.

Homme d'analyse et de synthèse, il contribuera par la qualité de son diagnostic et la pertinence de ses propositions à la mise en place d'une organisation permettant d'améliorer la productivité.

Homme de contact, il saura entraîner l'adhésion de l'ensemble des interlocuteurs.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. CG/348 à CAPFOR - 70, rue Bolleau - LYON

CAPFOR
PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - ORSAY - MONTLUÇON

Auxerre - Nous sommes une importante société agro-alimentaire (plus de 450 M de CA pour le groupe, plus 300 M de CA pour la société-mère). Nous recherchons pour notre siège administratif (situé dans l'Yonne, à 35 km d'Auxerre) qui gère l'ensemble des problèmes administratifs et comptables du groupe - un cadre comptable, fortement motivé par le travail, et en tant que :

CHEF COMPTABLE

Vous avez une très solide formation comptable (DECS ou équivalent) et une expérience professionnelle d'au moins quinze ans qui vous a permis d'acquiescer une compétence dans ce domaine. Vous n'êtes pas rebuté, mais vous êtes motivé par des situations demandant du courage et une grande puissance de travail. Vous prendrez dans un premier temps la responsabilité de la comptabilité générale de la maison-mère, vous dirigerez une équipe d'une dizaine de personnes, l'assistance de deux chefs de groupe dans un contexte tendant à s'informatiser de plus en plus. Vous pourrez, après avoir fait vos preuves, élargir vos responsabilités à d'autres aspects comptables du groupe. Vous êtes, si possible, disponible très rapidement.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux réf. 5676 M; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE SYNTIC

Ingénieur d'entretien

Un des plus importants groupes pétroliers français, CECA exerce son activité dans le domaine de la chimie et des spécialités. Largement représentée par ses filiales, elle réalise plus de 50 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Nous recherchons un ingénieur d'entretien pour notre usine à PAS-DE-CALAIS.

La mission consistera à diriger les services d'entretien : mécanique, chaudronnerie, électricité, contrôle et régulation.

Nous souhaiterions rencontrer, pour un poste, un candidat de formation École Nationale Supérieure ou équivalente, ayant bénéficié d'une expérience de 10 ans.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en inscrivant sur l'enveloppe la référence 2384 à :

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

FABRICANT MÉDICAMENTS VÉTÉRAIRES

recherche

UN DOCTEUR VÉTÉRAIRE OU PHARMACIEN

Si possible en agro-alimentaire.

Situation stable ou d'évolution.

Envoyer C.V. détaillé et photo à : **AUDEYARD S.A.** 47110 SAINT-E. LVRADÉ-à-LOT

Chef de service administratif Bretagne

Nous sommes une entreprise industrielle à structure complexe et recherchons pour notre Siège Social en Bretagne, un cadre de bon niveau, qui sera plus particulièrement chargé des questions de personnel (150 salariés) et possèdera des connaissances en gestion (prix de revient, etc.) de la fonction appréciées.

- Formation juridique et expérience de la fonction appréciées.
- Bon niveau de rémunération.
- Libre rapidement.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, la référence 4793 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE RÉGIONALE DE L'EST

recherche le

RESPONSABLE de la DIRECTION INSPECTION

Une parfaite connaissance des techniques et circuits bancaires est indispensable.

Le candidat devra avoir qu'à un cadre au moins en classe VII.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous N° 60.982 Crouzet Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LE SYNDICAT GÉNÉRAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ISÈRE

recherche son

RESPONSABLE DES QUESTIONS SOCIALES

LA MISSION

L'information et le conseil auprès des adhérents en matière de contrats de travail et de législation sur la formation (salaire, retraite, apprentissage, formation continue, etc.). La représentation syndicale auprès des administrations, des organismes sociaux (C.F.E., ASSEDEC, Préfecture, Caisse de S.S., etc.).

LE PROFIL

Rigueur et efficacité. Qualité d'ouverture et de dialogue. Formation juridique. Exp. du droit du travail et problèmes de personnel. 5 ans d'expérience minimum. Rémunération 95 à 110.000 env. (à nég. selon exp.). Env. C.V., lettre manuscrite, photo s/réf. 830.205 à :

CABINET VITTE MOSSAN
15, bd Maréchal Leclerc 38000 Grenoble

CHEF DES VENTES

Nous sommes un groupe qui occupe la première place dans son secteur d'activité (C.A. 2 M - 5000 M).

VOUS AVEZ :

- 30 ans environ,
- une formation ESC,
- une expérience dans le secteur agro-alimentaire et pré-emballage,
- une bonne connaissance de l'anglais.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- vous confier la direction d'une ligne de produits France et à l'exportation,
- participer à la conception et à la mise en place de nouvelles lignes de produits.

Ce poste est rattaché au DIRECTEUR DE NOTRE UNITÉ SITUÉE PRES DE TOURS et est une grande disponibilité.

Vous êtes intéressé, nous vous remercions d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions, s/réf. 4771 à :

LEICHAUS S.A. B.P. 111
15000 LAMONTE 02 qui transmettra.

LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE CÔTES-DU-NORD

recherche

DÉLÉGUÉ (E) A L'INFORMATION

Diplômé (e) Supérieur (minimum I.U.T. Information).

- Aimant l'écrit et l'écrit.
- Capable de bien percevoir et traduire une information.
- Capable de « CONTACT », avec l'aide d'une documentaliste.
- Mettre en œuvre l'information des différents publics de la M.S.A.
- Organiser une diffusion interne de données adaptées aux différents destinataires.
- Apporter son concours à l'information du personnel.

Adresser lettre candidature manuscrite + C.V. + photo à M.S.A. Côte-du-Nord (Direction du Personnel), B.P. 111 Saint-Brieuc Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Région Lorraine Nord

RECHERCHE

Dans le cadre de sa très forte expansion en automatisation et techniques de pointe :

- 1 INGÉNIEUR - CHEF DE PROJET AUTOMATISME, ayant acquis une forte expérience en milieu industriel (sidérurgie, agro-alimentaire). Il se verra confier des missions d'analyse fonctionnelle et de suivi de projets au sein de nos équipes d'ingénieurs d'affaires.
- 1 INGÉNIEUR INFORMATIEN, ayant une expérience. Il participera à la réalisation d'importants projets d'automatisation à base de microprocesseur et d'automatisme. Une maîtrise des matériels INTEL sera appréciée.

Ecrire s/réf. 466 le service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

POITOU-CHARENTES P.M.L. 170 PERSONNES INDUSTRIE DU BOIS

Recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

dépendant directement de la direction générale

Qualifications : expérience en comptabilité confirmée, pratique du droit social et sociétés indépendantes.

Envoyer C.V. complet manuscrit - photo et prétentions à : **LE MONDE PUBLI** 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

BANQUE PRIVÉE DE PROVINCE

Proche de la recherche

LE SECOND D'UNE AGENCE RÉCEMMENT CRÉÉE

LE CANDIDAT (TE) DEVRA :

- avoir une bonne connaissance des produits bancaires ;
- être compétent (te) en matière d'organisation et de comptabilité, car il (elle) aura à gérer le fonctionnement de l'agence ;
- être (e) plus de 30 ans.

Son salaire sera de l'ordre de 120.000 francs bruts.

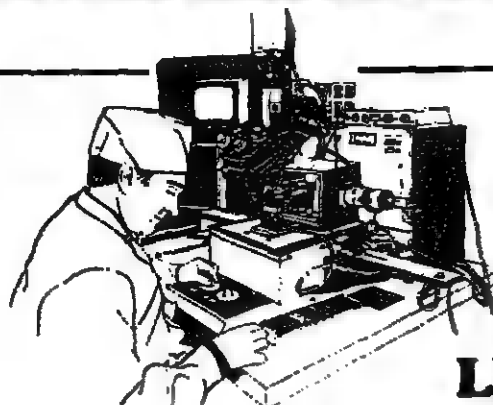
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à O.C.B.F., 66, rue de Chaussée d'Antin - 75009 PARIS sous référence N° 7800 M.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



UNE ENTREPRISE A TAILLE HUMAINE, LA COMPÉTENCE, LE CADRE DE VIE...

Notre entreprise a su conserver les avantages d'une taille humaine. Notre compétence est reconnue, en France, mais aussi en Europe : nous sommes rapidement devenus un pôle important de l'électronique française : micro-électronique et circuits hybrides intégrés. Dans un cadre agréable, près de Fontainebleau, nous travaillons dans un environnement technique et humain. Nos projets de développement sont ambitieux.

RESPONSABLES LIGNE DE PRODUCTION

- L'un des responsables des produits professionnels, l'autre la production moyenne et grande série. Les hommes de notre recherche, la formation ingénieur, au contact du terrain sont de vrais responsables. Maîtriser les divers aspects de la fonction (gestion, ordonnancement, fabrication, maintenance) amèneront leurs équipes avec une grande productivité et de rentabilité. Accrocheurs, volontaires, ils prendront en charge leur activité de A à Z avec une très large autonomie de décision, compris en ce qui concerne leur budget. Votre formation technique sera prise en compte, mais nous attachons une attention très particulière à votre expérience et à vos capacités de commandement.

INGÉNIEUR - SERVICE MÉTHODES

Cet ingénieur mécanicien, formation I.M., assistera le responsable du service. Nous lui demandons d'apporter ses compétences en mécanique et micro-mécanique pour les mettre en œuvre dans un univers de technologie de pointe. Ce poste doit rapidement évoluer et permettre à l'homme retenu d'acquiescer une polyvalence très enrichissante. Nous collaborerons à sa formation à nos produits.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN TESTS-CONTRÔLES

L'équipement de notre laboratoire de test est particulièrement étoffé : LTX, TERRADYNE, GENRAD, HP, Testeurs de haute gamme. Nous recherchons une équipe très soudée, performante et jeune, avec une première expérience en électronique analogique et logique, et une pratique opérationnelle de l'informatique, si possible.

DUT - BTS - ÉLECTRONIQUE

Jeunes diplômés (ou techniques expérimentés), leur formation nous offre une très grande variété de missions. Capables d'initiative, ils évolueront au sein d'équipes autonomes dans un environnement de pointe. Ces divers recrutements s'inscrivent dans le cadre d'un développement important de notre entreprise : nos objectifs sont ambitieux. Ceux qui recrutent aujourd'hui, moteur de notre expansion, auront de larges perspectives d'évolution. Nous souhaitons que notre compétence technique, conquise de nouveaux horizons, soit en restant une entreprise agréable à vivre. La collaboration doit nous permettre d'atteindre ces objectifs.

Adresser candidature (CV et prétentions) à : Service Personnel THOMSON - B.P. 32 - PUISEUX (TM. 16.38.33.51.37).

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

Un leader dans les systèmes logiques et analogiques,
et la conversion statique d'énergie

Ingénieurs électroniques, disposant de plus de 15 ans d'expérience, spécialistes dans l'électronique et l'alimentation de bord en aéronautique, nous recherchons des :

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour leur confier des responsabilités d'études et d'offices, depuis la conception jusqu'au suivi du matériel en place, dans des environnements militaires et industriels.

Si vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique ou électrotechnique, avec une première expérience de l'électronique de puissance ou des asservissements électriques, ce message vous concerne. Les candidats intéressés doivent être également concernés.

UN REDACTEUR TECHNIQUE

qui aura la charge de la rédaction des notices techniques à destination des clients en fin de processus de fabrication des produits spécifiques. Il a une compétence technique certaine dans le domaine de l'électronique et doit manier la plume.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle à la référence choisie à mentionner l'enveloppe. Le nombre absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.20.00

INGÉNIEURS D'ÉTUDES GRANDES ÉCOLES

GRUPE PETROLIER INTERNATIONAL
DIRECTION COMMERCE INTERNATIONAL - DIRECTION DES ETUDES

Débutants ou quelques années d'expérience, vous souhaitez optimiser votre formation et vos compétences dans les domaines économiques et techniques. Notre Groupe vous en donnera la possibilité dans une activité où nous sommes présents sur des marchés multiples. Vous serez chargé de conduire une réflexion approfondie relative au marché pétrolier et à son environnement, impliquant des aspects techniques, économiques et commerciaux. Ces activités utilisent des programmes informatiques, la connaissance d'un ou plusieurs langages donc nécessaire. La pratique de l'anglais est un atout supplémentaire. Nous souhaitons rencontrer des candidats motivés, méthodiques, et néanmoins imaginatifs. Les activités variées que nous leur proposons leur permettront ultérieurement une évolution de carrière au sein d'une des différentes Directions ou dans d'autres branches du Groupe.

Chaque candidature envoyée sous référence 62210 - Contesse Publicité - 20, rue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, sera traitée confidentiellement.

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

INGENIEUR DEBUTANT

Formation d'ingénieurs. Expérience maximum de 2 ans. Après formation 12 à 18 mois, il sera chargé de projets.

ANALYSTES ORGANIQUES

et

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Débutants et confirmés. Formation DUT ingénieur. Il leur sera demandé de participer à des projets dans un environnement IBM 3033 sous VM - DOS. Perspectives d'évolution intéressantes.

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

CV, photo et prétentions au département

Effectifs Recrutement Orientation

1, rue du Maréchal L... - 91550 - PARAY VIEILLE POSTE

VOUS,

vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau. vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs

JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos filiales étrangères

Nous sommes un Grand Groupe Industriel et Commercial français, leader mondial sur son marché.

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

Adresser votre candidature à
INTERMEDIA N° 495 A
59, rue La Fayette - 75009 PARIS
qui transmettra.

HITACHI DIASONICS

L'IMAGERIE MÉDICALE : Ultrasons, Radiographie Digitale, Magnétique Nucléaire, recherche

un ingénieur en électronique

un ingénieur expérimenté, pour prendre la responsabilité technique d'une ligne de produits dans S.A.V. Anglais obligatoire. Le candidat doit avoir une voiture en fonction et être marié.

Téléphonez pour rendez-vous au (6) à Sylvain GRINMAN ou écrivez-lui à SONOTRON S.A. BP 56, Z.A. de Courtabœuf 91942 LES ULIS

Importante société industrielle
recherche pour ses services de PARIS 17ème

Jeune ingénieur- technico-commercial

Niveau B.T.S. Electromécanique.
Bonnes connaissances en Electronique.
ANGLAIS nécessaire.
Situation d'avenir.

Adresser C.V. et prétentions sous la référence 4/58 à

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES DE

THOMSON-TI

systèmes

commutatio

revises program

ingénieurs

ingénieurs système

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

THOMSON

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-TITN

recherche département

Systemes de commutation

Pour le développement de gammes de produits STANCOM, BANKCOM, AIRCOM :

- **Analystes programmeurs**
formation IUT, 1-2 ans d'expérience pour participation à la réalisation, mise place et installation de Logiciel de commutation messages (réf. DSC01).

- **Ingenieurs**
1-2 ans d'expérience, bonne formation IUT, Télécommunications, pour des développements de pointe Logiciel Télécommunications (réf. DSC02).

- **Ingenieurs système**
3-5 ans d'expérience, participés à projets Télécommunications, préférence sur importantes configurations, développement de nos produits (réf. DSC03).

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à THOMSON-TITN-DSCO - rue Edgar Quinet - 92100 MALAKOFF.



AGENCE DE PUBLICITE INTERNATIONALE A PARIS

CHEF DE GROUPE

pour gérer budgets internationaux

- 5 ans d'expérience minimum.
- Bonne connaissance marketing et publicité.
- Parfaitement bilingue français-anglais.
- Très mobile (voyages fréquents en Europe).

Adresser C.V., photo, rémunération actuelle.

Ecrire sous n° 6.467, le Monde Pub. service RECRUTEMENT CLASSEES 5, rue de Valenciennes, 75009 PARIS.

SOCIETE LEADER EN MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

PROGRAMMEUR D'APPLICATION

- Formation DUT informatique ou équivalent.
- Débutant ou possédant une première expérience en informatique de gestion et micro-ordinateurs.
- Libre rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à PROCEP, Distributeur exclusif de Commodore, 21, rue Marmont-Régulier, 75001 PARIS.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence absolue

Développer l'innovation au sein d'un marketing performant

Pour diriger service développement un haut potentiel technique et productivité

Chef de projet conception et réalisation système de gestion de pointe

Jeune adjoint au contrôleur de gestion

LA FILIALE D'UN GROUPE ALIMENTAIRE FRANCAIS, à implantation internationale, renommée, poursuit sa croissance et intensifie les activités de sa Direction Marketing.

Une création de poste de Chef de Produit Senior, responsable des nouveaux produits, nouveaux produits, s'inscrit dans le cadre d'une politique générale fondamentalement prospective et innovatrice de la Direction Générale.

Créatif, actif, dynamique, le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP, d'une première expérience de 5 ans acquise dans les produits de grande consommation ou d'un poste performant (alimentaire de préférence).

Pour un candidat motivé, capable d'apporter une contribution personnelle de qualité dans la stratégie de développement et d'innovation, des larges perspectives d'évolution de carrière au sein de la société ou du groupe.

Université Bourgogne.

GRANDE MARQUE FRANCAISE leader sur ses marchés, filiale d'un puissant groupe international, offre le poste de Chef de Service Développement Produits, au sein de la Direction Recherche et Développement, résolument prospective et dynamique.

La gamme de produits de la société couvre de larges secteurs aussi bien industriels que domestiques. Le poste conviendrait à un ingénieur grande école ECP, AM, IDN, disposant d'une expérience de 5 ans environ acquise si possible dans un domaine de petits matériels de grande distribution.

A sa compétence technique (thermique, mécanique, électricité), il devra allier le goût de l'innovation ainsi qu'une solide maîtrise des coûts et de la rentabilité. Poste intéressant pour candidat dynamique, disposant d'un dynamisme industriel, capable d'animer une équipe de 30 personnes (études - labo - prototypes) et de travailler en étroite collaboration avec le Marketing et l'Industrialisation.

Lieu de travail : proximité Lyon-Lyon.

cana

Val-de-Loire (2,5 milliards de francs CA, 1700 personnes) recherche, dans le cadre de son expansion, un ingénieur Chef de Projet.

Il s'intégrera au service Informatique équipé d'un 43/41, de plusieurs mini-ordinateurs de gestion (HP 3000) et d'une centaine de micro-ordinateurs.

Il aura la responsabilité de la mise en œuvre de projets inscrits au plan informatique et de toutes les activités de coopération.

Les projets sont conduits selon la méthode Merise et font appel à des bases de données et au temps réel. Le poste, outre des compétences en informatique et une formation d'ingénieur, fait appel à des qualités de contact, d'autonomie et exige une expérience de niveau similaire d'environ 3 ans acquise en entreprise.

Poste basé à Ancenis.

UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS (700 personnes), nombreux établissements en France et filiales à l'étranger, propose une situation évolutive d'Adjoint au Contrôleur de Gestion.

Ce poste implique une participation active à tous les aspects du contrôle de gestion (tableaux de bord, budget, analyse écart, suivi des prix de revient). Cette fonction attrayante par sa polyvalence conviendrait à un jeune diplômé HEC, ESSEC, ESCP, ayant une première expérience du contrôle de gestion dans une société industrielle.

Lieu de travail : Paris.



COMPAGNIE DES METAUX PRECIEUX (filiale d'un groupe international) particulièrement active dans la chimie et la métallurgie fine

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

3 ans d'expérience en vente de produits industriels techniques.

Niveau Bac + bonne formation complémentaire électronique (BTS - DUT).

Son activité s'exercera au sein du Département Industrie (marché couche épaisse métaux précieux).

Anglais nécessaire pour les liaisons techniques avec les unités de fabrication du Groupe à l'étranger.

Il devra organiser la vente des produits et procéder à leur homologation avant vente.

Il devra organiser des voyages dans les pays de France moyenne 100/jan.

Evolution possible dans la société dynamique suivant les besoins des industries de pointe.



Envoyer lettre manuscrite, CV, photo, à M. Courbet 75116 Paris, sous réf. 62029.

Roucaire

INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

1) pour sa division matériel chimie

Nous demandons :

- Une expérience en analyse électrochimique, polarographique ou laboratoire.
- Un niveau IUT chimie ou plus.

2) pour sa division matériel chimie/biochimie.

Nous demandons :

- Une expérience en spectrophotométrie UV/Infrarouge ou laboratoire.
- Un niveau IUT physique/chimie ou plus.

Ces postes conviennent à des personnes dynamiques, ayant un goût certain pour le contact commercial et ne craignant pas les déplacements fréquents.

Nous offrons :

- Position cadre.
- Fixe + commissions.
- Voiture fonction avec frais déplacements.

Adresser C.V., manuscrit et photo à notre siège BP 65 - 78143 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale, plus de 1000 INGENIEURS / TECHNICIENS - 50 % du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans le monde. Les domaines suivants : MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - CIVILINES - CENTRALES.

SOFRSID recherche pour son centre de Calcul :

Ingenieurs Informaticiens

Connaissant l'anglais et ayant quelques années d'expérience pour prendre en charge :

des applications de gestion de projets Micro-Informatique (H.P.)

et l'application variée dans le domaine infocentre (VM/CMS).

Au sein d'une équipe dynamique et de taille humaine, les postes proposés s'adressent à des candidats :

- aimant le contact et l'assistance aux utilisateurs.
- appréciant la responsabilité et travaux autonomes.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions en référence 1150 à B. MAZIERES

Direction du Recrutement SOFRESID

59, rue de la République

93108 MONTREUIL Cedex



Importante entreprise de BTP présente dans 26 pays recherche pour son Siège :

LA DEFENSE

des jeunes cadres comptables

Après formation au Siège, ils seront affectés dans des Responsables de la Comptabilité dans les agences, filiales, chantiers en France ou à l'étranger. Les candidats : formation supérieure, Ecole Commerce, ayant déjà une première expérience professionnelle, seront mobiles, disponibles et maîtriseront l'Anglais.

Les candidats peuvent nous parvenir :

Adresser manuscrit, C.V., photo et prétentions sous réf. 9842 à L.T.P. 31, rue de la Nouvelle

75083 Paris 02 - qui transmettra

SVP Information Carrière Grandes Ecoles

"SPÉCIAL JEUNES"

numéros parlés* 763.11.15

entreprises	postes à pourvoir		expériences	langues	formations	réf.
APPLICON	INGENIEUR D'APPLICATIONS	Rungis (94)	Deb. à 3 ans calcul de structures, résistance des matériaux	Anglais	Grandes écoles de mécanique	117A4
RANK XEROX	CADRES COMMERCIAUX	Paris, province Ouest	Débutants ou plus		Grandes écoles de commerce	129A1
THOMSON CSF SIMULATEURS	INGENIEUR OPTICIEN	Cergy (95)	Débutant à 2-3 ans		ESO	122J9
THOMSON CSF SIMULATEURS	INGENIEUR ELECTRONICIEN	Cergy (95) puis Toulouse (mi-83)	2 à 3 ans Electronique hard		Grandes écoles d'électronique	122K1
THOMSON CSF SIMULATEURS	INGENIEURS LOGICIEL	Cergy (95)	Débutants à 2-3 ans connaissances programmation		Grandes écoles scientifiques	122K2
CITROEN	INGENIEURS GENERALISTES	Rennes, Paris, Metz	Débutants ou plus		Grandes écoles d'ingénieurs	163A3
CITROEN	CHEF DE PROJET INFORMATIQUE	Paris	Débutant ou plus		Grandes écoles d'ingénieurs de commerce ou mixte	163A4
ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER	INGENIEUR ELECTRONICIEN	Clamart (92)	Débutant à 2 ans	Anglais	ESE ou équivalent	111C9
LA RADIOTECHNIQUE	DEVELOPPEMENT NOUV. PRODUITS	Suresnes (92)	Débutants ou plus	Anglais	Formation électronique	130D9
EFCS	RESPONSABLE CONTROLE QUALITE	Grenoble	3 ans minimum Elaboration circuits intégrés	Anglais	Ingénieurs physique chimie	132D9
FLOPETROL JOHNSTON	INGENIEUR SYSTEMES ELECTRONIQUES	Melun (77)	Circuits analogiques micro-informatique, télétransmission	Anglais	Grandes écoles d'ingénieurs option électronique	110C3

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone des descriptions détaillées des offres qui vous intéressent, ont été conçues pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informés immédiatement en toute discrétion et votre rencontre avec l'entreprise s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 en rappelant la référence.

SVP Information Carrière

7, rue de Logelbach 75017 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

chef du service paye

130 000 +

Une importante société de DISTRIBUTION DE MATÉRIEL BUREAUTIQUE, filiale d'un groupe industriel français, C.A. 300 MF, effectifs: 600 personnes dont 200 VRP, recherche pour son siège social situé proche banlieue ouest, le RESPONSABLE DE son SERVICE PAYE INFORMATISÉ.

Son rôle sera de réorganiser et d'animer ce service de 4 personnes, chargé d'établir les salaires des différentes catégories de personnel et d'assurer les tâches comptables et administratives qui s'y rapportent, en liaison avec les SERVICES INFORMATIQUES et le COMPTABLE.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) ayant 30 ans minimum, une FORMATION SUPÉRIEURE EN GESTION et une expérience de plusieurs années dans des services du Personnel lui ayant permis d'acquérir une très bonne maîtrise des procédures de gestion informatisée de la paye et de la législation sociale correspondante. Une connaissance du statut VRP serait appréciée.

Les dossiers de candidatures, sous réf. 2602 M à préciser sur l'enveloppe, seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

patifrance

de FABRICATION et de DISTRIBUTION de MATIÈRES PREMIÈRES aux BOULANGERS-PÂTISSIERS, C.A. 400 MF - disposant d'une forte implantation sur l'ensemble du territoire national - crée auprès de sa DIRECTION COMMERCIALE et DISTRIBUTION un poste de

marketing opérationnel

Sa mission sera, à partir d'informations remontant du terrain et d'éléments d'enquêtes et d'études dont il prendra l'initiative, d'effectuer une synthèse lui permettant: - de superviser les opérations promotionnelles et des actions d'animation du réseau de vente, - de proposer des modifications dans la gamme de produits existants ou la création de nouveaux produits d'en piloter la réalisation en collaboration avec les achats, usines, - de définir les packagings les mieux adaptés à la fois à la clientèle et à la distribution physique. Il devra son action au strict respect de la législation alimentaire et de la réglementation.

Ce poste conviendrait à un DIPLÔME GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE ou AGRO, ayant une expérience du Marketing et/ou de la vente de PRODUITS ALIMENTAIRES auprès d'une clientèle de TRANSFORMATEURS (artisans, collectifs, CHR...).

Les dossiers de candidatures, sous réf. 2603 M à préciser sur l'enveloppe, seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

TEXUNION

Groupe DMC

recherche pour sa division engineering à PARIS

2 ingénieurs textile CONFIRMÉS

Ils auront des responsabilités d'importants projets impliquant de nombreux déplacements à l'étranger. Ils participeront à l'élaboration et à la conception de nouvelles unités et auront un rôle de CONSEIL, d'ASSISTANCE et/ou de FORMATION auprès des complexes industriels déjà implantés dans plusieurs pays d'Afrique Francophone.

Les candidats ne peuvent convenir qu'à des INGÉNIEURS TEXTILE DIPLOMÉS. Connaissance de l'Anglais souhaitée. Remunération attractive pour Ingénieur confirmé de haut niveau.

Les dossiers de candidature - sous réf. 2604 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

labinal

recherche pour son Service Études

RÉDACTEUR DE NOTICES expérimenté

pour établissement de notices techniques de matériels d'équipement aéronautique BTS ou DUT, électronique ou électrique.

Ad. C.V. et prétentions au Service du Personnel 17, rue de Clichy - 93403 SAINT OUVEN

directeur d'usine

Une importante SOCIÉTÉ D'IMPRESSION et d'ÉDITION, fabriquant des imprimés diversifiés, recherche un jeune DIRECTEUR D'USINE pour son usine NORMANDE (100 personnes).

Responsable de la P.D.G. du fonctionnement de son établissement, il sera chargé de la gestion de l'organisation de la production. Il devra traiter tous les problèmes du personnel et établir de bonnes relations avec les services professionnels locaux. Il fera partie de l'équipe de direction et participera aux décisions stratégiques de l'entreprise.

Ce poste, basé à ÉVREUX, conviendrait à un jeune INGÉNIEUR ECP, A&M, ENSI... ayant une première expérience dans un poste opérationnel en fabrication, et recherchant une responsabilité impliquant l'encadrement et des responsabilités.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2605 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE DISTRIBUTION DE TRACTEURS ET DE MACHINES AGRICOLES

recherche

JEUNE DIPLOMÉ ESCAE

pour études de marchés, analyses commerciales. Connaissances A.P.L. appréciées. Possibilité d'évolution au sein de la Société.

Envoyer CV, photo et prétentions sous No 2606 M à l'Agence Publicité, 20, rue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra



CIMSA

Filiale du Groupe Thomson recherche DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION D'UN TRÈS IMPORTANT PROJET À L'EXPORT.

INGÉNIEUR "DOCUMENTATION"

Ingénieur expérimenté, il animera une équipe chargée de la conception, la mise en œuvre et la maintenance de la documentation technique de ce projet. En liaison avec les responsables de projet et les utilisateurs, il aura à organiser les travaux et à assurer la mise à jour de la documentation.

La connaissance de l'anglais est nécessaire; celle du russe serait appréciée; les qualités personnelles de précision et de rigueur sont indispensables.

Le poste est basé en proche banlieue Sud-Ouest.

Vous adresserez vos candidatures sous réf. IRD/M à Jacqueline FLEURENT-DIDIER, JFD CONSEIL - 11, rue Victor-Hugo 75116 PARIS qui transmettra en toute discrétion.

THOMSON
BRANCHE COMMUNICATIONS



Informatique distribuée
Automatisation bancaire
proposée à

Ingénieur Système UNIX/PWB

de prendre en charge la mise en œuvre de UNIX et de ses outils comme base de développement de logiciels.

Il aura à effectuer les travaux d'adaptation de la conception ou le développement d'une gamme d'outils.

De formation informatique (DEA ou ENSI) d'ingénieur ou universitaire) ce candidat aura une expérience sur UNIX et de notions d'organisation des systèmes d'exploitation.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 2607 à Michèle CORBINEAU - TRANSAC ALCATEL - BP 92 - 91131 MASSY.

ASSOC. EDUC. POPULAIRE recherche

INFORMATEUR SCOLAIRE

mi-temps: réponse téléphonique. Docteur, travail d'équipe, dipl. études sup., 20 ans, vie sol. minimum: 43.500 F par an.

Envoyer C.V. + photo à: I.S.P./E.P.E. 4, rue de la Paix - 75002 Paris.

Le Monde

Le Département «Etrangers» de Service de la Publicité recherche un professionnel de la négociation commerciale pour

Développer notre publicité et notre image à l'étranger

Sa mission comportera une phase sédentaire en France: préparation, d'études, contacts, et déplacements ponctuels à plusieurs semaines à l'étranger.

Au cours de ses séjours, il devra au plus haut niveau personnaliser la publicité des grandes entreprises. Il les convaincra de la compétitivité de l'image de support. A l'entregant, l'homme représentant un grand quotidien français, il alliera le pragmatisme et le talent d'un habile négociateur.

Nous souhaitons recruter des candidats possédant au moins dix ans d'expérience, dans des fonctions similaires de négociation commerciale à l'étranger, impliquant une parfaite autonomie et une mobilité dans les déplacements. Anglais impératif.

Merci d'adresser votre candidature sous étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo), réponse en discrétion. Merci d'écrire sous réf. 113/1M, 21 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Juhiet
Psycom
Tél. 562.90.90

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour Département Développement

des Animateurs Consultants

Vous aurez pour missions:

- l'animation de séminaires techniques commerciales
- le suivi pratique des formations
- ponctuellement une participation à la création ou à la mise à jour des programmes de formation.

Il vous est demandé:

- un diplôme de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent)
- une expérience de 2 ou 3 ans en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale.

Ce poste est basé à Paris avec fréquents déplacements en province.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions, sous réf. 2608 à C.N.C.A. 10, rue de la Paix - 75002 Paris



CONTROL DATA

Notre image de constructeur de haute technicité et notre souci constant de devancer les exigences de nos utilisateurs, nous a amené à diversifier largement notre activité dans le domaine des prestations de services de haut niveau adaptées au secteur industriel et à la gestion des entreprises.

C'est pourquoi notre Département CONSEIL ET APPLICATIONS qui recrute en permanence des "énergies" nouvelles:

INGÉNIEURS ANALYSTES débutants de formation Grandes Ecoles ou équivalent

Nous vous proposons une formation constructeur en informatique Grands Systèmes, Applications Scientifiques ou Industrielles destinées à une prise de responsabilité à terme de prestations de services de haut niveau.

Vous qui possédez dynamisme et engagement pour vous adapter à un univers en constante évolution, proposez votre candidature sous réf. 2609 PS à CONTROL DATA France - Service Recrutement Conseil Applications - 195, rue de Bercy - 75002 PARIS CEDEX 12.



labinal

7.200 personnes, 20 Usines
C.A. 1,8 Milliard de Francs
recherche

Division Automobile

Siège Social de BOIS D'ARCY (77)

2 INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Formation Ingénieur électromécanicien ou électronique.

Possédant plusieurs années d'expérience en bureau d'études ou Méthodes dans une activité de grande série.

Division aérospatiale - électronique


Usine de Saint-Ouen (93)

1 INGÉNIEUR FIABILITÉ CONFIRMÉ

Fonction Ingénieur généraliste.


Affecté au Service Assurance qualité, il aura à effectuer des calculs de fiabilité prévisionnelle et constater des matériels aéronautiques.

Adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL Direction des Relations Sociales 5, avenue Newton 78390 BOIS-D'ARCY



Bernard Juhiet Psycom

Tél. 562.90.90



CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour Département Développement

des Animateurs Consultants

Vous aurez pour missions:

- l'animation de séminaires techniques commerciales
- le suivi pratique des formations
- ponctuellement une participation à la création ou à la mise à jour des programmes de formation.

Il vous est demandé:

- un diplôme de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent)
- une expérience de 2 ou 3 ans en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale.

Ce poste est basé à Paris avec fréquents déplacements en province.

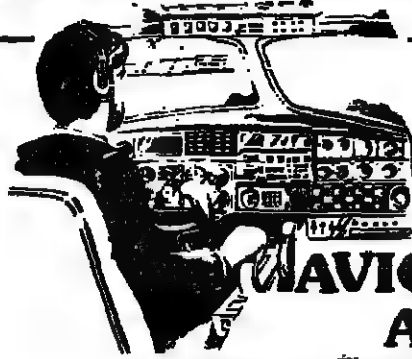
Adresser CV, photo, salaire et prétentions, sous réf. 2608 à C.N.C.A. 10, rue de la Paix - 75002 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

AVIONIQUE : DES ÉTUDES AUX APPLICATIONS

Notre Département Électromécanique conçoit et fabrique des équipements à haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à proposer des opportunités de carrière.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Débutants ou ayant une première expérience industrielle

ÉLECTROMÉCANICIEN

Les connaissances en électrotechnique et électronique lui permettront de concevoir et de réaliser des équipements à commutation électronique ou des ensembles capteurs et électroniques associés. La connaissance du microprocesseur sera appréciée. Réf. IEM

MÉCANICIEN

Il participera à la conception de mécanismes de précision destinés à des machines-outils ou à des applications dans le domaine de l'aéronautique. Les connaissances en électrotechnique et analyse de valeur sont indispensables. Des notions d'informatique seraient utiles. Réf. IM

ÉLECTRONICIEN

L'ingénieur recherché doit être à l'aise aussi bien dans la conception de circuits analogiques faibles niveaux que dans l'électronique de puissance. Pragmatisme, sens industriel, goût des contacts humains sont souhaitables. Réf. IET

Ces postes sont appelés à évoluer vers des responsabilités importantes pour les candidats de valeur. Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo et précisant la référence du poste souhaité à Madame CHARRIER - THOMSON-CSF - 125, rue J.-J. Rousseau - 93100 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION



SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

DEUX CORRESPONDANTS INFORMATIQUE

POUR LA DIRECTION FINANCIÈRE (PARIS)

ET LA DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS (EVRY-CORBEIL)

Ils participeront à la mise en œuvre de nouveaux systèmes de gestion : conception, réalisation des cahiers de charges, suivi de la réalisation informatique et de la mise en place, formation des utilisateurs.

Au carrefour de plusieurs fonctions, ces postes requièrent une excellente prise de contact avec l'entreprise et un intérêt pour les possibilités d'évolution au sein du Groupe. Ils nécessitent une expérience d'environ 2 ans en conception de systèmes.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions à SNECMA, DÉPARTEMENT ENCADREMENT, 2, boulevard Voltaire - 75724 PARIS CEDEX 15, en précisant le poste.

DEVENEZ INFORMATIENS

Le service du groupe SUGOS, filiale du Service de Conseil Informatique d'envergure internationale, le Service Conseil, réalise des études et des programmes pour les grandes entreprises pour concevoir, développer et mettre en œuvre des applications informatiques.

Une expansion régulière la conduit à recruter, former et intégrer :

JEUNES INGÉNIEURS

À l'issue d'un stage d'initiation de 3 mois environ, ils entreront dans les équipes de développement de la D.C.R. Ils auront à leur disposition des systèmes originaux et avancés (conversations, données...) dans des domaines variés, ils auront accès à des compétences informatiques tout en augmentant progressivement le champ de leurs responsabilités.

Le développement prévus pour eux offrent une motivation et un développement de SUGOS-DCR leur offrent de larges perspectives d'évolution.

Documentaire (CV et photo) à adresser à Annie GARNIER - 100, 101

SUGOS

DIVISION CONSEIL ET RÉALISATION - 26, RUE DES PAVILLONS - 92800 PUTEAUX

L'ADJOINT DU CORRESPONDANT BANCAIRE DE NOTRE ZONE ASIE-AUSTRALASIE

Nous recherchons pour notre Département International un collaborateur diplômé de l'enseignement supérieur, ayant 2 à 4 ans d'expérience bancaire et s'exprimant très bien en anglais.

A partir de Paris, la gestion des lignes de crédits ouvertes dans sa zone et la coordination avec ses homologues seront ses tâches principales.

Il aura également pour vocation de vendre nos produits, nos services à ses correspondants bancaires.

Pour un homme de dossiers, de bonnes capacités d'analyse et de synthèse sont indispensables, la connaissance de l'informatique et la gestion seraient un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence 218V à

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

ALSTHOM ATLANTIQUE

Premier constructeur européen de turbomachines, disposant d'une capacité de production de 10.000 MW par an (ce qui équivaut à l'alimentation de 7 villes telles que Paris), le Groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE représente 42.000 personnes en France dans 11 établissements. Il a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs. Notre Groupe recherche pour son Etablissement du Bourget (accès par le RER)

INGÉNIEUR METALLURGISTE

FONCTION : Responsable au niveau des recherches, du perfectionnement : des méthodes de soudage appliquées à la construction des turbines à vapeur et plus particulièrement des rotors et grandes pièces de turbines à vapeur.

En s'appuyant sur les moyens des laboratoires de la Division, il devra faire évoluer, chaque fois que nécessaire, les procédés de soudage s'appliquant aux aciers utilisés, en particulier en introduisant les techniques les plus modernes dans le domaine du soudage.

FORMATION - EXPERIENCE : La personne retenue aura une formation d'ingénieur métallurgiste et une expérience industrielle d'au moins 2 années en métallurgie.

Toute candidature sera envoyée à : Alsthom-Atlantique
Direction du Personnel - 55, avenue Jean Jaurès - 93100 LE BOURGET

Jeune Société d'Électronique en forte croissance offre des opportunités de carrière à de jeunes

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES ET ÉLECTROMÉCANIQUES

qui accepteraient de débiter leur vie professionnelle dans la vente.

Après une période de formation de 3 à 6 mois à Paris ou en Province, ils deviendront

INGÉNIEURS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

Postes à pourvoir à Paris et en Province. La croissance de la Société leur garantit une évolution en rapport avec leur ambition.

Pour faire acte de candidature, adressez votre dossier (CV + photo et prétentions sous 61616) à Contesse Publiée - 20, rue de l'Opéra - 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Préciser bien le poste - Nous sommes une importante société d'édition internationale. Nous souhaitons renforcer nos structures comptables, mais aussi assurer plus de stabilité à nos activités aux informations fournies et recherches pour en faire un cadre comptable pour assister notre responsable comptable et financier en tant que

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Vous avez une formation de chef de service en comptabilité de la DECS. Vous avez après 5 à 10 ans d'expérience acquises au moins une partie dans un contexte anglo-saxon, très familier des techniques de reporting et de reporting en langue anglaise. Vous occupez des fonctions d'adjoint ou de superviseur dans une structure donnant l'expérience du commandement et de l'animation. Vous avez l'habitude de travailler dans un environnement fortement informatisé. Vous serez sous l'autorité du chef des services comptables et financiers, responsable de la bonne exécution des tâches comptables et financières. Vous serez responsable d'une équipe d'une vingtaine de personnes : plan comptable, aménagement, reporting, fiscalité, trésorerie, stocks, contrôle de gestion, frais fixes, comptabilité fournisseurs et clients "publicité". Vous participerez et assisterez le responsable pour le bilan fiscal, mais également pour les relations avec les conseils, les auditeurs, les banques. Vous avez les aptitudes et la volonté pour pouvoir évoluer à notre organisation.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux - réf. 5675 M - il étudiera avec vous les possibilités d'une future



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTHEC

THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

DOCUMENTALISTES ASSISTANTS(ES) INGÉNIEUR

Les candidats à ce poste devront avoir une formation orientée vers l'électronique et être chargés de travaux d'analyse et de recherches documentaires.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adresser CV, PHOTO et prétentions à J.-P. GALLAIS - 16, rue du Fossé-Blanc - 92231 GENNEVILLIERS.

THOMSON
BRANCHE COMMUNICATIONS

OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

COMMUNI INTERNI

Bai

INGÉNIEUR TECHNICO-CC

INGÉNIEURS COM

GRH conse

Ingénieur les grand industrie

experi

MED

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



2 à 4 ans d'expérience des systèmes temps réel
(MITRA, MINI 6, VAX, PDP11, M. 68000, INTEL 8085, etc.)
Nous formerons des techniques d'avenir : méthodes de spécification de logiciel, conception structurée, paratypes abstraits/objets, langage ADA.
adressez votre candidature C.V.
LPI. 26, rue du Renard - 75004 PARIS

ingénieur organisation haut niveau

Vous êtes depuis 5 ans dans un cabinet d'organisation. Vos missions vous ont permis d'aborder les différents domaines d'activité de l'entreprise. De formation supérieure, vous savez prendre du recul par rapport au quotidien, mais vous avez également le goût des applications concrètes. Vous souhaitez maintenant mettre en place ce que vous préconisez. C'est ce que vous pourrez réaliser au sein d'un Groupe en fort développement. L'organisation tient une place importante : **LE GROUPE BSN**.
La politique de décentralisation appliquée dans le Groupe donne une autonomie de gestion complète au Département Rattachement - 400MF de CA, 1200 personnes, emballages en verre pour la pharmacie et la parfumerie.
Responsable du Service Organisation-Formation, vous serez partie de l'équipe de Direction de ce Département et participerez à son développement technique, humain et économique en consultant les différentes Directions dans la réflexion et la mise en œuvre des changements d'organisation et de structure. Convaincu que ces changements passeront par les hommes, vous mettrez en place une politique active de formation et de participation du personnel.
Pour saisir cette opportunité d'exprimer pleinement votre efficacité, merci d'adresser votre candidature, sous réf. F24M en précisant rémunération actuelle à : BSN Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 75381 Paris Cedex 08.



bsn gervais danone

responsable achats

PANZANI MILLIAT FRÈRES - 1,5 Md de F de CA, 1800 personnes, 5 usines - est leader sur ses principaux marchés : pâtes alimentaires (Panzani, Pâtes Riches), plats cuisinés en conserves (Panzani, Gorbil, Petitjean), aliments pour chiens (Mac'An).
Les achats d'emballages de première importance de cette fonction aux résultats de l'entreprise.
Le Directeur des Achats recherche un jeune responsable, de formation supérieure, ayant acquis au moins 2 ans d'expérience des achats de première importance.
Responsable d'un budget d'environ 300 MF, il conduira personnellement les négociations avec les fournisseurs d'emballages et matières premières.
La taille et le développement du Groupe BSN lui offrent de réelles perspectives d'évolution.
Le poste est à pourvoir à Lyon.
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E32M en précisant rémunération actuelle à : BSN Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 75381 Paris Cedex 08.



bsn.gervais danone

COMMUNICATION INTERNE FRANCE

Dynamiser les formules existantes, imaginer les moyens du futur, la note de service à la banque de données, du journal interne au vidéotex, du journal d'affichage au film vidéo, passant par les réunions d'information, d'expression, les groupes de progrès, etc., le champ d'action de ce responsable, couvre tous les domaines de la communication interne France.
C'est un poste important dans une entreprise leader qui place la communication au premier rang de ses politiques : nous recrutons 7000 en France éparpillés tout le territoire.
Nous le confierons à un candidat ayant acquis une première expérience dans ce domaine et souhaitant développer sa carrière dans la fonction personnelle.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. COM 1 à SODEXHO Service Central du Recrutement B.P. 36 78391 BOIS D'ARCY Cedex
Nous sommes la carte du futur vivre en commun



SODEXHO

THOMSON-TITN

recherche dans le département
Systèmes de communication et de réseau
L'élaboration du premier réseau local de Bureautique Intégrée française, un réseau opérationnel, et les développements en mutation d'entreprise :
■ **Ingenieurs consultants**
3 à 5 ans d'expérience, capable d'assurer en cabinet des études de faisabilité du réseau (fonctionnalités de communication, analyse de trafic, calcul d'architecture de réseaux...) (réf. C1).
■ **Ingenieur commercial**
dynamique, une bonne vision technique du système des Communications. Homme de terrain et bon négociateur, apte à développer un haut niveau de capacité de synthèse entre les besoins des utilisateurs et les contraintes d'Ingénierie Système (réf. C2).
■ **Ingenieurs système**
3 à 5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécommunications, de préférence sur microprocesseurs (connaissance langage C appréciée), capable d'assurer des responsabilités de développement de nos projets en main (réf. C3).
■ **Ingenieurs**
2 à 5 ans d'expérience, bonne formation de base Télécommunications et microprocesseurs, pour des développements de pointe dans le domaine des réseaux (réf. C4).
■ **Analystes programmeurs**
de formation IUT, Université et 1-2 ans d'expérience, connaissance MITRA appréciée (réf. C5).
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à **THOMSON-TITN** - Ile de France - 21, La Vigne aux Loups - 91300 CHILLY-MAZARIN.
THOMSON-CSF

Société Industrielle du "isolation thermique"
Filiale d'un très important groupe français recherche

JEUNE CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

Il sera notamment chargé :
- de l'analyse régulière des flux financiers
- de l'élaboration et du suivi des prévisions de trésorerie.
Il participera à l'établissement du budget.
Il contribuera à l'étude et à l'application d'un système de gestion informatisée de la trésorerie.
Grâce à ses connaissances comptables, il apportera une aide éventuelle à la comptabilité générale.
Titulaire d'une maîtrise de gestion + DECS ou équivalent.
La préférence sera donnée à un candidat justifiant d'une expérience réussie de deux ou trois ans en Cabinet d'Expertise Comptable ou en entreprise.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. à : 4, rue Ambal Courbet 75116 Paris réf. 62024



Envoyer lettre manuscrite et C.V. à : 4, rue Ambal Courbet 75116 Paris réf. 62024

DUT GESTION PERSONNEL DIPLOME

Important groupe industriel (Paris) recherche pour ses activités de gestion paie, un débutant, dégage des obligations militaires, possédant le goût de l'informatique (formation assurée).
Salaire annuel primes comprises : Restaurant d'entreprise.
F. + immat. Nombreux avantages sociaux.
Horaire réduite (38h. semaine). Possibilité d'évolution.
Envoyer lettre manuscrite + CV et photo sous réf. 62265 à Carrière Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris tél. 01 47 11 47.

BANQUE STERN

Pour accompagner son développement, elle renforce son secteur Exploitation et recherche deux collaborateurs :

- I) **UN EXPLOITANT CLIENTÈLE PRIVÉE (classe VI ou VII) qui :**
- assurera la gestion d'un fonds de clientèle ;
 - développera, par ses activités de prospection, une clientèle particulière et professions libérales) avec des objectifs tant en matière de ressources que de titres ;
- Ce cadre devra :
- posséder un réel dynamisme commercial ;
 - justifier d'une solide expérience dans le domaine clientèle privée (techniques bancaires, gestion, conseil, etc.) acquise en exploitation, soit dans une banque, soit chez un Agent de Change.
- II) **UN EXPLOITANT ENTREPRISES qui sera chargé de :**
- suivre et développer un fonds de clientèle qui lui sera confié ;
 - prospector une clientèle nouvelle, la cible visée se situant dans la tranche : 50 à 100 MF de C.A.
- Ce cadre devra :
- faire preuve d'un dynamisme commercial certain ;
 - posséder une bonne connaissance technique bancaire (analyse de risque, moyens de financement, etc.) acquise au sein d'un secteur Exploitation Entreprises d'une Banque ou d'une importante Agence.
- Cette première expérience devra avoir duré environ 3 ans.
Une bonne connaissance des secteurs et des techniques export serait appréciée.
Le C.V., accompagné d'une photo et d'une lettre manuscrite précisant les prétentions, être adressé à Agence CAMPOS, 8, rue de Penthièvre, 75008 PARIS.

INGENIEURS COMMERCIAUX PARIS
180 000 F Composants Electroniques

Une société française leader incontesté sur son marché et spécialisée dans la fabrication de composants électroniques pour les télécommunications, la microélectronique, l'électronique grand public ou tout autre industrie, dont la politique commerciale est particulièrement dynamique, recherche des **INGENIEURS COMMERCIAUX**. Sous l'autorité d'un Chef des Ventes, vous serez chargé d'objectifs et sur un segment de marché, de développer les ventes, de négocier les besoins des clients, d'établir les contrats, de gérer les négociations, d'obtenir des homologations et de signer les commandes. Vous devrez également assurer la maintenance et de la concurrence. Les candidats, âgés d'au moins 25 ans, de formation supérieure (licence d'ingénieurs ou université) posséderont 1 à 2 ans d'expérience de la vente des produits industriels de haute technicité. La maîtrise de l'anglais est indispensable (deuxième langue appréciée). Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature sous réf. 111 à :

GRH conseils
3, rue de Ségur 75001 PARIS.
Discrétion assurée.

L'ingénierie, les grands ensembles industriels ...

... Vous y avez acquis une expérience de plusieurs années, allée à un **diplôme d'ingénieur** et à une **formation complémentaire** du type **INSTN**, elle vous permettra de jouer au sein d'une équipe d'ingénieurs d'affaires le rôle d'
expert technique
Les perspectives intéressantes, nous vous proposons un poste dans le siège social de Paris la Défense.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 238/LM à



(réponse et discrétion assurées)

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

INSTALLÉ DANS L'ACTIVITÉ

recherche

CHARGES DE CLIENTÈLE POUR LE DÉPARTEMENT EXPLOITATION

Diplômés d'enseignement supérieur, E.S.C., option finance comptabilité ou D.E.C.S.
FONCTIONS :
- Gérer des contrats conclus avec une clientèle de P.M.E. tous secteurs d'activité en animant une équipe de 5 personnes.
- Proposer à cet effet toutes initiatives de nature à garantir la sécurité des engagements contractuels et à assurer la bonne qualité des services rendus à la clientèle.
Ces postes seront confiés à des candidats ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans en cabinet d'audit ou en contrôle comptable, ou bien en exploitation bancaire (secteur entreprise).
Les candidats retenus devront allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.
Des déplacements de très courte durée sont à prévoir.
Ecrire avec C.V., prétentions et photo à : FACTORFRANCE HELLER, Service du Personnel, Tour Maine-Montparnasse, 75734 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE PRIVÉE
recherche pour son
DÉPARTEMENT CRÉDITS DOCUMENTAIRES
GRADE (EES)
FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE
Anglais indispensable
Ecrire avec C.V. et photo à : Pierre LICHOU S.A., B.P. 231 91000 EVRY CEDEX 02 qui transmettra

LUCINE
recherche trois journalistes spécialisés
en Informatique Ce poste conviendrait soit à un diplômé d'une école informatique soit à un praticien de l'informatique ayant une première expérience de l'entreprise. Anglais lu et parlé indispensable. Expérience journalistique appréciée.
en Electronique Ce poste conviendrait à un ingénieur électronique ayant environ 3 ans d'expérience industrielle. Indispensable : l'anglais lu et parlé. Expérience journalistique appréciée.
en Mécanique Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien (ENSA ou équivalent) ayant environ 2 ans d'expérience industrielle et l'anglais lu et parlé indispensable. Expérience journalistique appréciée.
Ecrire à : M. le Directeur de la rédaction "Lucine Nouvelle" 59, rue du Rocher 75008 PARIS

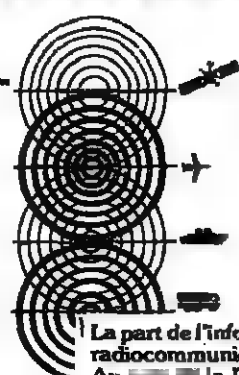
OFFRES D'EMPLOIS
INGENIEUR METALLURGISTE
...
CHIEF DES SERVICES COMPTABLES
...
THOMSON-CSF
...
DOCUMENTALISTE
...
ASSISTANTS(ES) INGENIEUR
...
THOMSON

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI

OFFRES D'EMPLOI



THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

La part de l'informatique et du logiciel dans un développement technologique des équipements et systèmes de radiocommunications qui ont le domaine d'activité de la Division.
Au sein de la Direction Technique, le responsable informatique renforce son équipe par deux spécialistes :

GÉNIE LOGICIEL

Cet informaticien confirmé aura pour mission d'analyser et de coordonner la mise en place des outils, procédures et méthodes d'aide à la production et à la gestion des logiciels. Il en assurera la promotion auprès des utilisateurs. Il s'appuiera sur des moyens importants (2 225 et 1 VAX 11/780) et proposera des solutions de développement de l'ATELIER LOGICIEL. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur ayant quelques années d'expérience et conduisant le projet en informatique technique.

TECHNIQUES DU LOGICIEL

Cet ingénieur, qui peut être un débutant, participera à la spécification, l'étude, la réalisation et la diffusion d'outils logiciels de base pour microprocesseurs 68000 et 6809 tels que moniteur temps réel, handlers spécifiques aux équipements. Il pourra être amené à appliquer des techniques logicielles spécifiques : analyse temps réel, sûreté de fonctionnement.

Merci d'adresser votre CV, photo et rémunération actuelle, en spécifiant le poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, sous réf. 32218/M, qui transmettra.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

GRUPE INTERNATIONAL DE SERVICES
Quartier SAINT-LAZARE

recherche pour sa Direction Internationale Financière

Attaché organisation comptable

Le candidat analysera les procédures comptables existantes, participera à la mise en place de procédures nouvelles et rédigera le cahier des charges à l'intention des informaticiens. Il effectuera également des analyses comptables d'ordre comptable ou financier.

Le candidat, de formation comptable type DECS, aura le goût des analyses détaillées et appréciera le travail concret.

Une expérience de relation avec un service informatique serait appréciée.

Jeune chef comptable

Intégré au service consolidation, le candidat tiendra la comptabilité générale d'une filiale et participera aux travaux de consolidation du Groupe.

Nous recherchons un candidat ayant une expérience réelle d'une comptabilité générale complète et justifiant de compétences théoriques comptables type DECS.

Attaché comptabilité

Il aura pour mission l'assistance et la surveillance des comptabilités de filiales en Europe et au Proche-Orient.

Le candidat, disponible pour des déplacements fréquents, sera titulaire du DECS ou justifiera d'une expérience de 1 ou 2 ans, soit en cabinet, soit en entreprise, en service comptable.

Pratique indispensable de l'anglais, allemand apprécié.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 12593 à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

2 inspecteurs de maintenance

Une des premières Sociétés Européennes d'Informatique recherche 2 SPECIALISTES-PRODUITS (matériel + logiciel de base) qui auront la mission d'assurer le lancement, la maintenance et le suivi technique de son.

nouveau micro ordinateur multipostes

Les candidats retenus, titulaires d'un BTS ou DUT électronique, posséderont une première expérience de 1 à 4 ans, pratiqueront l'anglais technique et auront une bonne connaissance Basic et/ou Cobol.

Après la phase de lancement, ils deviendront nos spécialistes régionaux, l'un de notre région parisienne, l'autre de notre région Rhône-Alpes.

Dégarés des O.M. permis de conduire indispensables.

Prévoir courts déplacements en France et à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit, photo à No 61.897, Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



CHEF DE SERVICE TECHNIQUE VISUALISATION GRAPHIQUE

Nous sommes une société de 3500 personnes appartenant au Groupe SINTRA. Notre secteur VISUALISATION GRAPHIQUE COULEUR en pleine progression sur ses marchés, recherche pour diriger son technique d'environ 40 ingénieurs de

FUTUR CHEF DE SERVICE

De formation Grande Ecole, il aura acquis une expérience en informatique et si possible dans ce domaine. En particulier, il aura déjà dirigé avec succès une équipe de développement matériel logiciel.

Un fort ascendant naturel lui permettra d'imposer devant une équipe de haut niveau.

Pratique de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et niveau actuel de rémunération à J.F. SILVESTRE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Service des Relations Sociales 41 rue Paris 92120 Montrouge.

THOMSON-TITN

recherche pour son département

Systèmes temps réel,
dans le cadre de la conception et la réalisation de systèmes temps réel graphiques et d'acquisition de données, de contrôle de processus, de terminaux spécialisés, etc. :

Ingénieur

grandes écoles ou équivalent, 3 ans d'expérience, maîtrise du calculateur TRON 225, connaissance des entrées/sorties physiques (handler) pour le développement d'une acquisition temps réel (réf. T1).

Ingénieurs

grandes écoles, ou 1 an d'expérience, connaissance Micro appréciée (000...) pour développement d'un système d'acquisition haute disponibilité (réf. T2).

Analyste programmeur

2 ans d'expérience en contrôle de processus pour des systèmes de pilotage de convoyeur, installation sur site PARIS et Province (réf. T3).

Ingénieur électronicien

Plusieurs années expérience pour conseils en matière de technologie (réf. T4).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à THOMSON-TITN - Denis-Papin - 21, La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MARAY.

THOMSON-CSF

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS



pour renforcer son DEPARTEMENT INFORMATIQUE

analystes-programmeurs

Notre système d'information :

- IBM/360, 370 et 4341/2 gérés sous VM et DOS/VSE
- SGBD TOTAL, Infocentre, 350 terminaux.

Nos candidats :

Le formation MIAGE ou équivalent, disposent impérativement d'une première expérience en informatique de 2 à 4 ans dans le secteur bancaire.

Leur mission :

Développer le sein du groupe d'études des applications très variées, bancaires et bureaucratiques.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions souhaitées à l'adresse du Personnel - 1, avenue Hoche PARIS 8ème sous référence 8803

THOMSON-CSF

INGÉNIEUR MÉCANICIEN CAO

Centrale, Arts et Métiers
ou similaire

Il sera responsable de l'outil informatique au sein du Bureau d'Études et prendra en charge :

- la mise en place du système,
- l'entretien et l'exploitation,
- l'assistance et la formation du personnel.

Le choix des investissements.

Une expérience dans un poste similaire sera appréciée. Le poste devrait évoluer vers plus amples responsabilités suivant les capacités du candidat.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS sous réf. 32173 M.

THOMSON

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE
recherche
pour s'intégrer à l'équipe existante

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour prendre en charge l'assistance des fabrications chimiques et améliorer la compétitivité des réactions mises en application.

Il aura une bonne expérience (un an) en point de procédés en laboratoire, acquise en milieu industriel pharmaceutique.

Il devra faire preuve de solides capacités de relations et de contacts et d'un esprit de développement.

Bonne maîtrise géographique souhaitée.

Ingénieur, il sera diplômé d'une Grande Ecole ou de formation équivalente, et possèdera, si possible, une licence d'ingénieur chimiste ou d'Etat en chimie organique.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 4773 à Pierre LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

STORK PLASTIQUES

du Département Plastiques du plus grand groupe d'ingénierie des Pays-Bas (16 000 personnes - 56 sociétés) commercialisant en France des PRESSES INJECTEUR POUR MATIÈRES PLASTIQUES, dans le cadre de son expansion, recrute

TECHNICO-COMMERCIAL moitié Nord

Relevant du Directeur de la filiale, il bénéficiera d'une large autonomie et d'un solide appui de la Société en France et aux Pays-Bas.

Il sera chargé de :

- assurer le suivi commercial des clients existants et développer les ventes dans son secteur;
- analyser les besoins des clients et leur conseiller les solutions techniques;
- négocier la vente et assurer le suivi de la commande jusqu'à la mise en route et veiller à la qualité du service après-vente (effectué par les techniciens du Siège de Vautoursson).

Formation complémentaire aux PAYS-BAS.

Déplacements fréquents - Voiture fournie.

Perspectives certaines d'évolution dans le GROUPE.

Le candidat souhaité (29 ans minimum) a une formation supérieure en électromécanique (IUT, BTS) et une expérience confirmée en vente d'équipements (tels que injection, soufflage, extrusion ou fabrication de moules) ou matières premières plastiques. La connaissance de l'Anglais est appréciée.

Veillez téléphoner (233.86.30) ou écrire sous réf. 57 M en indiquant votre salaire actuel, à conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉATOUIL - GROUPE BBC, 37, bd Sébastopol 75001 Paris.

Discrétion totale et réponse rapide assurées.

HAVAS CONTACT

OFFRES DE

CHEF DU DE
NFORM

FRANCE 1
Gre

JEUNES
ESCP-ESC

le Crép
Auditeurs

Com
de g
de pro

ASSIS
DU DIRECTEUR

ASSIS
DU DIRECTEUR

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LES LABORATOIRES
MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

Filiale d'un des premiers groupes pharmaceutiques français
recherche

CHEF DU DEPARTEMENT
INFORMATIQUE

PROFIL :
- Grande Ecole Scientifique ou Comptable
- Anglais indispensable
- Expérience d'un poste similaire ou de la direction d'un groupe de développement important
- de 5 à 10 ans d'expérience.

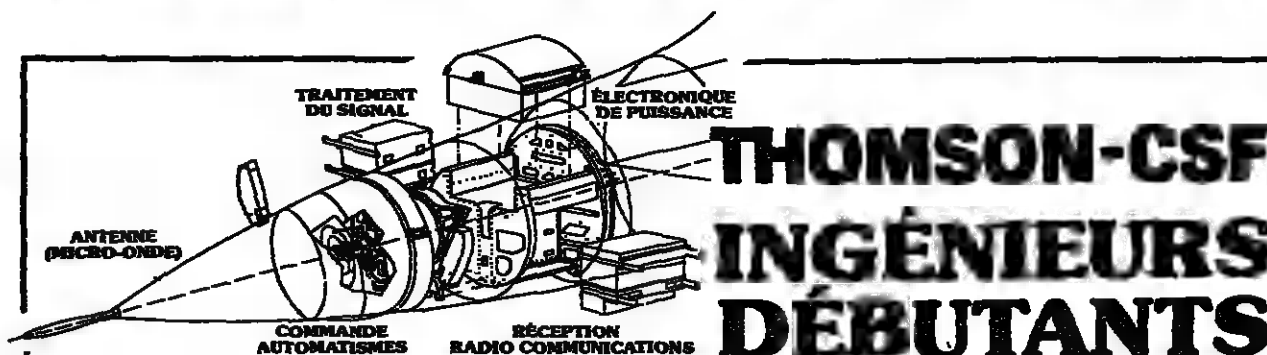
MISSION :
- Participer au choix des matériels
- Animer l'équipe en place (une vingtaine de collaborateurs)
- Poursuivre le développement des systèmes.

MATERIEL EN PLACE : IBM 3081
Réseau de terminaux.

LIEU DE TRAVAIL : CLERMONT-FERRAND.

MSD
MERCK
SHARP
DOHME
CHIBRET

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec curriculum vitae, en indiquant la rémunération souhaitée au :
Service Recrutement
200, rue d'Alsace
63000 CLERMONT-FERRAND
Discretion assurée.



THOMSON-CSF
INGÉNIEURS
DÉBUTANTS

Le Département RCM de THOMSON-CSF conçoit et réalise des Radars et des équipements Contre Mesures aéroportées. En expansion forte et continue, disposant de moyens en recherche et développement de tout premier ordre, nous réalisons notre potentiel industriel dans des activités de technologie électronique de pointe. Nous offrons rapidement à des Ingénieurs débutants des responsabilités évolutives et variées.

A) SYSTÈMES RADARS

1. DÉFINITION ET INTÉGRATION DE SOUS SYSTÈMES conçus par les Laboratoires d'Études Avancées, harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés; Maîtrise d'œuvre radars impliquant le goût des contacts et le sens de l'organisation.

2. ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS RADARS, prospectives, simulations.

3. DÉFINITION ET RÉALISATION DES ESSAIS, tant en usine qu'en vol.

B) ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

1. TRAITEMENT DU SIGNAL: matériel logiciel, algorithmes.

2. PROPAGATION, RÉCEPTION, RADIO COMMUNICATIONS.

3. MICRO-ONDES: formation complémentaire prévue pour des scientifiques de très bon niveau par un cursus en plein développement.

4. ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.
- CONCEPTION DE CIRCUITS RAPIDES en Micro-Électronique performante.

Envoyer lettre, CV et photo en précisant les postes recherchés à

THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM

Service du Personnel, 10, avenue Pasteur, 92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS

FRANCE GLACES FINDUS
Groupe Nestlé
3 500 personnes - 22 Établissements

JEUNES CADRES
ESCP-ESSEC-ESCAE

ayant au moins 2 ans d'expérience (par exemple dans la Distribution).

Vous serez en contact avec votre responsable :

- Animer une équipe de distribution
- Organiser la logistique Distribution des produits.
- Organiser la gestion administrative et informatique d'un centre d'expédition.

Nous vous proposons, dans un premier temps des postes d'

ADJOINTS A NOS CHEFS DE CENTRE DE DISTRIBUTION

Ces postes sont un point de départ pour une carrière, si vous acceptez la mobilité géographique.

Envoyez votre candidature accompagnée d'un CV, d'une photo et de vos prétentions à

FRANCE GLACES FINDUS

Direction du Personnel - 4, rue Brémont - 75182 PARIS Cedex 03.

THOMSON-TITN

recherche pour son département
Informatique
répartie

pour l'élaboration des produits logiciels et les systèmes de gestion de base de données à base de mini et micro :

Ingénieurs logiciel

grandes études ou DEA, DESS option informatique, pour études et développement logiciel de base en langage « C » (réf. R1).

Analystes programmeurs

DESS ou DUT informatique, pour applications de gestion transactionnelle Mini Micro-ordinateurs (réf. R2).

Ingénieurs support-produit

pour industrialisation des logiciels et documentation technique (réf. R3).

Pour plus de renseignements à MALAKOFF.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à THOMSON-TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91130 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

BUREAU D'ÉTUDES
INDUSTRIELLES ET DE
COOPÉRATION DE L'INSTITUT
FRANÇAIS DU PÉTROLE.

technicien informatique

NIVEAU MINIMUM : DUT INFORMATIQUE.

Le travail proposé inclut principalement le développement et l'exploitation des programmes techniques et économiques dans le domaine de l'industrie pétrolière et de l'énergie (Fortran, programmation linéaire).

Le (la) candidat(e) devra assurer la gestion des moyens informatiques du groupe de travail dont il fera partie (utilisation d'un mini ordinateur relié à un réseau).

Exigé : connaissances minimum Fortran.

Apprécié : expérience dans un milieu similaire.

Les candidats C.V. devront être adressés au

du Département Relations du BEICIP - 232, rue Napoléon Bonaparte

B.P. 213 - 92111 MALMAISON Cedex

ou 07.

BASSIN D'ESSAIS
DES CARÈNES

(laboratoire d'hydrodynamique navale)

2 JEUNES INGÉNIEURS

pour des études théoriques et expérimentales

- HYDRODYNAMIQUE

- ACOUSTIQUE ET VIBRATIONS

Diplômes : Ecole d'ingénieurs

3^e cycle d'université.

Ecrire à : Monsieur le Directeur

du Bassin d'Essais des Carènes,

8, boulevard Victor,

75732 Paris Cedex 15

en joignant C.V.

TRANSAC
4catel

Gestion Transactionnelle
Bureautique
Automatisation Bancaire

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

La réussite de la transaction repose sur la base de clientèle nous placent au premier plan des entreprises d'informatique distribuée.

La croissance de notre CA et le volume de notre activité nous permettent de vous offrir des possibilités de développement de carrière stimulantes.

le Crédit Mutuel
(20 Fédérations Régionales, 18.000 salariés)
recherche pour son département d'Audit

Auditeurs Confirmés

Diplômés Grandes Ecoles Commerciales ou niveau Expertise Comptable, ayant 2 ou 4 années d'expérience dans la fonction en entreprise ou en cabinet.

Ils seront chargés, au sein d'une équipe, d'effectuer un diagnostic sur l'ensemble des fonctions et sur la gestion des organismes composant le Groupe.

Déplacements en province la moitié du temps travaillé.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions réf. 0001 à

Confédération Nationale du Crédit Mutuel

Direction des Relations Humaines 88, rue Cardinet 75017 Paris



Société de produits cosmétiques filiale d'un groupe français de renommée mondiale en expansion recherche un

Contrôleur
de gestion
de production

Rattaché au responsable du contrôle de gestion, ce jeune cadre devra assurer dans un premier temps la mise en place d'un nouveau système informatisé de suivi des stocks, dans un second temps un véritable contrôle de gestion de l'unité de production.

Une expérience dans une fonction similaire est indispensable.

La connaissance du domaine pharmaceutique ou cosmétique est un atout.

Lieu de travail : Osny

Merci d'adresser, CV à ROC 50, rue de Seine 92700 Colombes.

IMPORTANTE ENTREPRISE DANS SECTEUR HÔTELIER

RECHERCHE

ASSISTANT
DU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Votre profil : D.U.T. Gestion de personnel, 1^{re} expérience de la fonction, bonne connaissance anglaise.

Vous serez responsable du recrutement des employés et agents de maîtrise, des statistiques sociales et participerez activement à la gestion administrative du personnel.

Votre succès dans ces attributions garantira une évolution vers une fonction élargie.

REMUNERATION ATTRACTIVE. Statut cadre à la confirmation dans le poste. Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions en indiquant la référence 35531 à DES'S.

140, rue de Courcelles 75017 Paris qui transmettra.

Importante entreprise de B T P
présente dans 26 pays recherche

un responsable financier
de zone géographique

Le candidat retenu, formation supérieure : HEC, ESSEC, Sup Co, aura approfondi son droit en affaires.

Il sera au Siège de la Société, le Directeur financier.

Il y sera chargé du suivi des problèmes financiers d'une « zone géographique » : montage, analyse, investissements, suivi du budget.

Il parlera couramment l'anglais et sera disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions

réf. 9840 à L.T.P. 31, Bd Maréchal Lyautey

75083 Paris Cedex 02 - qui lui fera réponse.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

HEC, ESSEC, ESCP ou ingénieur grande école...

Il peut-être une première expérience acquise "sur le terrain". Vous avez ainsi pu tester votre goût et vos aptitudes pour commercial. Vous cherchez maintenant l'entreprise où vous pourrez progresser dans votre carrière. Responsabilités et rémunération.

A PARIS ou STRASBOURG,

nous vous proposons de commercialiser auprès de tous les circuits de distribution nos produits électroniques Grand Public : jeux éducatifs, calculatrices, micro-ordinateurs portables, ordinateurs (TI 994A). Des produits performants, conçus avec la pédagogie et d'amélioration des connaissances, qui bénéficient aujourd'hui d'un développement remarquable.

Monique NERVET prie de lui adresser votre candidature sous référence ECS0283/M

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, 100 rue de la Saunier - 91111 VELIZY-VILLACOUBLAY



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

ESCAE, ESSEC, HEC, Maîtrise Economie ou Droit

Vous avez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans avec des responsabilités d'encadrement d'un service commercial ou administratif, une entreprise industrielle commerciale. Vous possédez la qualification d'une maîtrise de gestion ou d'un gestionnaire.

METTEZ CETTE EXPERIENCE
AU SERVICE DE L'AFPA

en intégrant

CAEN ou PARIS

Une équipe d'enseignants dont vous assurerez la coordination pédagogique, formant vous-même nos stagiaires au métier de secrétaire de direction. Rémunération : 120 000 Frs +

Nous vous adresserons votre C.V. détaillé à PARIS : CFFA - 6, Place du Commerce 75015 ou à CAEN : CFFA - B.P. 61 47 - 14004 CEDEX.



LES STAGIAIRES SONT PRIÉS DE

THOMSON-CSF CGR INDUSTRIE

recherche

DUT ÉLECTRONIQUE DÉBUTANT

pour études et essais de circuits électroniques comportant des puissances dans le domaine de la radiologie.

Lieu de travail en région parisienne.

Merci d'adresser CV et photo au Service du Personnel - CGR INDUSTRIE, 3, rue d'Amiens 93100 STAINS.

THOMSON

BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Nous créons, dans le cadre de notre développement et de la diversification de nos activités à l'étranger, le poste de

Jeune responsable

administratif et financier

Filiale Anglaise (Reading - Londres)

LES FONCTIONS :

- la responsabilité administrative (facturation, services généraux)
 - la comptabilité générale (comptes d'exploitation, bilan comptabilité analytique)
 - la supervision des magasins (stocks, expéditions...)
 - reporting au Directeur à BRETAGNE/JOGE (91).
- Personnel : H.E.C., ESSEC, ESCP, CO.
Débutant accepté. Anglais souhaité.
Si description convient, adressez votre C.V., photo et prétentions sous référence à Télax F.A. Jonction 34, rue Hausmann 75009 PARIS qui transmettra.

Senior Project Manager

Filiale d'un important groupe (produits de consommation), nous recherchons le RESPONSABLE ENGINEERING DE NOTRE PRINCIPALE UNITÉ.

Il aura à gérer l'ensemble des activités engineering de l'usine (process, packaging, automatismes, ...), coordonnera et dirigera les études et la réalisation des projets majeurs et sera assisté dans sa tâche par UNE ÉQUIPE DE 4 INGÉNIEURS ET TECHNICIENS.

Ce poste convient à un ingénieur de formation type AM ou équivalent disposant d'une expérience d'environ 10 années dans le domaine. Il est évolutif et doit permettre à son titulaire de devenir l'expert technique du groupe pour la principale activité en France.

Anglais indispensable.

Siege : proche banlieue.

Envoyer CV sous réf. M à consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75011 Paris



JACQUES VABRE

CHIEF DU PERSONNEL

VOUS avez 5 à 7 ans d'expérience dans plusieurs domaines de la gestion du Personnel et des Relations Humaines.

VOUS avez une formation supérieure.

VOUS êtes bloqué dans vos fonctions actuelles.

VOUS souhaitez élargir vos responsabilités et maîtriser la fonction Personnel dans sa totalité en donnant un nouveau développement à votre carrière.

NOUS vous proposons :

- de participer à la définition de notre politique de Personnel,
- de la mettre en œuvre dans un de nos deux établissements où vous serez plus particulièrement responsable :
- du recrutement,
- de la gestion du budget,
- de la formation,
- des études et recommandations d'action.

Les candidatures sont à adresser aux Cafés Jacques Vabre Département du Nord Zone Industrielle des Petites Haies 5, rue Charles-Marigny-94701 MAISONS ALFORT

FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANÇAISE, recherche

ANALYSTES

DUT Miage ou équivalent

Il est indispensable d'expérience

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

DUT - 2 ans ou Bac

et une expérience supérieure à 5 ans

En plus des grandes connaissances personnelles, les connaissances techniques seront appréciées : langage cobol, méthodologie, programmation, bases de données, matériel bureautique large system.

Adresser CV et photo et prétentions à : Division des Relations Sociales 18 à 60 rue Nationale 75049 Paris Cedex 13

Société région Cergy-Pontoise, spécialisée domaines aéronautique, nucléaire, engineering, recherche

1 PROGRAMMEUR

Niveau DUT ou équivalent avec 2 ans d'expérience.

MISSION : création, amélioration et maintenance des systèmes de gestion.

CONNAISSANCES : ANGLAIS et BASIC exigées.

Envoyer C.V. et photo à N. PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES MICRO INFORMATIQUE

100 millions de C.A.

recherche

COMPTABLE

5 ans expérience cabinet comptable, possédant certificat comptable DECS.

Lieu de travail : PETIT-CLAMART 92.

Envoyer C.V. et photo à P.E.P. M. Refet, 4, rue René-Barbier, 92120 MONTRouGE.

Important Laboratoire Pharmaceutique recherche pour Paris (banlieue Sud)

INGENIEUR ADJOINT AU DIRECTEUR

des études et installations nouvelles

Ce collaborateur de 30 ans environ prendra en charge, immédiatement, des responsabilités importantes : études, recherches, mises en place des machines et matériels en vue de l'amélioration de la productivité. Il aura outre à assurer la maintenance. Dans une deuxième phase, qui peut être rapide (2 ans), il prendra en mains des responsabilités études et installations nouvelles (immeubles, machines, procédés). Des connaissances en informatique industrielle, automatismes et robotique sont indispensables. Il s'agit d'un poste stable, fortement évolutif formateur, dans un excellent climat de travail.

Adresser CV + photo + rémunération actuelle sous référence B3117 à :

SDCEI

140 rue de la Croix Nivert

75015 Paris

UN INGENIEUR CHIMISTE

Importante société chimique filiale d'un groupe international de premier plan, recrute UN INGENIEUR CHIMISTE

pour son CENTRE DE RECHERCHES situé en proche banlieue parisienne.

Le candidat, ingénieur diplômé d'une école de chimie, devra si possible avoir complété sa formation par un doctorat.

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, il aura déjà une première connaissance de la polymérisation.

Langue allemande très souhaitée.

Le poste comporte la responsabilité de la réalisation d'objectifs communs à un groupe de recherches travaillant avec des services de production et d'application. Le poste pourra évoluer vers une autre fonction technique.

Veuillez adresser lettre + C.V. + photo + rémunération souhaitée s/réf. 10358 à PIERRE LICHAU S.A. - BP 228 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

jeune ingénieur électromécanicien

AM - INSA - SUDRIA

Implantée en proche banlieue Est de Paris, notre Société leader sur son marché dans le domaine agro-alimentaire, recherche un JEUNE INGENIEUR ELECTROMECANICIEN pour assurer la mise au point, l'optimisation et les études de matériels nouveaux de fabrication et de conditionnement.

Dépendant directement du Directeur de la Production, il assurera les liaisons avec le Service Entretien pour la réalisation et le suivi des Travaux demandés.

De notre entreprise, il est un jeune ingénieur, débutant ou non, ayant outre ses connaissances techniques, le goût des contacts, du travail en équipe, de l'innovation et de la responsabilité.

De larges possibilités d'évolution et une rémunération motivante existent pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., précédence sous réf. 7835-M à LCA 3, rue d'Alsace - 75010 Paris - qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

ETABLISSEMENT FINANCIER de dimension internationale recherche, pour son siège à PARIS 7ème, de jeunes

ORGANISATEURS INFORMATIQUES

qui, chargés, soit sous la responsabilité d'un organisateur informaticien confirmé, soit directement, de coordonner la conception, la mise en œuvre de plusieurs projets informatiques importants.

Les candidats recherchés : formation supérieure soit gestion (École Supérieure Commerce, Commerce, Doctorat Gestion) scientifique avec un goût affirmé pour la gestion.

Il auront 1 à 4 ans d'expérience dans un service informatique, une bonne capacité de synthèse et qualités de contact.

Merci de nous adresser Curriculum-Vitae sous référence BR 32 en précisant l'adresse actuelle.

SES CARRIERES

19, rue de la Paix - 75002 PARIS

INGENIEUR CHIMISTE MARKETING

Vous êtes ingénieur chimiste diplômé. Vous avez complété votre formation de base par une formation économique. Vous êtes à l'aise avec l'anglais.

Débutant ou ayant une première expérience, nous vous offrons de commencer votre carrière dans notre Société (C.A. supérieur à 100 millions de Francs), comme

CHARGE D'ETUDES-MARKETING ET RESPONSABLE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT.

Vous êtes intéressé, adressez votre C.V. sous référence 1868 à AXIAL Publicité, 27, rue Taubert 75009 Paris, qui transmettra.

OFFRES

serete

RESP

RECR

Jeune cadr

question 15C

Commer

think in

THOMSON-T

logimétrie

Ingénieurs matérie

ATP

ATP

AT3/AT2

THOMSON

ARCHILD

ADJOINT

AU RESPONS

INFORMATI

JOS CONSEIL

15, rue Saunier

75017 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne*	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	181,00	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne*	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,40	51,47
IMMOBILIER	13,00	15,42
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressif selon surface ou nombre de perçages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Nous sommes l'un des premiers groupes français d'ingénierie. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser des équipements dans les meilleures conditions tant en France qu'à l'étranger (chimie, offshore, etc.). Compte tenu de notre développement, nous recherchons le (la) :

RESPONSABLE RECRUTEMENT

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur et bien que jeune, votre expérience professionnelle d'au moins 2 ans en cabinet ou en entreprise vous permet de prendre en charge notre important programme de recrutement (ingénieurs principalement). Au sein du Département du Personnel vous serez très autonome dans votre action. Vous définirez les postes à pourvoir avec les responsables concernés et les méthodes appropriées pour y parvenir dans les meilleurs délais et dans le cadre d'un budget défini. Vous serez le correspondant de la société et le garant de son image auprès des prestataires de services, des écoles, des organismes professionnels.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6677 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTIC

CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES DE LA FONDERIE

recrute pour son département D'ASSISTANCE TECHNIQUE

DEUX INGENIEURS

- 35 minimum
- REGION NORD :
 - expérience pièces fonte
 - résidence Paris ou Nord.
- REGION LYONNAISE :
 - expérience alliages légers
 - moules permanents.
- à Lyon.

UN TECHNICIEN SUPERIEUR

- 30 ans minimum
 - pour service d'usinage en usine.
 - résidence Paris.
- Déplacements fréquents.
Adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions à CTIP - 12, av. Raphaël - 75016 PARIS

Société d'Ingénierie LA DEFENSE
85 % du C.A. à l'export
filiales à l'étranger
recherche pour son département financier

COMPTABLE EXPERIMENTE

Connaisseur bien si possible l'anglais, il devra assister le Responsable de la comptabilité des Sociétés associées au groupe et effectuer quelques déplacements à l'étranger. Anglaise courant indispensable.
Ecr. avec C.V. et photo, réf. 6677 M, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris 01, qui transmettra.

Cabinet d'Expertise Comptable recherche

OPERATRICES

Traitement de lettres intéressées par contrat à durée déterminée.
Adresser C.V. à GIE SECCO 89-VERRECOU, rue Lafayette, 75002 Paris.

DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE pour AIDE-GESTION LA DIRECTION DU LABORATOIRE

POSTE MI-TEMPS

Monsieur ou Dame moins de 60 ans diplômé niveau licence avec compétences administratives, financières et Personnelles. Nationalité française.
Ecrire avec C.V. à n° 28.694 11, rue de Valenciennes, 121, rue de Valenciennes, 75002 Paris, qui transmettra.

Organisme parapublic

JEUNE CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES

Diplômé d'une école supérieure de statistiques, ou de formation universitaire, pour assurer la gestion d'un anneau statistique dans le milieu hospitalier et participer à l'élaboration du système d'information.
Lieu de travail : Paris 7^e. Nombreux déplacements de courte durée en province.
Envoyer C.V. + photo et prétentions à : MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

14 pour son bureau

UN REDACTEUR

multilingue, expérimenté.

UN EXAMINATEUR REDACTEUR

confirmé en langues, expérience de la rédaction.
Adresser C.V. + photo et prétentions à : M. COURVOISIER, Service du Personnel, 8/14, rue de la Pérouse 75784 Paris cedex 10.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION recherche pour son SIÈGE SOCIAL situé en banlieue Sud

COLLABORATRICE EXPERIMENTEE

pour service payé Gestion de 200 pages informatisées (CCMC).
- Océanographie sociale et administrative.
- Liaisons avec les services sociaux.
- Connaissance de la dactylo sténographique.
- Statut Agent de maîtrise. Horaires libres. Tickets restaurant.
Envoyer C.V. manuscrite, photo et prétentions à : M. 56050 BLEU, 17, rue Labat, 94307 Vincennes, qui transmettra.

UTI-SERVICES

DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT

ANALYSTES

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

MICRO avec CP/M, IBM 4341, Modèle 2, - MVS - JES 2 - JCL - DB/DC - Réseau - Transparences.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : M. COURVOISIER, Service du Personnel, 8/14, rue de la Pérouse 75784 Paris cedex 10.

Pour renforcer son action en AFRIQUE, EUROPE et MOYEN-ORIENT dans les industries informatiques et Télécommunications, ITI recherche :

Jeune cadre marketing

De formation ESC ou équivalent, possédant des qualités de gestionnaire, il aura acquis une expérience de 2 à 3 ans dans la distribution de produits informatiques ou de télécommunications.
Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission de coordonner les actions marketing menées par la Société.

Commercial export

Vendeur confirmé, disponible pour de nombreux déplacements, lui sera confiée la vente d'équipements et de services de Télécommunications.
Pour ces 2 postes basés à PARIS, la maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.
La connaissance de l'allemand du transport et des télécommunications serait un avantage.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ITS - 34, rue Camille-Pelletan - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

think international its

Société Informatique recherche urgent

jeunes analystes programmeurs et programmeurs

Nous recherchons des jeunes IUT minimum ou ATTA ; débutants acceptés, dans des O.M. De bonnes connaissances sur langage 2000s et langage Basic seraient un plus.
Les candidats seront impliqués d'un projet, doté d'une grande responsabilité et d'un suivi rigoureux des contacts.
Ces postes exigent une grande disponibilité pour déplacements fréquents en province, travail personnel souhaité.
Le salaire que nous proposons est motivant et sera soumis à la tenue de vos aspirations.
Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à : PIERRE LICHAN, S.A., B.P. 220 - 93001 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

INFOGEM SOCIETE DE DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

recherche pour renforcer ses équipes d'études à PARIS 12^e

ANALYSTES-PROGRAMMEURS (MAGE, DUT ou équivalent)

Références 6307 :
- au moins 2 ans d'expérience dans la fonction sur minisystèmes (IBM 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735, 3736, 3737, 3738, 3739, 3740, 3741, 3742, 3743, 3744, 3745, 3746, 3747, 3748, 3749, 3750, 3751, 3752, 3753, 3754, 3755, 3756, 3757, 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766, 3767, 3768, 3769, 3770, 3771, 3772, 3773, 3774, 3775, 3776, 3777, 3778, 3779, 3780, 3781, 3782, 3783, 3784, 3785, 3786, 3787, 3788, 3789, 3790, 3791, 3792, 3793, 3794, 3795, 3796, 3797, 3798, 3799, 3800, 3801, 3802, 3803, 3804, 3805, 3806, 3807, 3808, 3809, 3810, 3811, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816, 3817, 3818, 3819, 3820, 3821, 3822, 3823, 3824, 3825, 3826, 3827, 3828, 3829, 3830, 3831, 3832, 3833, 3834, 3835, 3836, 3837, 3838, 3839, 3840, 3841, 3842, 3843, 3844, 3845, 3846, 3847, 3848, 3849, 3850, 3851, 3852, 3853, 3854, 3855, 3856, 3857, 3858, 3859, 3860, 3861, 3862, 3863, 3864, 3865, 3866, 3867, 3868, 3869, 3870, 3871, 3872, 3873, 3874, 3875, 3876, 3877, 3878, 3879, 3880, 3881, 3882, 3883, 3884, 3885, 3886, 3887, 3888, 3889, 3890, 3891, 3892, 3893, 3894, 3895, 3896, 3897, 3898, 3899, 3900, 3901, 3902, 3903, 3904, 3905, 3906, 3907, 3908, 3909, 3910, 3911, 3912, 3913, 3914, 3915, 3916, 3917, 3918, 3919, 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3927, 3928, 3929, 3930, 3931, 3932, 3933, 3934, 3935, 3936, 3937, 3938, 3939, 3940, 3941, 3942, 3943, 3944, 3945, 3946, 3947, 3948, 3949, 3950, 3951, 3952, 3953, 3954, 3955, 3956, 3957, 3958, 3959, 3960, 3961, 3962, 3963, 3964, 3965, 3966, 3967, 3968, 3969, 3970, 3971, 3972, 3973, 3974, 3975, 3976, 3977, 3978, 3979, 3980, 3981, 3982, 3983, 3984, 3985, 3986, 3987, 3988, 3989, 3990, 3991, 3992, 3993, 3994, 3995, 3996, 3997, 3998, 3999, 4000, 4001, 4002, 4003, 4004, 4005, 4006, 4007, 4008, 4009, 4010, 4011, 4012, 4013, 4014, 4015, 4016, 4017, 4018, 4019, 4020, 4021, 4022, 4023, 4024, 4025, 4026, 4027, 4028, 4029, 4030, 4031, 4032, 4033, 4034, 4035, 4036, 4037, 4038, 4039, 4040, 4041, 4042, 4043, 4044, 4045, 4046, 4047, 4048, 4049, 4050, 4051, 4052, 4053, 4054, 4055, 4056, 4057, 4058, 4059, 4060, 4061, 4062, 4063, 4064, 4065, 4066, 4067, 4068, 4069, 4070, 4071, 4072, 4073, 4074, 4075, 4076, 4077, 4078, 4079, 4080, 4081, 4082, 4083, 4084, 4085, 4086, 4087, 4088, 4089, 4090, 4091, 4092, 4093, 4094, 4095, 4096, 4097, 4098, 4099, 4100, 4101, 4102, 4103, 4104, 4105, 4106, 4107, 4108, 4109, 4110, 4111, 4112, 4113, 4114, 4115, 4116, 4117, 4118, 4119, 4120, 4121, 4122, 4123, 4124, 4125, 4126, 4127, 4128, 4129, 4130, 4131, 4132, 4133, 4134, 4135, 4136, 4137, 4138, 4139, 4140, 4141, 4142, 4143, 4144, 4145, 4146, 4147, 4148, 4149, 4150, 4151, 4152, 4153, 4154, 4155, 4156, 4157, 4158, 4159, 4160, 4161, 4162, 4163, 4164, 4165, 4166, 4167, 4168, 4169, 4170, 4171, 4172, 4173, 4174, 4175, 4176, 4177, 4178, 4179, 4180, 4181, 4182, 4183, 4184, 4185, 4186, 4187, 4188, 4189, 4190, 4191, 4192, 4193, 4194, 4195, 4196, 4197, 4198, 4199, 4200, 4201, 4202, 4203, 4204, 4205, 4206, 4207, 4208, 4209, 4210, 4211, 4212, 4213, 4214, 4215, 4216, 4217, 4218, 4219, 4220, 4221, 4222, 4223, 4224, 4225, 4226, 4227, 4228, 4229, 4230, 4231, 4232, 4233, 4234, 4235, 4236, 4237, 4238, 4239, 4240, 4241, 4242, 4243, 4244, 4245, 4246, 4247, 4248, 4249, 4250, 4251, 4252, 4253, 4254, 4255, 4256, 4257, 4258, 4259, 4260, 4261, 4262, 4263, 4264, 4265, 4266, 4267, 4268, 4269, 4270, 4271, 4272, 4273, 4274, 4275, 4276, 4277, 4278, 4279, 4280, 4281, 4282, 4283, 4284, 4285, 4286, 4287, 4288, 4289, 4290, 4291, 4292, 4293, 4294, 4295, 4296, 4297, 4298, 4299, 4300, 4301, 4302, 4303, 4304, 4305, 4306, 4307, 4308, 4309, 4310, 4311, 4312, 4313, 4314, 4315, 4316, 4317, 4318, 4319, 4320, 4321, 4322, 4323, 4324, 4325, 4326, 4327, 4328, 4329, 4330, 4331, 4332, 4333, 4334, 4335, 4336, 4337, 4338, 4339

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

LA RESTAURATION DU TEMPLE DE BOROBUDUR EST ACHÉVÉE

Records scientifiques pour 504 bouddhas

Le président de la République indonésienne, M. Sukarno, et le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou-Mahtar M'Bow, présideront le 23 février la cérémonie marquant la fin des opérations de sauvetage du temple de Borobudur. Ce sanctuaire bouddhiste, situé à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest

de Yogyakarta (dans le centre de l'île de Java), menaçait ruine, et, dès 1955, l'Indonésie a demandé l'assistance technique de l'UNESCO pour sauver ce chef-d'œuvre. Les recherches sur les causes de ce délabrement et sur les moyens à mettre en œuvre pour y mettre fin n'ont vraiment commencé qu'en 1966.

An total, le sauvetage de Borobudur a coûté 20 millions de dollars (environ 140 millions de francs), dont 6,5 millions ont été fournis par la communauté internationale. L'Indonésie, à elle seule, a donc dépensé 13,5 millions de dollars.

BOROBUDUR, le plus grand temple bouddhiste au monde, qui ait jamais été construit, a retrouvé sa splendeur et sa solidité. Désormais, cette pyramide de pierre - cinq terrasses carrées surmontées de trois terrasses circulaires; 123 mètres de côté, 32 mètres de haut et 55 000 mètres cubes en tout - est bien d'aplomb; les pavages ne se gondolent plus; les balustrades et les murs ne penchent plus; les pierres des panneaux sculptés ne sont plus disjointes. Bref, les 504 bouddhas de Borobudur peuvent rayonner de toute leur sérénité sans crainte d'être effondrés dans un effondrement final. Douze siècles après sa construction, le temple-montagne de Borobudur non seulement survit, mais, mieux encore, il rejoint pour l'éternité une nouvelle vie.

Cette cure de jeunesse a duré dix années de travail. Mais, à la fin de la dernière décennie de labeur, il faut ajouter les quatre années d'études et de recherches scientifiques sans lesquelles le résultat de cette opération aurait été hasardeux. Certes, le démontage et le remontage des temples de l'Inde ancienne et du monde méditerranéen ont constitué la plus grosse opération de sauvetage de patrimoine archéologique jamais réalisée. Mais la restauration de Borobudur démontre probablement le record des études scientifiques.

Le « pied caché »

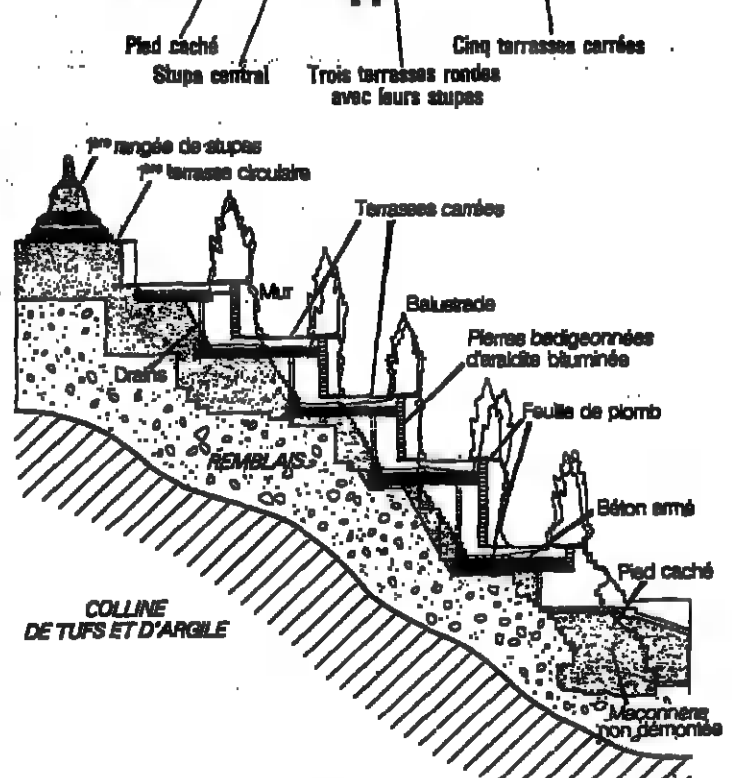
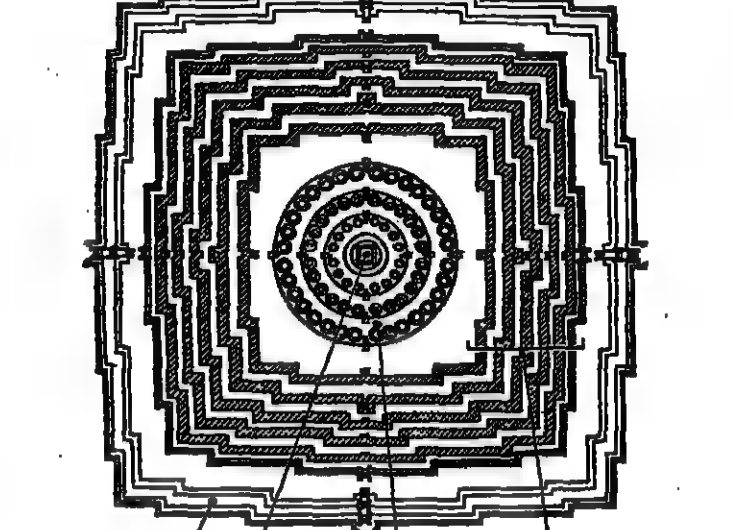
Sans le travail des spécialistes relevant de multiples disciplines (hydrologie, géologie, pétrographie, mécanique des sols et des fondations, sismologie, microbiologie, physique et chimie des pierres et de leurs matériaux, informatique, photogrammétrie, météorologie, techniques de restauration et d'étanchéité), il est certain que le temple de Borobudur n'aurait pu être sauvé.

Borobudur a été construit dans la plaine de Kedud au sud-ouest de l'an 800 de notre ère par le dynaste des rois Sailendra. Pour un sanctuaire bouddhiste, ce temple est inhabituel. Il ne comporte aucune salle où les fidèles pourraient se réunir et réciter le symbole d'une divinité ou des reliques. Mais avec ses terrasses superposées, il permet aux pèlerins de parcourir les étapes successives qui, partant de la sphère des formes, de l'homme, ayant atteint son plein développement, cependant sa limite, son nom, pour, enfin, parvenir à la sphère du détachement des formes, de l'homme, définitivement affranchi de tout lien avec le monde,

peut goûter à la sagesse, peut-être même, comme le Bouddha, atteindre à l'illumination et au nirvana, et ainsi se libérer à tout jamais du cycle sans fin des renaissances successives.

La représentation de la sphère du détachement est invisible: les 100 balustrades et les inscriptions qui l'illustrent sont dissimulées, en effet, par un très épais revêtement

de 72 stûpes (1) identiques, en



La pierre, dit l'interrogé, est le « pied caché ». Les concepteurs du temple ont-ils voulu éviter aux pèlerins les distractions que n'auraient pas manqué de leur donner les scènes de la vie quotidienne jaillissant d'actes condamnables (avec leurs récompenses) ? C'est une hypothèse, mais il y a peut-être une raison beaucoup plus prosaïque à cela qui justifie l'énormité de ce revêtement de pierre (12 750 mètres cubes) : à une époque indéterminée, peut-être dès la construction, le temple aurait été - dit-il - menacé de glissement, et on aurait dû le restaurer d'une lourde chape de pierre, seule capable de stabiliser le monument.

Pendant la campagne de restauration qui vient de s'achever, on a songé un moment à dégrader ce « pied caché », mais la crainte de déstabiliser le monument et le prix qui auraient dû être payés pour le restaurer ont fait abandonner ce projet.

En revanche, la sphère des formes, au centre des cinq terrasses carrées, est parfaitement visible: elle est constituée de nombreux panneaux décoratifs, 1 400 panneaux au total (2 500 mètres carrés)

de treillis de pierre, abritant chacun une statue du Bouddha, un grand stûpe central aveugle.

On ne sait trop combien de temps Borobudur fut utilisé comme lieu de culte, dans la région, l'hindouisme supplanta le bouddhisme à partir du milieu du septième siècle. Mais on pense que l'influence de l'islam à Java, à partir du quinzième siècle, provoqua l'abandon définitif du temple. L'énorme sanctuaire disparut peu à peu sous la végétation et les débris de toutes sortes. En 1814, Sir Thomas Stamford Raffles, lieutenant-gouverneur général britannique (2), fit dégager le monument.

Cette « résurrection » du monument eut le mérite de « ressusciter » un des monuments majeurs du patrimoine de l'humanité. Mais elle a eu aussi pour effet néfaste d'exposer le temple aux agressions météorologiques, à la pollution, à la dégradation des zones de servitudes devaient couvrir 36 kilomètres carrés.

Le climat de Borobudur est chaud et rythmé par le régime de la mousson: d'octobre à mars, il tombe, en moyenne 2 000 millimètres d'eau, le plus souvent en averses formidables. De mars à

octobre, les pluies ne sont pas rares. Or le temple, dont les fondations sont très peu profondes, est posé sur une colline naturelle de tuf volcanique et d'argile régulière par un remblai hétérogène de cailloux, de pierres, de cailloux et d'argile divers. L'eau de pluie s'infiltre dans cette colline artificielle qu'elle a tendance à faire « couler ».

340 000 pierres numérotées

Le travail accompli par les experts indonésiens et étrangers a été gigantesque (le 15 septembre 1977). Les 340 000 pierres ont été numérotées pierre par pierre. Ainsi ont pu être installées sans dalles de béton armé, les feuilles de plomb et les drains qui diminuent et contrôlent les infiltrations d'eau et qui assurent la stabilité du monument.

Les 240 000 pierres sculptées composant la décoration du temple ont été soigneusement nettoyées, réparées au besoin et replacées à leur place originale. Grâce à l'informatique, a permis de dresser à l'échelle du monument un plan de démontage d'un genre exceptionnel.

Avant d'être remises en place, chacune des pierres a été brossée à l'eau, débarrassée des organismes végétaux par des applications de pâte contenant une faible proportion de produits chimiques très soigneusement étudiés au préalable. De même ont été traités la colle utilisée pour réparer les pierres cassées, les algues et les lichens pulvérisés sur les pierres pour empêcher la réapparition des micro-organismes.

Les quelques 340 000 pierres de la masse interne du monument ont été, bien entendu, restaurées et soignées juste derrière la sculpture des murs ont été imperméabilisées par un mortier fait d'argile, de bitume et de sable, suffisamment élastique pour supporter les tremblements de terre assez fréquents à Java.

Il y avait aussi les 340 000 du Bouddha à nettoyer et à restaurer. Et il a fallu retrouver, parmi les 273 bouddhas sans tête, les propriétaires des 54 bouddhas corps. Encore une fois, l'informatique a été une aide précieuse.

Au total, une œuvre de titan a été accomplie dans les délais prévus grâce à la coopération de l'Agence indonésienne pour la restauration de Borobudur, du Comité consultatif international sur le pied de l'UNESCO, du Nederlands (Netherlands Engineering Consultants) et de l'association de deux entreprises de travaux publics (la P.T. Nindya Karya indonésienne et la Construction et Development Corporation Philippine). Les experts envoyés par l'UNESCO et de ceux qui sont venus dans le cadre de nombreux accords bilatéraux, avec la France notamment.

Il ne reste plus qu'à résoudre le problème de l'environnement du temple. Il faut, en effet, limiter la mesure d'accueillir les touristes sans défigurer le site et ses abords. Et il faut, en même temps, maintenir le genre de vie et les activités agricoles traditionnelles des habitants du voisinage, tout en permettant à ceux-ci de profiter du tourisme. Une vraie gageure que se propose de tenir le futur parc de Borobudur, qui doit être une zone de servitudes devaient couvrir 36 kilomètres carrés.

YVONNE REBEYROL

(1) Les stûpes, caractéristiques du bouddhisme, sont des constructions qui ont, en général, la forme d'une cloche.

(2) Pendant des guerres napoléoniennes en Europe, les Britanniques occupèrent Java de 1811 à 1816.

Les Japonais aux confins du « zéro absolu » ?

UNE équipe de chercheurs de l'institut de physique du solide de l'université de Tokyo, conduite par M. Kazuo Ono, serait parvenue à abaisser la température d'un petit échantillon de matière à 30 millièmes de kelvin, soit à une fraction de degré au-dessous du zéro absolu qui s'écrit - 273,15 degré Celsius. Pour l'instant, elle paraît, dans sa formulation, en fait, une réalité relativement simple. En effet, les kelvins - ou degrés absolus - sont des degrés Celsius négatifs mais qui sont comptés à partir du « zéro absolu » et non à partir du point de fusion de la glace.

On connaît le record de froid obtenu par des chercheurs japonais, le précédent record obtenu par une équipe allemande de l'institut de physique de Jülich avec 30 millièmes de kelvin, soit un quart de huit millièmes de kelvin en dessous du zéro absolu. Ce nouveau record n'a pas grande signification. C'est un passé récent, en effet, une équipe finlandaise avait réussi à abaisser la température d'un petit échantillon de cuivre à 30 millièmes de kelvin seulement, mais sans la même précision. Aux Français, ce qui aurait permis d'obtenir d'une manière imagée que « le pôle du froid » avait été atteint en Finlande (le Monde du 17 janvier 1979). Dans ces conditions, comment s'y retrouver ?

Il faut d'abord se rendre compte que l'énergie, l'amener au zéro absolu, c'est la placer dans un état d'énergie minimum, ce qui, d'un point de vue expérimental, est pratiquement impossible à atteindre, en seule limite d'approche la plus près possible. Mais, lorsque l'on s'approche de zéro absolu, il y a une limite. Les mesures des températures de « spin électronique » et les autres des températures « électroniques », d'où l'absence de corrélation apparente entre les différents records obtenus, d'une part, en France et en Finlande et, de l'autre, en Allemagne et du Ouest au Japon.

La physique de l'ordre

Compte tenu des résultats - 50 millièmes de kelvin - obtenus en janvier 1979 par l'équipe finlandaise, il y a tout lieu de croire, en effet, que les Japonais, en dépit d'un certain manque d'information sur les conditions de l'expérience, ont obtenu une mesure de température électronique. Cette mesure, fournie-t-elle, comme souvent le prétendent, « un nouvel et important outil » aux ingénieurs ? Cela reste à prouver. Dans un type d'expérience physique, comme dans beaucoup d'autres, la prudence dicte une mise en garde.

Il est clair, en effet, que l'importance n'est pas tant de battre des records à toutes forces, mais d'obtenir la compréhension de la physique aux très basses températures, et plus précisément de que les connaissances scientifiques appellent la physique de l'ordre, et l'importance que peut avoir la relation d'ordre dans la matière est évidente. Plus la température s'abaisse, plus l'ordre s'accroît. Dans ce contexte, les travaux japonais ne peuvent pas être considérés comme le début d'une nouvelle ère, mais ils ne sont pas encore suffisants pour prouver qu'ils pouvaient être, dans certains domaines, supraconducteurs, c'est-à-dire que la résistance électrique disparaît sans résistance, pourraient le devenir à des températures extrêmement basses. L'expérience japonaise permettrait peut-être d'en savoir plus sur ce sujet.

J.-F. AUGEREAU.

Recherche agro-alimentaire.

CONCOURS DE LA FONDATION BISCUITERIE NANTAISE BN

THEME 1983: Cuisson des produits céréaliers et sucrés. Aspects biophysicochimiques et technologiques.

1 PRIX DE 50000F. - 3 PRIX DE 30000F.

Ces prix récompenseront les articles scientifiques ou littéraires sélectionnés par le jury de la Fondation Biscuiterie Nantaise. Participez à ce concours et n'hésitez pas à demander des informations complémentaires, le règlement et le dossier de candidature à la Fondation de l'Alimentation, 40, avenue Hoche 75008 PARIS - Tél. 563.66.66. Date limite de remise des dossiers: 30 juin 83.



FONDATION BISCUITERIE NANTAISE - BN

AUDIT EN GESTION COMMERCIALE

30 heures (10 heures / 5 jours) - 2 au 6/5/83. Animateur: ALAIN GOUJON, gestion, Renseignements et inscriptions: université paris 8 formation permanente, 2, rue de la Liberté 93526 SAINT DENIS CEDEX 02. Tél. 829.23.00

En toute logique

A NEUF TROIS PAR TROIS

Solution du problème n° 237 et suite

Chacun des neuf joueurs pouvant s'opposer à quatre couples successifs, quatre soirs par semaine sont envisageables. Elles sont effectivement réalisables selon les tableaux qui suivent, où chaque ligne représente une table:

ABC	ADG	AEI	AFH
DEF	BEH	BFG	BDI
GHI	CFI	DHC	CEG

Sur ces mêmes conventions, où chacun joue exactement une fois avec chaque autre, combien de semaines différentes peuvent être organisées ?

(Solution dans « Le Monde des sciences et des techniques » du 9 mars.)

PIERRE BERLOQUIN.

Recherche et musique

L'ordinateur du futur abolira-t-il l'antagonisme entre logique et création ?

Que peut apporter la recherche musicale aux compositeurs ? Qu'attendent-ils de celle-ci ? Ces questions étaient centrales pour le colloque international « Le concept de recherche en musique » qui s'est tenu du 9 au 18 février à l'IRCAM (Institut de recherche en coordination acoustique-musique). Il est douteux que cette large semaine

d'exposés, de tables rondes, de concerts, ait fourni une réponse claire à ces questions. Le sentiment s'est exprimé d'une insatisfaction des compositeurs face à la recherche musicale. Si celle-ci apporte un savoir qu'ils ne peuvent décrire, elle ne fournit pas encore - les chefs nécessaires à l'utilisation de ce savoir pour leur travail artistique.

TOUT d'abord il fallait définir la recherche musicale et la distinguer de cette « recherche » musicale qu'est l'activité du compositeur. Une réponse originale a été proposée par M. François Bayle : recherche musicale = composition sont identiques au départ ; il s'agit, dans la recherche, de choisir la méthode à partir d'une conception, et aussi de « rendre l'oreille » qui écoute la musique. La distinction fait la « bifurcation » de l'originalité. Le chercheur se méfie de ce qu'il peut répéter, il dégage des relations stables et pérennes. Au contraire, « une fois suffit pour un artiste ».

Une définition plus classique avait été donnée par M. Tod Machover, organisateur du colloque : « Responsable de la recherche », l'IRCAM, à l'occasion de la « découverte », c'est « l'exploration des moyens, formes et matériaux qui exigent par la recherche d'une expression ». Une telle définition est d'ailleurs un peu stricte, et rend mal

compte d'une obligation majeure : la recherche musicale « doit élaborer une logique de son propre développement » qui lui permette d'explorer les problèmes fondamentaux de la musique « contemporaine ». Et les créateurs doivent guider l'intuition des théoriciens de la musique de demain.

Ce point plus ou moins acquis, l'assistance s'est divisée en deux catégories. L'une, la plus nombreuse, n'ayant qu'une petite expérience, se veut individuelle, la recherche musicale ; les autres, estimant que celle-ci n'aborde guère les vrais problèmes. Leur leitmotiv : « Je peux faire de la recherche musicale chez moi ».

Une autre série de débats de scientifiques - informaticiens, musicologues... - engagés dans la recherche. Leur cri unanime : « Que les compositeurs nous laissent faire mon travail ! ».

Quant au troisième groupe, le seul à l'intérieur duquel « le savoir musical » n'est pas le savoir des compositeurs ayant beaucoup travaillé avec des équipes de chercheurs mais

similaire, organisée deux ans plus tôt et qui a fait apparaître des problèmes essentiels : il y a deux types de problèmes technologiques : la synthèse des sons complexes en temps réel, et la synthèse des sons complexes en temps réel. Ce problème est actuellement insoluble : le synthétiseur 4-X, outil souple pour satisfaire presque tous les besoins des compositeurs, a été abandonné à l'IRCAM par le physicien Peppino di Giugno ; il est aujourd'hui commercialisé par la société Sogitec.

La recherche pour maintenant sur des problèmes plus simples et importants en musicologie sur une « grammaire générale de la musique tonale ». L'objectif est de trouver les règles de construction d'une « théorie musicale a priori », théorie que les compositeurs pourraient ensuite appliquer pour créer des œuvres. D'autre part, les psycho-acousticiens ont établi des contraintes sur ce qui peut être perçu, contraintes auxquelles les compositeurs ont peut-être un peu trop insisté à se conformer.

Pour l'avenir, M. Machover pense que trois générations d'ordinateurs auront servi les musiciens. D'abord, les outils informatiques d'usage plus commode, qui n'exigent pas du compositeur l'entrée de données en chiffres, mais obéissent à des commandes gestuelles analogues au « jeu » des instruments de musique. Ensuite des outils d'aide à la conception, du type conception assistée par ordinateur (C.A.O.), puis d'autres outils faisant appel à l'intelligence artificielle sans but déclaré - que l'on appelle des travaux récents. A très long terme, il y a espoir de faire des ordinateurs d'intelligence véritable, de leur faire définir une notation, établir des relations entre les sons complexes, et même imiter les gestes musicaux, c'est-à-dire des gestes historiques entre sons qui servent à la généralité du même geste que la relation du système tonal.

MAURICE ARVONNY.

La gamme des timbres

Il est bien connu que la relation entre l'échelle physique des hauteurs et l'échelle physique des fréquences est une relation logarithmique, au moins pour des sons harmoniques, au pas d'un octave. Si les physiciens s'accordent sur ce point, des musiciens pourraient la déformer à l'insu de leur propre système de pensée, sans savoir ce qu'est une fréquence, et simplement à l'instinct, en jouant sur la mesure de fréquences, les utilitaires de la musique, c'est-à-dire d'une façon musicale, quand on modifie en fait la hauteur. En manipulant les commandes, disons, d'un synthétiseur, on peut en fait modifier le doublement des fréquences et en modifier la relation logarithmique.

C'est une démarche à cet ordre que M. David Wessel, responsable de la formation à l'IRCAM (Institut de recherche en coordination acoustique-musique), tente d'appliquer aux timbres, cette « notion-poubelle » qui englobe tout ce qui n'est ni hauteur, ni intensité, ni durée. Par des procédés d'analyse multi-dimensionnelle, il a construit, ces dernières années, une correspondance entre la notion subjective de timbre et des représentations en forme de grands plans physiques ; par exemple, la durée d'énergie acous-

trale paraît liée à la notion de « brillance », au sens où un son de hauteur plus brillante qu'un son de cor de même hauteur. Cela lui permet maintenant de partir de sensations d'analogie entre timbres, similaires à l'analogie musicale, et en tirer une phrase musicale et sa structure de construction des « hauteurs psychophysiques » liant les caractéristiques musicales et les grandeurs physiques.

Ces fonctions seraient, dans le domaine du timbre, les correspondants de la loi logarithmique liant hauteur et fréquence. Même si n'est pas certain qu'un tel travail aboutisse à des lois universelles - les analogies de timbre dont on part ont un caractère très subjectif et dépendent du contexte musical - les résultats pourraient permettre à un compositeur de construire sa propre hiérarchie de timbres, puis d'utiliser celle-ci pour la composition.

Autre résultat possible de ces recherches : le découplage des caractéristiques musicales d'un son. La variation de fréquence d'un son sinusoïdal modifie sa hauteur musicale, mais pas sa timbre. L'établissement de lois psychophysiques pour les diverses caractéristiques musicales - hauteur, « son », etc. - permettrait donc au compositeur d'agir sur les uns sans changer les autres.

M.A.

ASTRONOMIE
l'encyclopédie ATLAS du ciel

Édité en 11 fascicules avec la collaboration d'hommes de science de renommée internationale, cet ouvrage incontournable par l'étendue de ses informations, exceptionnel par ses 2000 photographies prises dans les plus grands observatoires du monde.

ASTRONOMIE
N° 2

Dès demain, chez tous les marchands de journaux

ASTRONOMIE
l'encyclopédie ATLAS du ciel

SEMAINE APRÈS SEMAINE, L'ENCYCLOPÉDIE «ASTRONOMIE» VOUS RACONTE LE GRAND ROMAN DE L'UNIVERS ET UNE RUBRIQUE PRATIQUE VOUS GUIDE DANS VOS OBSERVATIONS DU CIEL.

Dès demain, chez tous les marchands de journaux

de certains scientifiques, en particulier une psycho-acousticiens. Pour M. Machover, l'objet du colloque était d'amener les membres de la recherche musicale à partager avec ceux du groupe trois la volonté d'une communication renouvelée. Il est temps qu'à la fin du colloque, les progrès soient faits.

De nouvelles générations d'outils

La communication n'interdit pas les oppositions. Ainsi, vit-on, à propos des directions d'avenir de la recherche musicale, un fort antagonisme entre le compositeur Hugues Dufourt - la formation philosophique - qui insiste sur l'importance de la « connaissance » et le physicien Georges Lewis - qui fut le maître du jazz - pour qui la systématisation est plus un moyen de sécuriser le compositeur qu'une véritable aide à la création artistique. Entre ces deux pôles, les nuances intermédiaires étaient présentées.

Recherche implique progrès. Si cette notion n'a guère de sens en art, le colloque a été l'occasion d'une comparaison avec une manifestation

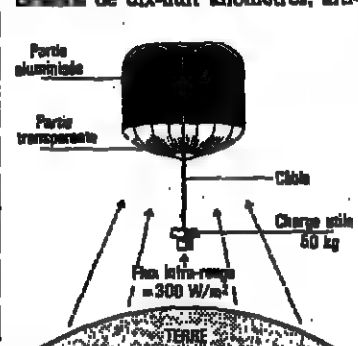
La performance d'une montgolfière

Soleil et infrarouge pour un tour du monde en cinquante-deux jours

Tombées en désuétude depuis leur invention en 1783, réservées le plus souvent à des activités de loisirs sportifs, les montgolfières viennent de démontrer qu'elles restent un précieux instrument d'expérimentation scientifique dans l'atmosphère terrestre : une montgolfière à infrarouge - utilisant, pour son fonctionnement, les effets du rayonnement infra-

rouge de la Terre, - développée par la division « ballons » du Centre national d'études spatiales (CNES), vient de faire pour la première fois un tour du monde en cinquante-deux jours. Elle emportait des appareils destinés à l'étude de la circulation stratosphérique. Jusqu'à présent, seuls les ballons pressurisés pouvaient voler plus d'un mois.

LANCÉE le 11 décembre 1981 du sud-africain du Pardo-fontaine, la montgolfière - d'un volume de 10 000 mètres cubes, de 40 mètres de diamètre et 35 mètres de hauteur, et de forme cylindrique - a décollé d'est en ouest, à une altitude comprise entre 10 et 30 kilomètres, et à une latitude presque constante, entre 25 et 15 degrés sud, pour traverser au-dessus du continent africain le 1^{er} janvier dernier. Elle continuera son vol pendant plusieurs semaines, jusqu'à ce que l'hiver austral, entraînant un abaissement de la température, l'oblige à descendre en dessous de dix-huit kilomètres, alti-



tude à laquelle elle est automatiquement décollée pour des raisons de sécurité dans la circulation aérienne. Le CNES espère parvenir ultérieurement à des durées de vol beaucoup plus longues, principale motivation de ce nouveau type de ballon, qui est surtout développé par la France.

La montgolfière à infrarouge, étudiée depuis 1977, utilise, pour se maintenir en altitude, non plus le gaz (hélium ou hydrogène) mais de l'eau chaude. Le chauffage de l'air est assuré le jour par le rayonnement solaire, et la nuit par le rayonnement infrarouge émis par la Terre, ce qui en fait un outil non polluant,

d'une durée de vol potentiellement infinie. La montgolfière n'a pas plus besoin d'avoir une enveloppe aussi étanche ni résistante que les ballons pressurisés.

Au moment du lancement, il est nécessaire, pour ce type d'engin, d'utiliser de l'hélium pour faire monter la montgolfière - qui est un ballon ouvert - jusqu'à l'altitude souhaitée. Au bout de trois ou quatre jours, l'hélium, par le jeu des contractions et des dilatations dues aux changements des températures diurnes et nocturnes, est expulsé, et remplacé par de l'air. L'enveloppe du ballon, en polyéthylène de quinze mètres d'épaisseur, a été conçue pour conserver la chaleur (voir schéma) : la partie supérieure, aluminisée, absorbe le maximum d'énergie ; la partie inférieure, transparente, laisse passer le rayonnement infrarouge. Le jour, le rayonnement solaire chauffe l'air du ballon, qui se dilate et se maintient à une température d'environ 40 degrés par rapport à l'air extérieur, ce qui contribue à le faire monter jusqu'à vingt-huit mètres d'altitude. La nuit, la température baisse, mais le rayonnement infrarouge que la Terre émet permet de se maintenir à une altitude de vingt à vingt-deux kilomètres.

Les « excursions d'altitude »

Ce changement d'altitude quotidien permet de réaliser systématiquement ce que les scientifiques appellent une « excursion d'altitude » : la composition chimique des constituants de l'air (ozone, oxyde d'azote, vapeur d'eau) est captée de jour comme de nuit, à différentes altitudes, et transmise au système spatial ANALOG qui sert à la localisation du ballon. Ultérieurement, il lui est transmis d'effectuer des « excursions d'altitude ».

pendant la journée, grâce à l'adjonction d'un clapet sur la partie supérieure de l'enveloppe de la montgolfière : l'ouverture du clapet par télécommande fait baisser la température du ballon, qui perdrait de l'altitude. La fermeture du clapet assure le réchauffement de l'air, donc la remontée de l'engin.

Un problème, néanmoins, n'a pas été résolu : si la montgolfière survole, la nuit, une zone importante, celle-ci doit émettre un rayonnement infrarouge vers la Terre, ce qui contribue à faire perdre de l'altitude au ballon, et même à le faire tomber.

Pour ses expériences scientifiques, le CNES lance, en métropole, de quatre à quarante ballons stratosphériques par an, à l'intention de scientifiques français et étrangers. Les lancements de ballons à longue durée de vie (ballons pressurisés ou montgolfières à infrarouge), sont beaucoup moins nombreux (cinq environ) et se font obligatoirement depuis l'atmosphère Sud, pour des raisons de sécurité et de circulation aérienne.

Malgré l'essor des satellites et le programme Spacelab, les ballons demeurent nécessaires, parce qu'ils permettent de faire un certain nombre d'expériences à moindre coût, et des mesures in situ impossibles à réaliser par un satellite en orbite : un avantage, sur la technologie de pointe, à l'invention de 1783...

CHRISTIANE GALUS.

Depuis 1962...

Le Centre national d'études spatiales (CNES) envoie, depuis longtemps déjà, des ballons dans l'atmosphère pour l'étude de l'atmosphère de haute énergie, de biologie et d'aéronomie (étude de la structure des masses d'air et de leur composition chimique). Deux types de ballons sont employés :

• LES BALLONS STRATOSPHERIQUES OUVERTS, depuis 1962, remplis d'hélium ou d'hydrogène, peuvent atteindre un volume d'un million de mètres cubes, et transporter des charges très lourdes (de l'ordre de la tonne) jusqu'à une altitude de 40 kilomètres. Ils emportent des expériences coûteuses que l'on récupère ensuite à l'aide de parachutes. Les ballons lancés depuis le territoire français ne permettent pas des expériences supérieures à sept heures. Mais un accord signé en 1978 avec la France, l'Italie et l'Espagne permet de lancer des ballons depuis la Sicile - la charge utile peut être récupérée dans le sud de l'Espagne - ce qui augmente la durée de l'expérience jusqu'à vingt heures.

• LES BALLONS STRATOSPHERIQUES FERMÉS, développés depuis 1975-1976, transportent des charges beaucoup plus lourdes - 50 à 100 kilos - à une altitude comprise entre 22 et 25 kilomètres. Leur durée de vol peut être très grande, jusqu'à vingt-six jours (durée d'un vol en 1981), mais ils nécessitent une enveloppe particulièrement solide, capable de résister aux différences de température et de pression.

meubles
Chapo en bois massif

Galerie Chapo :
Magasin principal : 15 rue de la Harpe, 75005 Paris
Forum des Halles : 100 rue de la Harpe, 75005 Paris
Gordes : 100 rue de la Harpe, 84200 Gordes

ASTRONOMIE
l'encyclopédie ATLAS du ciel

Avec le 1^{er} fascicule, deux cadeaux : le fascicule n° 2, et une magnifique carte du ciel en couleurs.

Dès demain, chez tous les marchands de journaux

SUR FRANCE-INTER LE 23 FÉVRIER
DE 19 H. A 20 H.

« LE TÉLÉPHONE SONNE »

AVEC

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Un dialogue avec les auditeurs sur le thème :

RÉUSSIR LE BAC

LES RÉSULTATS PARIS PROVINCE
PUBLIC PRIVÉ

47 LYCÉES PARISIENS AU MICROSCOPE

UNE ENQUÊTE EXCLUSIVE

LE MONDE DE L'ÉDUCATION - LE POINT

NUMÉRO DE MARS EN VENTE PARTOUT : 10 F

Monde
REVIENT
Une femme
IN COLLOQUE D
DES AVOCAT
L'insécurité vue d

ÉQUIPEMENT

MIEUX CONNAÎTRE « SES » COMMUNES

Le département du Maine-et-Loire se veut pionnier dans l'information par la télématique

Le conseil général du Maine-et-Loire s'occupe, cette année, la mise en place d'un système Melcom (Maine-et-Loire communications). Il s'agit de la première application de la télématique à l'échelon d'un département. Réalisée avec le logiciel « Sophie » du G. CAM (filiale informatique de la Caisse des dépôts et consignations, qui a participé à la mise en place du système « Claire » à Grenoble) et du matériel C.I.I.-Honeywell-Bull, Melcom permettra la mise en place de liaisons informatisées entre les banques de données nationales, l'hôtel du département d'Angers et les communes.

Il s'ordonne autour de trois thèmes : documentation, communication et courrier. Le conseil général (2 millions de francs) n'est supporté qu'en partie par le département. Le conseil général « pilote » la mise en œuvre des programmes de l'ADI (Agence de développement de l'informatique) à prendre en charge près de la moitié de l'investissement de départ.

De notre envoyé spécial

Angers. — Le département du Maine-et-Loire (1), qui compte près de 650 000 habitants, dispose depuis trois ans seulement d'une gestion informatisée. Ce qui pouvait apparaître comme un handicap dans le développement de la technique informatique devient aujourd'hui un atout, car aucune structure lourde ou sclérosée n'a donc été créée. La recherche d'une solution d'ensemble. Plutôt que de résoudre cas par cas les problèmes d'information des différents secteurs (documentation, communication, courrier...), la démarche a été de faire la recherche des différents besoins pour élaborer une maquette d'ensemble. La loi sur la décentralisation (2 mars 1982) a permis d'élargir cette approche, donnant au système Melcom un caractère exemplaire.

A la différence des expériences urbaines, les habitants de ce service ne sont pas des particuliers mais des agents administratifs ou des élus locaux. La connaissance de leurs besoins réciproques, des tâches qu'ils exercent et des types de demandes qu'ils peuvent formuler, permet une application techniquement plus simple.

Documentations pratiques

Dans sa fonction de documentation, Melcom permet à l'ensemble du département, conseil général, d'avoir accès aux grandes banques de données nationales qui répondent à des appels de renseignements : CREDI (textes législatifs) ; ADUNA (Agence France-Press) ; SANA (documentation française) et RANA (audiovisuel). Il intègre, d'autre part, le fond documentaire du système « Claire », comprenant un accès aux droits de propriété. Cette première application permettra de créer un nouveau courant de fréquentation des mairies, à l'image de ce qui existe déjà dans certaines grandes villes. La diffusion de cartes grises, de passeports, par exemple, ne nécessite plus un déplacement aux bureaux de la préfecture.

Au fonds documentaire national, disponibles à l'usage des départements, Melcom apporte des données spécifiques départementales. Outre le fichier des communes, Melcom assure la gestion des données du conseil général et des données du bureau. Cet archivage immédiatement disponible permet aux élus de suivre les projets et les affaires en cours. D'autre part, les données d'équipement (voirie, urbanisme...) sont consultables et enregistrées. Les maires pourront ainsi avoir accès, par référence, aux expériences locales par d'autres communes dans des domaines de compétence.

Les matériels et les programmes, c'est-à-dire les logiciels, devant être fournis par le premier fournisseur, l'ensemble de cette réalisation débutera au mois de septembre avec une phase de communes. Le système pourra, à terme, en accueillir une centaine sur les trois cent soixante-quatre que compte le département. Le faible coût supporté par les communes (70 F par an de licence pour le terminal vidéo et 4 000 F d'investissement pour la machine imprimante) permet une vaine le problème de la répartition des frais de fonctionnement. Le conseil général supporte seul, pour l'instant, l'ensemble de ces frais (deux documentalistes et un technicien assurent le fonctionnement du système). En outre, les organismes comme la chambre des métiers ou les associations pourraient devenir clients du département.

Le système Melcom a déjà permis l'intégration de plusieurs autres départements. Ainsi, le Calvados, qui a mis en place une « aide aux maires », envisage son intégration sur le modèle du Maine-et-Loire.

Devenir la « capitale de transmission » entre le pouvoir national et les pouvoirs locaux, le conseil général conduit actuellement les départements à la solution informatique. En outre, il faut maîtriser l'évolution et les coûts.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(1) Le conseil général est présidé par M. Jean Sauvage (U.D.F.).

TRANSPORTS

M. ANDRÉ JAGLÉ DEVIENT DIRECTEUR ADJOINT DU CABINET DE M. FTERMAN

M. André Jaglé est nommé directeur adjoint du cabinet de M. Charles Fterman, ministre des transports, et est chargé des affaires économiques. Il remplace M. Charles Martineau, démissionnaire du cabinet du ministre.

(Né le 11 mars 1930 à Uccle (Belgique), ancien élève de l'École polytechnique, M. André Jaglé fut ingénieur en chef à l'Institut géographique national, puis président, jusqu'en 1975, de la Commission française d'aviation de la cartographie. Secrétaire national de l'Union générale des ingénieurs, architectes et techniciens C.G.T., il est nommé, en 1982, membre de la Mission nationale de lutte pour l'emploi, qu'il anime alors M. Jean Saint-Gour, puis membre de la Mission de réflexion sur les structures et les méthodes de gestion de la S.N.C.F.)

Naissances

— Nicolas DOMENACH et Michèle FITOUSSI ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, le 17 février 1983, à 16 h 30.

— Serge et Patricia FORLINI ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Gregory, le 16 février 1983.

Mariages

— Victoria ARAD et Bernard KERBLAT ont la joie d'annoncer leur mariage dans la joie, à Marseille, le 2 janvier 1983. Quetta (Pakistan), Aix-en-Provence.

Décès

— Levallois. Limoges. Montpellier. M. Jeanne Bartaud, sa mère, M. Mireille Bartaud, son épouse, Le docteur Jean Bartaud et M. M. Claude Bartaud, M. M. enfants, Sébastien, Virginie, Jérôme, Alexandra, ses petits-enfants, Daniel Molton, son fils, Les familles Antoine, Tricard, Molton, Aysch, Chelid, Verdelot, Moral.

Ses parents, ses frères et sœurs, ainsi que ses nombreux amis, ont le tristesse de faire part du décès de leur regretté LÉONARD, Marcel BARTAUD, ingénieur A. et M., survenu accidentellement à Tunis, le 13 février 1983. Ses obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité, à Montpellier, le 22 février 1983. Cet avis tient lieu de faire-part. 98, rue Jean-Jaures, 92300 Levallois-Forêt.

— Oria, Châtigny-Malabry. M. Charles Bénédict, née Châtigny, M. Bénédict Laurente, M. M. Luc Bénédict, et ses enfants, Marie-Joséphine, Claire, Christophe, M. Josette Achier, née Bénédict, et ses enfants, Elise, Louis-Henri, M. Maurice Benjon, M. et M. Paul Benjon et leurs enfants.

Les familles Bénédict, Benjon, Kovacs, Axrad, El-Hack, Benjon, Allouché, Gabay, Jambon, Madec, Bénédict, parents et alliés, ont la grande douleur de faire part du décès de leur docteur, père, grand-père, frère, parent et allié, Charles BÉNÉDICT, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre, le 20 février 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Réunion à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux le mercredi 23 février, à 14 heures.

— M. T. Brahmi et ses enfants, M. et M. Ayl Rochberger et leurs enfants, M. et M. Alfred Brahmi et enfants, M. Fofine Brahmi, M. Yvonne Elmegueria, M. et M. Jacques Aizer et enfants, M. et M. David Elor et enfants, M. et M. David Bitton. Les familles Bitton, Levy, Ohayon, Chetrit, Truman, Diaz, Labbez et Lebeau, ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph, David, Edouard BRAHMI, ancien combattant de la 2^e division blindée, né à Casablanca le 15 décembre 1924 et décédé le mercredi 16 février 1983 à Villéguy.

Les obsèques auront lieu le mercredi 23 février 1983 à Jérusalem.

— Le grand rabbin Joseph Halm Elmaleh, ses enfants et sa famille ont l'immense douleur de faire part du décès de M. Shury ELMALEH, né Elkaïm. La levée du corps aura lieu le mercredi 23 février 1983, à 11 h 30, à l'amphithéâtre de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu à Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 15 février 1983, de M. Georges FERRAGE, docteur en médecine. De la part de : M. Georges Ferrage, Marcelle Andeau, Marie-Louise Andeau, Marie-Thérèse Andeau, M. et M. Bernard Andeau et leurs enfants.

M. Louis Ferrage, M. Lon Bonin, M. et M. Jean Ferrage et leurs enfants. Ses sœurs, beau-frère, neveux et nièces, Et de tous ses amis. L'obsèque religieuse aura lieu dans l'intimité, le 19 février 1983, 8 ter, rue de Seine, 91000 Evry.

— M. Jean Gény, M. et M. de Noifontaine, M. et M. Pierre Gény et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean GÉNY, survenu le 10 février. Les obsèques ont eu lieu le 13 février dans la plus stricte intimité, 8 ter, rue de la Fontaine, 75016 Paris.

— M. Charles Grimaldi d'Esdra, son épouse, M. Léon Maratuech, M. et M. Pierre Ebrard et leurs enfants, M. et M. Jean-Pierre Grimaldi d'Esdra, M. et M. Sami Gemayel et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. et M. Georges Desjeux et leurs enfants, M. et M. Georges Allingrin, ses sœurs et beaux-frères. Les familles Grimaldi d'Esdra et Desjeux ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle et allié, l'ingénieur général des eaux et forêts Charles Félix GRIMALDI D'ESDRA, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite agricole, grand officier du Croissant albanais, membre de l'Académie d'agriculture, survenu le vendredi 18 février 1983, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La levée du corps se fera le samedi 25 février, à 9 h 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Louis, 15, rue de la Grange-aux-Belles, Paris 10^e.

L'inhumation aura lieu dans le cimetière de famille, à Castifao (Corse), le mercredi 6 avril 1983, à 15 h 30. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. 12, rue Racine, 13111 Paris.

— Le président et les membres de l'Association des anciens français du Maroc ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris le 18 février 1983, de leur président d'honneur, Charles Félix GRIMALDI D'ESDRA, ingénieur général des eaux et forêts (E.R.), ancien commandeur des eaux et forêts au Maroc.

Non abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M. Michel Caplier, M. et M. Jean Lanoizelle, M. et M. Lanoizelle, et leur famille ont la douleur de faire part du décès de M. Geneviève LANOIZELLE. L'inhumation aura lieu le 23 février, à 11 h 30, au cimetière du Père-Lachaise (entrée principale), 164, quai Louis-Stanislas, 75016 Paris. 13, rue Gambetta, 75011 Blancfort.

— M. et M. prient d'annoncer le décès, survenu le 10 février 1983, de notre dévoué M. Dina (Côte-du-Nord), M. Paul LEMESLE. Les obsèques ont été célébrées le mardi 12 février 1983, en l'église Saint-Martin de Dinan.

— M. et M. Marie, épouse, M. et M. Pierre Calvet, M. et M. Dominique Pedinielli, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille ont la douleur de faire part de la mort de M. Jean MARIE, ingénieur général du génie maritime, président d'honneur de la Compagnie générale transatlantique, grand-croix de la Légion d'honneur, croix 1914-1918.

pleinement décédé, le 21 février 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques auront lieu le jeudi 24 février 1983, à 13 h 45 précises, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, Paris-7, où l'on se réunira. Cet avis tient lieu de faire-part. 19, avenue Paul Doumer, 75007 Paris.

— Nice, Marseille, Paris. M. et M. Armand Silveira et enfants, M. et M. Michel Silveira et enfants, M. et M. Moïse Silveira et enfants, M. et M. Ginette Silveira et enfants, M. et M. Georges Silveira et enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenu à Nice, le 18 février 1983. Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 février 1983, à 11 h 45, au cimetière israélite du Château, à Nice. Ni fleurs ni couronnes. Silveira, 411, avenue du Prado, 13008 Marseille.

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenu à Paris, le 18 février 1983. Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 février 1983, à 11 h 45, au cimetière israélite du Château, à Nice. Ni fleurs ni couronnes. Silveira, 411, avenue du Prado, 13008 Marseille.

— M. et M. Silveira, Zittoun, Seal, Messika, Bellaiche, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenu à Paris, le 18 février 1983. Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 février 1983, à 11 h 45, au cimetière israélite du Château, à Nice. Ni fleurs ni couronnes. Silveira, 411, avenue du Prado, 13008 Marseille.

— M. et M. Silveira, Zittoun, Seal, Messika, Bellaiche, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenu à Paris, le 18 février 1983. Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 février 1983, à 11 h 45, au cimetière israélite du Château, à Nice. Ni fleurs ni couronnes. Silveira, 411, avenue du Prado, 13008 Marseille.

— M. et M. Silveira, Zittoun, Seal, Messika, Bellaiche, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenu à Paris, le 18 février 1983. Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 février 1983, à 11 h 45, au cimetière israélite du Château, à Nice. Ni fleurs ni couronnes. Silveira, 411, avenue du Prado, 13008 Marseille.

— M. et M. Silveira, Zittoun, Seal, Messika, Bellaiche, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenu à Paris, le 18 février 1983. Les obsèques ont eu lieu le lundi 21 février 1983, à 11 h 45, au cimetière israélite du Château, à Nice. Ni fleurs ni couronnes. Silveira, 411, avenue du Prado, 13008 Marseille.

Remerciements

— M. et M. Salles et sa famille, Le groupe de l'Hôtel-de-Ville de Paris, expriment leurs plus sincères remerciements à toutes celles et tous ceux qui leur ont témoigné tant d'amitié et de sympathie lors du décès de Michel SALLES.

Anniversaires

— La famille Raymond COGNAT rappelle son souvenir à son anniversaire sa mort.

— M. Louis FRIDERICH, une messe à la mémoire de M. Louis FRIDERICH, le 20 février, à Cély-en-Bière (77).

Aux messes

— Un service religieux sera célébré à la mémoire du président Alexandre BONJEAN, le lundi 27 février 1983, à 17 heures, en l'église Saint-Charles à Monceau, Paris 17^e, (méro Villiers).

Anniversaires

— Une messe anniversaire sera célébrée à la mémoire de M. Michel FRANÇOIS, membre de l'Institut, commandeur de la Légion d'honneur, de la chapelle des Carmes de l'Institut catholique de Paris, le jeudi 23 février, à 18 heures.

Soutenances de

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-II, jeudi 24 février, à 14 heures, salle des Commissions, M. Jean-Michel Calendini : « Le régime juridique des sociétés commerciales en règlement judiciaire ou en liquidation de biens. Recherches sur l'interaction du droit des sociétés et du droit des procédures collectives. »

ROBLOT S. A.
622-27-22
ORGANISATION D'OBSÈQUES

A l'occasion de la signature du livre de Pierre Cabannes **PAUL GUIRAMAND** le jeudi 24 février 1983, de 17 h 15 heures à 19 heures, à la librairie de la « BIBLIOTHÈQUE DES ARTS » 55, rue Condorcet, PARIS 17^e Téléphone 834-08-02 Des livres et des lithographies de l'artiste seront présentés autour de sa monographie dans la salle de la librairie.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Atelier de poterie « LE CRU ET LE CUIT »
amateurs de poterie
E. RUE LACÉPÈDE, PARIS-6
Téléphone 301 11 11

Le Monde
Centre des abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 424 F 767 F 980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F
ÉTRANGER
(par messageries)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
341 F 424 F 767 F 980 F
L - SUISSE, TUNISIE
447 F 779 F 1 105 F 1 430 F
Par voie postale
Tarif sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront joindre ce chèque à leur envoi.
Changements d'adresse définitifs, les provinciaux (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont priés de formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger vos lettres sous propres et capitales d'imprimerie.

1000 cm³

DIESEL DISCRET.

A PARTIR DE: 51300F.

RENault 9 DIESEL. 5 CV. 1600 cm³

1000 cm³ 5 CV. Conçu pour la Renault 9, ce moteur économique a 3 versions :

pour de 51 300 F. Modèle présenté Renault 9 TD. Prix d'eff. en main au 10.2.83.

RENault 9 DIESEL. 5 CV. 1600 cm³

1000 cm³ 5 CV. Conçu pour la Renault 9, ce moteur économique a 3 versions :

AFFAIRES

L'ACCORD G.M.-TOYOTA

Quand les syndicalistes américains déchantent

Washington (A.F.P.). — Après avoir applaudi à l'annonce de l'accord de coopération entre General Motors et Toyota pour la construction d'une « petite » voiture, les syndicalistes américains de l'automobile (U.A.W.) s'inquiètent de l'introduction aux États-Unis d'une gestion à la japonaise.

Lorsque G.M. vient de signer son accord avec Toyota, en 1982, les syndicats ont pris l'engagement de traiter avec le syndicat des ouvriers licenciés, lorsque les termes de l'accord leur permettraient. M. M. Toyota, président de la société Toyota, a dit que l'accord était entièrement nouvelle, et il dit, nous allons repartir de zéro.

Les associations de journalistes économiques et financiers (A.J.E.F.) organisent, le jeudi 10 mars au Sénat, une journée d'étude consacrée à la conjoncture économique et à l'analyse des conjonctures conjoncturelles le matin; perspectives pour 1983 l'après-midi; discussion générale en fin de journée.

Dix instituts d'analyse conjoncturelle (INSEE, BIPE, OFCE, IPE, CODE, GAMA, OCDE, Centre d'observation économique de la Chambre de Commerce de Paris, DIW de Berlin...) participeront à cette journée qui débutera à 9 heures, à la Médiathèque de la place (120 F). S'inscrire auprès de M. Dagoury, bureau de presse (2 C. 3), 93, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél.: 261-76-25.

L'ORÉAL CÉDERAIT A UN GROUPE JAPONAIS SA PARTICIPATION DE 50 % DANS COURRÈGES

La société L'Oréal a demandé aux pouvoirs publics l'autorisation de vendre la participation (50 %) qu'elle détient dans le capital de la société de Parfums Courrèges. Celle-ci cherchait depuis quelque temps un partenaire professionnel (et non financier, comme l'est L'Oréal). Faute de l'avoir trouvé en France, elle s'est tournée vers le Japon, et a été prise avec une firme japonaise, Itokin - un fabricant de prêt-à-porter - qui est déjà l'un des principaux japonais de la mode française.

Le chiffre d'affaires de Courrèges est de l'ordre de 90 millions de francs, y compris les redevances qu'il perçoit pour les nombreuses licences qu'il a accordées. L'Oréal conservait la totalité du capital de la société Courrèges-Parfums.

Le Kowalt a confirmé, lundi 21 février, un commandement de onze exemplaires de l'Airbus A-300 (le modèle de 16 novembre 1982), de construction européenne. Ce contrat atteint la valeur de 1 milliard de dollars (environ 6 700 millions de francs). Selon le président de la compagnie aérienne koweïtienne, le premier appareil sera livré en septembre. L'accord s'est fait au détriment de propositions de Boeing pour des 767.

Plus de deux mille sept cents firmes du textile bénéficient d'allégements de charges sociales

Le coût de ces aides serait de l'ordre de 1 200 millions de francs

Le gouvernement devrait, très prochainement, une intention de reconduire - sous quelques modifications - le système d'allégements des charges sociales (les « contrats emplois-investissements ») au profit des entreprises du textile et de l'habillement. Ces allégements sont de 2 %, 10 % ou 12 % selon la nature et l'importance des engagements pris en contrepartie par les industriels bénéficiaires de ces aides. Ces engagements portent sur le volume des investissements, qui sont engagés pendant la durée du contrat, et aussi sur le nombre de nouveaux emplois qui sont maintenus.

Créé, en 1982, par un décret, ce « plan » était prévu pour durer un an, jusqu'à fin 1984. Cependant, il y a quelques semaines, la Commission européenne a déclaré que ce système était incompatible avec la réglementation de la Communauté. Elle a demandé à la France d'y renoncer (le Monde du 16-17 janvier). L'Oréal n'est pas, semble-t-il, l'intention de Paris. Déjà, le ministre de l'Industrie a dit que la position de Bruxelles avait été repoussée par M. Chevènement. Le ministre de la Recherche et de l'Industrie a dit alors remarquer que

les objectifs de la politique française en matière de textile devaient être maintenus. « En matière de charges sociales, nous n'avons pas d'alternative », a-t-il dit. La Commission (de Bruxelles) ne peut faire oublier que les États membres, chacun de leur côté, tentent de répondre à la crise du textile, bien souvent de manière peu transparente et qu'il lui est difficile de faire passer la lumière sur les mesures prises officiellement au sein de la C.E.E.

La France a répondu à Bruxelles le 21 février. Elle avait l'intention de demander à la Commission une « radiographie » des différentes industries nationales du textile et de l'habillement. Quelles aides chacune d'elles reçoit-elle pour se moderniser et aussi résister aux importations d'articles étrangers provenant des pays à bas salaires ?

Car d'autres pays que la France ont accordé ou accordent des facilités financières et fiscales à leurs industries du textile et de l'habillement. Le surprenant est que pour ces branches employant des milliers de salariés (580 000 pour la France) ce système n'ait pas encore été fait.

L'amélioration de l'emploi

Ainsi la France devrait prolonger comme prévu les mesures d'allégement des charges sociales. Elles ont eu, jusqu'à présent, un effet très positif sur les professionnels et les représentants des pouvoirs publics. M. Chevènement a constaté, à la fin de l'année, que les effectifs des deux branches (textile et habillement) ont augmenté de 6 % en 1981, soit environ 20 000 postes de travail, ont sensiblement remonté au cours du premier semestre de 1982; + 0,7 % pour le textile, + 1,7 % pour l'habillement. Malgré les pertes d'emploi enregistrées dans les grandes entreprises, avait commenté le ministre, les effectifs devraient donc se stabiliser.

La France est-elle dans le collimateur de la Commission de Bruxelles ?

De notre correspondant:

Bruxelles (Communauté européenne). — Depuis plusieurs mois, l'opinion publique apprend périodiquement l'ouverture de procédure d'infraction contre la France, soit parce qu'elle est accusée d'entraves à la libre circulation des marchandises dans le Marché commun, soit parce qu'elle accorde des aides jugées contraires à la législation communautaire en matière de concurrence. La Commission de Bruxelles s'est-elle pour autant particulièrement intéressée à relever et à désigner du doigt les pratiques françaises ?

Pas vraiment. Il est sûr que la politique interventionniste de la majorité coïncide difficilement avec les dispositions du traité de Rome, conçues pour la libre concurrence et une économie de croissance. S'ajoute à cela la propension de l'administration à ne pas tenir compte dans ses prises de décision des contraintes dictées par la réglementation européenne. Ces deux raisons expliquent pour l'essentiel un plus grand nombre d'infractions constatées du côté français que chez les partenaires de la Communauté.

Il reste qu'une plus large publicité - par le biais d'une fuite dans la presse ou l'annonce par les services du porte-parole de la Commission - est accordée aux manquements de la France qu'à ceux des autres gouvernements membres. Peut-être une coïncidence, mais en tout cas un fait.

Autre donnée objective. Le marché intérieur (de la C.E.E.) et la concurrence sont la responsabilité de deux commissaires, MM. Andriessen (Néerlandais) et Narjes (Allemand), tout deux défenseurs acharnés du libre échange. Aussi ne peut-on pas leur reprocher d'appliquer rigoureusement un traité qui répond à leurs tendances de défendre les intérêts des autres États membres. Encore que, dans l'affaire de Polders, M. Narjes ait réagi - il est vrai que les importations de magnétoscopes en provenance des autres pays européens étaient également concernées - avec une certaine inhabileté. Le lendemain du jour où la France avait expédié sa décision, la Commission ouvrait une procédure d'infraction. Paradoxalement, Bruxelles a utilisé, entre autres, la mesure française - et elle n'a pas pesé d'un faible poids - pour la limitation des ventes japonaises de magnétoscopes dans la C.E.E. Autre donnée objective: la Commission a procédé avec prudence et souplesse - comme la

Le coût des mesures d'allégement pour les finances publiques devrait être sensiblement moins élevé qu'il n'avait été prévu (2,5 milliards de francs, avait-on annoncé dans un premier temps). Selon les services du ministère de la Recherche et de l'Industrie, le coût budgétaire pour 1982 (en fait pour une partie de l'année, les contrats ayant pris effet en mai de l'an dernier et surtout en juin et septembre) aurait été de l'ordre de 687 millions de francs; il devrait dépasser 1,2 milliard de francs en 1983. Il semble, au reste, que ces dépenses (couvertes par des crédits destinés à la sauvegarde de l'emploi) pourraient s'élever au maximum à 1,5 milliard de francs.

Les bons résultats obtenus dans les entreprises du textile et de l'habillement, dont se félicitait la fin de l'an dernier le ministre de la Recherche et de l'Industrie, ont été obtenus, certes, grâce aux mesures d'aides décidées par les pouvoirs publics; ils tiennent aussi - sans qu'il soit possible de faire le partage - à la relance de la consommation des ménages, favorisée par les relèvements des bas salaires et de diverses allocations aux familles, décidés dans le second semestre de 1982. On peut estimer que le présent exercice sera plus difficile.

Environ quatre entreprises sur cinq des deux branches professionnelles concernées auraient demandé et obtenu les allégements des charges sociales par le gouvernement de M. Mauroy: soit les deux tiers de l'appareil de production. Vingt-sept de ces firmes ont bénéficié des allégements de 8 % (il s'agit essentiellement de firmes en cessation de paiement; on connaît mal leurs engagements au regard des investissements et de l'emploi). Mille cent onze sociétés bénéficiaient d'allégements au taux de 10 % (dont environ 400 pour l'industrie textile) et 1 647 au taux de 12 % (dont un peu moins de 500 pour le textile). Au total, les 2 785 firmes employaient 350 000 salariés sur les 580 000 travaillant pour les deux branches professionnelles.

ALPHONSE THIÉRIER.

CHERCHER LA SOLUTION SANS AVOIR ÉCOUTÉ LE PROBLÈME, C'EST TRAVAILLER À L'AVEUGLETTE.

Trop d'entreprises préfèrent vous parler de ce qu'elles font plutôt que d'être à l'écoute de vos besoins. Un tel comportement n'est pas de mise chez Sperry. Notre domaine, c'est l'utilisation de la technologie avancée du micro-processeur, afin de concevoir des solutions originales aux problèmes complexes en matière d'informatique, de défense, d'aérospatiale.

Aussi commençons-nous toujours par écouter. En écoutant bien, nous découvrons l'aucun problème ne ressemble exactement à un autre. C'est aussi le cas de sa solution.

Pour l'industrie, Sperry a développé un système de conception par ordinateur et qui permet aux ingénieurs, à partir d'un terminal unique, de visualiser leurs idées jusqu'à la production.

Pour les pilotes, nous avons conçu des simulateurs, par ordinateur, qui les entraînent à leurs atterrissages.

dans toutes les conditions, y compris de nuit sur un porte-avions soumis aux mouvements d'une mer agitée.

Et pour des gouvernements dans le monde, nous avons créé des systèmes informatisés qui peuvent tout faire, depuis la prévision des tremblements de terre jusqu'à la conception de modèles économiques.

La capacité d'écoute n'est pas une compétence technique en elle-même, mais c'est un outil indispensable à la technique.

Si vous cherchez la meilleure solution à votre problème, adressez-vous à des gens qui écoutent avant de parler.

SPERRY

POUR NOUS, L'IMPORTANT EST DE SAVOIR ÉCOUTER.

© Sperry 1983. Pour recevoir un livret sur la bonne façon d'écouter, écrire à Sperry S.A., Dept MD 18, 19 Rue François 1er 75008 Paris.

Le directeur
est originaire

SECRETARIE
201, 5 portes, bon direction assistée, tête avant, siège à armée, montre à pré-équipement, consommation 60 à 80 km/h, 8 urbain (normes UT)

201, 5 portes, bon direction assistée, tête avant, siège à armée, montre à pré-équipement, consommation 60 à 80 km/h, 8 urbain (normes UT)

SOCIAL

SELON PLUSIEURS ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Le futur directeur général du B.I.T. devrait être originaire du tiers-monde

Une polémique est ouverte à Genève à propos de la vacance prochaine du poste de directeur général du Bureau international du travail. Bien que le statut du personnel du B.I.T. fixe l'âge de la retraite des fonctionnaires à soixante ans, et à soixante-cinq ans dans les cas exceptionnels, M. Francis Blanchard, âgé de soixante-sept ans, sollicite un nouveau mandat à la tête du B.I.T., qui le maintiendrait à ce poste jusqu'à l'âge de soixante-treize ans.

Un certain nombre d'institutions non gouvernementales viennent de publier à ce sujet une déclaration dont nous donnons ci-dessous les principaux extraits, défendant l'idée qu'un représentant du tiers-monde devrait devenir maintenant le directeur général du B.I.T.

Créé en 1919, le Bureau international du travail est la plus ancienne organisation dans l'ensemble du système des Nations unies. Or, durant ses soixante-quatre années d'existence, elle n'a jamais eu de directeur général originaire du tiers-monde. Le temps nous semble venu de rompre un tel monopole, surtout en cette période de crise où les pays en voie de développement sont affectés plus gravement encore que les pays industrialisés par les problèmes sociaux et du travail.

Une occasion se présente, puisque deux personnalités du tiers-monde sont candidates pour le prochain mandat : M. Albert Tévoédjrè, du Bénin, et M. Alberto Marini, du Venezuela. M. Francis Blanchard, Français, est titulaire du poste depuis dix ans et demande à nouveau à être reconduit dans ses fonctions. Agé de soixante-sept ans, il est déjà le seul directeur dans l'histoire du B.I.T. à ne pas s'être retiré avant soixante-cinq ans, et un nouveau mandat le maintiendrait en poste jusqu'à l'âge de soixante-treize ans.

Le statut du personnel du B.I.T. fixe l'âge de la retraite des fonctionnaires à soixante ans, et à soixante-cinq ans dans les cas exceptionnels. Le directeur général est nommé par le conseil d'administration du B.I.T., organe de décision, ne considérant pas la non-recevabilité de la candidature de M. Francis Blanchard, il

se placerait au-dessus de ses propres lois et passerait d'un pouvoir réglementaire à un pouvoir arbitraire. Il prendrait alors la responsabilité d'un dangereux précédent dommageable pour la crédibilité même de l'organisation.

La candidature de M. Albert Tévoédjrè nous apparaît particulièrement crédible. Nous apprécions en particulier son souci d'explorer les champs de solidarité possibles malgré les contraintes imposées par la crise, sa sensibilité à tous les travailleurs exclus du progrès social et sa volonté de renforcer les actions en faveur du respect des droits de l'homme. Nous sommes directement concernés par la coopération qu'il souhaite engager avec les organisations non gouvernementales et qu'il considère comme « porteuse d'une grande richesse ».

Cette déclaration est signée conjointement par les institutions non gouvernementales suivantes : Mani Teseo (organisme contre la faim et pour le développement des peuples), via Cavenaghi 4, 20149 Milan (Italie); Pax romans (mouvement international des intellectuels catholiques), 37-39, rue de Vermont, B.P. 85, CH 1211 Genève; Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, 117, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris; Mouvement international des étudiants catholiques, 171, rue de Rennes, 75006 Paris; Jeunesse fédérale européenne (section française), 17, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris.

Les prix de gros allemands ont diminué de 1 % en janvier après avoir déjà reculé de 0,6 % en décembre. Ils avaient augmenté de 0,2 % en novembre. Sur douze mois, pour la première fois depuis octobre 1978, les prix de gros ont enregistré une baisse de 0,2 %, alors que l'augmentation annuelle avait été de 2,6 % en décembre et de 3,2 % en novembre. (A.F.P.)

(Publicité)

LA SECRÉTAIRERIE
Traitement de textes
Frappe de tous documents
Gordon de notaires
sur
VISIOTEX, Syst. 6, KEROX 860
Location et vente de VISIOTEX
43, rue du Faubourg, 75003 PARIS
Tél. : 277-85-00

LE LICENCIEMENT DES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX

- RENAULT-FLINS : la C.F.D.T. envisage une nouvelle grève jeudi
- CITROËN : des failles dans l'unité d'action

La situation était calme, mardi matin 22 février, à l'usine Renault de Flins, après une journée d'avertissement, lundi 21 février : l'avis défavorable donné par le comité d'établissement (C.E.) à la demande, par la direction, du licenciement de trois délégués C.F.D.T. a été accompagné de mouvements de grève et de manifestations sans incident à l'appel de la C.F.D.T. et de la C.G.T.

Selon la Régie, cinq cents voitures au lieu de huit cents ont été produites. Après le vote du C.E., la direction de Renault-Flins devrait faire connaître, mercredi, sa position, son intention étant toujours de poursuivre la procédure de licenciement, en s'adressant maintenant à l'inspection du travail.

La section C.F.D.T., qui, la semaine dernière, avait envisagé une grève à durée illimitée, s'est prononcée pour la reprise du travail, mais elle a indiqué qu'elle renouvellera son appel à la grève, jeudi, si la direction campe sur ses positions.

La fédération de la métallurgie C.F.D.T. a pris contact avec le ministère du travail pour

s'étonner des disproportions existant entre les sanctions prises à Aulnay-sous-Bois et à Flins, où les incidents ont, selon elle, été moins graves qu'à l'usine de Citroën.

A l'établissement Citroën d'Aulnay, la journée de lundi a surtout été marquée par une action symbolique des cégétistes, accompagnant les ouvriers licenciés, qui se sont rendus à leur poste, mais ont évité toute provocation.

Affirmant n'avoir pas été convoqué, la C.G.T. n'a pas participé à la réunion de la commission des libertés, qui va poursuivre, en mars, ses travaux sur l'amélioration des relations entre ouvriers et maîtrise.

Des failles sont cependant apparues dans l'action unitaire de protestation. La section C.F.D.T. d'Aulnay, non prévenue des initiatives de la C.G.T., refuse d'être « partie prenante à l'action de réintégration des licenciés » et les faisant pénétrer dans l'usine ; la fédération socialiste de Seine-Saint-Denis a refusé aussi de participer à toute action de nature à engager le conflit dans l'engrenage

dangereux de la violence et des provocations d'où qu'elles viennent. Elle s'estime en effet d'avoir appris par la radio la décision de la C.G.T. de faire entrer les salariés menacés de licenciement avant que soit terminée la procédure légale.

A Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas a estimé que « ce qui se passe à Aulnay-sous-Bois et à Flins, est rien moins qu'une tentative pour capter la direction de ces entreprises ».

Le maire de Bordeaux, qui participait à une réunion de soutien aux candidats de l'opposition, a ajouté : « Si les syndicats, sortant complètement de leur rôle, prétendent obtenir le maintien ou la réintégration de ces éléments violents et disqualifiés, alors c'est terminé : la hiérarchie sera brisée, découragée, révoltée. La direction elle-même devra en passer par les volontés des syndicats, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus d'entreprise ».

Mardi matin, la situation à Aulnay était normale, malgré la présence des licenciés qui ont voulu reprendre le travail. (Lire page 1.)

AULNAY : nous, on veut travailler

Soleil pâle et bise glaciale, petits drapeaux rouges à la marque de la C.G.T., les gens vont comme on l'on pouvait lire, sous les fameux chevrons de la firme, les quatre mots d'ordre de jour : « Dignité, calme, détermination, sang-froid », haut-parleurs en batterie sur le parc de stationnement, ouvriers en cote verte tout juste sortis de leurs ateliers, militants vaillant au grain et sympathisants de tout poil venus en voisins. Rien ne manquait — hormis quelques marchands de boissons chaudes — pour donner au rassemblement d'Aulnay, lundi 13 heures, l'air d'une de ces fêtes que le syndicat de M. Krasucki sait si bien orchestrer.

« Non ! Pas de licenciement ! » A de nombreuses reprises, depuis le toit de la camionnette où il avait été juché par cent bras enthousiastes, Akka Ghazi, délégué C.G.T., lui-même ouvrier licencié et héros du jour, a fait reprendre le slogan. Tantôt en français, tantôt en arabe dialectal marocain — sa langue maternelle — et d'autres fois en « francarabe », devant l'anglais dans les mots-clés d'ins en français n'en sont pas moins conjugués sur le mode arabe, l'orateur a fait éclater son syndicat, vilipendé les patrons, crié victoire, rassuré ses troupes.

C'est Roussel, qui veut casser l'usine ! Pas nous, les immigrés ! Nous, on veut travailler. »

On hurle, on applaudit lorsqu'il lance : « C.S.L. à la poubelle ! », on trépigne aux : « Nous étions des moutons, aujourd'hui nous sommes les bergers ! » Après, on va porter en triomphe jusque devant les ateliers les huit licenciés et on a recommencé de plus belle : « Nous voulons travailler dans le calme, nous ne sommes pas des terroristes ni des provocateurs... » Et puis « le comité s'est prononcé à la majorité contre le licenciement ». Peut-être, mais de la volonté exprimée par la direction de ne pas revenir sur ses décisions, on n'aura pas soufflé mot. A quoi bon chahuter, par des propos alarmistes, la joie de cette longue cohorte en fête qui fait symboliquement, les grilles s'étant ouvertes comme par miracle, le tour de l'usine ? Demain, il fera jour...

J.-M. D.-S.

● Manifestation des mineurs de Carmaux. — Les mineurs des Houillères d'Aquitaine, à Carmaux (Tarn), en grève depuis le 10 février, ont manifesté lundi 21 février, dans les rues de la ville avec leurs femmes et leurs enfants. Ils ont défilé deux heures de marche devant le siège des houillères et une devant le domicile du directeur, M. Claude Babey.

La grève, lancée par l'intersyndicale (C.G.T. et F.O.), est suivie par environ 2 000 mineurs de food

L'INDIFFÉRENCE DE LA PROVINCE

LE MANS : c'est loin, Flins

De notre correspondant

Le Mans. — C'est loin, Le Mans, par rapport à Flins, presque aussi difficile à rapprocher que Dunkerque et Tamaurasset. « Quand tu ne vis pas les conflits, tu as du mal à en saisir l'importance », dit un syndicaliste mancois en guise de justification. Etrange. C'est pourtant chez les Mancois que le conflit des O.S. de Flins aurait dû faire naître le plus de résonance. N'est-ce pas au Mans que les grèves d'O.S. les plus dures ont éclaté en mai 1972 ? C'est leur lutte qui avait fini par entraîner la modification des chaînes et l'abandon des modules. Le ras-le-bol des ouvriers de Flins ne possède-t-il pas un petit air de ressemblance avec leur propre refus du taylorisme d'il y a dix ans ? « C'est vrai qu'à Flins ils se sont battus pour des questions d'amélioration des conditions de travail dans les ateliers de peinture. Au début, tout est mort. Ils ont vite préféré monoyer la possibilité de leur travail. On n'a toujours pas compris », ajoutent d'autres syndicalistes.

Le discours sur les travailleurs immigrés de Flins — plus prompts à se battre pour un bulletin de salaire amélioré que pour des problèmes fondamentaux —, pas plus attachés « au losange Renault façon syndicat qu'au double chevron façon direction », n'en a que plus d'indifférence, même au Mans où l'on ne compte que douze étrangers sur neuf mille salariés.

Les menaces de sanctions dans un pareil contexte ne peuvent guère mobiliser la base non plus. Mais elles ont le mérite de permettre un discours plus cohérent aux États-majors de la C.G.T. comme de la C.F.D.T. Le silence ou les démentis ne sont plus de mise : « La preuve que leurs revendications étaient justifiées, c'est qu'il y a eu discussion et que la direction a fini par les prendre en considération. Cette direction soit animée aujourd'hui d'un esprit de revanche nous obligerait à réagir ».

ALAIN MACHEFER.

RENNES : une usine sage

De notre correspondant

Rennes. — A Citroën Rennes (14 000 salariés dans les deux usines de La Barre-Thouais et 12 000 à La Janais), les licenciements décidés à l'usine d'Aulnay n'ont provoqué aucune réaction particulière. En milieu d'après-midi, lundi, des affiches placées sur les panneaux d'information syndicale annonçaient le résultat du vote du comité d'entreprise, et une distribution de tracts était prévue par la C.G.T. pour mardi 22 février.

Depuis le début du conflit, Citroën Rennes a conservé l'image d'une usine de province assez peu sensibilisée au conflit de la région parisienne. Seul moment d'inquiétude : l'annonce le 27 janvier, par la direction, d'une menace de chômage technique (depuis écartée) faute d'un approvisionnement suffisant. Unique réaction enregistrée à Rennes lorsque a été prise, le 16 février, la décision de procéder à des licenciements à Aulnay : un communiqué de la fédération départementale du P.C.F. pour laquelle la direction prenait ainsi un risque de relancer un conflit dont le groupe P.S.A. se passerait bien. Absolu-

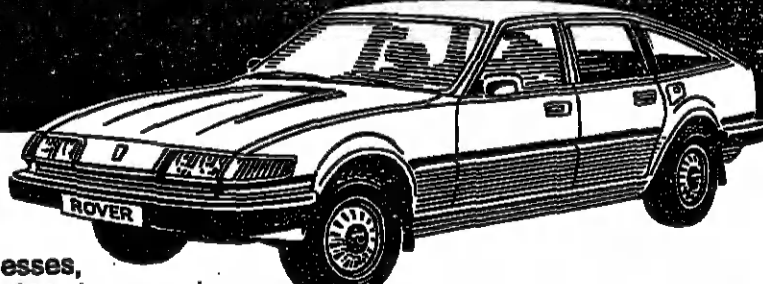
ment rien du côté syndical. A Citroën Rennes, les relations entre la C.G.T. (23,9 % des voix aux élections partielles de décembre 1982) et la C.F.D.T. (19,4 %) sont plutôt tendues. Sur les chaînes de montage, aucun arrêt de travail : si ces derniers temps le taux d'absentéisme est passé de 4 % à plus de 12 %, c'est en raison d'une épidémie de grippe.

Il faut aussi savoir que le pourcentage d'ouvriers immigrés est inférieur à 0,5 % de l'ensemble de l'effectif des deux usines rennaises, dont quatre mille salariés habitent des communes rurales, certaines distantes de 50 kilomètres, quittent chaque jour leur maison et leur jardin et utilisent les transports en commun Citroën pour aller faire leurs huit heures à l'usine.

Depuis deux mois, en raison du succès de la B.X. il y a eu un millier d'embauches à La Janais. On parle d'ailleurs de ce succès que du conflit d'Aulnay.

CHRISTIAN TUAL.

ROVER 2000



9 cv, 5 portes, boîte mécanique 5 vitesses, direction assistée, sièges en velours de nylon, appuie-tête avant, siège arrière rabattable, lave-essuie-glace arrière, montre à affichage digital, compte-tours, pré-équipement radio, feux arrière de brouillard.

76.900 F

Consommation pour 100 km : 6,6 L à 90 km/h, 8,6 L à 120 km/h, 11,8 L en parcours urbain (normes UTAC).

Modèle 83. Prix clés en main au 1/1/83. Financement Leyland Crédit/Leyland Leasing.

ROVER Pense Castrol

Paris 5^e - Gde Latine - 196 rue St-Jacques - 325 86 10
Paris 6^e - Gde St-Sulpice - 1113, rue Lobineau - 326 94 09
Paris 11^e - Gde d'Angre - 96, Bd Beaumarchais - 700 49 50
Paris 12^e - Gde d'Angre - 23 rue Becquart - 343 55 00
Paris 14^e - Ets Boulard - 25 bis rue St-Julien - 322 35 50
Paris 15^e - Ets Potache - 56 rue Fontfroy - 973 81 51
Paris 16^e - Franco Britannic - 21 avenue Kleber - 500 85 19
Paris 17^e - Gde Victor Hugo - 62, rue St-Dider - 553 88 00
Paris 17^e - Gde de l'Arc de Triomphe - 32, rue de Tiard - 380 55 11
Paris 17^e - Gde Boursault - 11, rue Boursault - 293 85 85
Paris 17^e - Gde Sarce - 53 avenue de St-Ouen - 228 30 70
Paris 17^e - Ets J. Savigne - 237, Bd Pétrole - 754 82 95
Paris 19^e - Gde Sogis - 42, quai de la Loire - 507 15 09

77 Seine-et-Marne
Brie-Comte-Robert - Bne Autos - 46, rue du Gal Lecterc - 405 70 48
Fontainebleau - Gde St-Antoine - 111 rue de France - 422 31 88

79 Vendée
Châtou - Gde Prolet - 8 place M. Bertheau - 952 11 28
Mantes-la-Jolie - Gde de la Muerie - 14, bis rue de la Muerie - 962 05 32
Mantes-la-Jolie - (Mignard) Ets Dupré - Route de Dreux - 477 28 08
Mantes-la-Jolie - Gde Prolet - 29 rue de Chevreuse - 050 04 63
St Germain-en-Laye - Gde Prolet - 69, rue Pétrole - 973 08 31
Viroflay - Anna Pricet Versaux - 189, Av. du Gal Lecterc - 024 05 16

91 Essonne
Corbeil-Essonnes - EAO - 84, Bd Jean Jaurès - 496 59 06
Evry-Courcouronnes - Gde St-Pierre - Route de Paris - 494 90 00
Jussieu-sur-Orge - Auto Racing 91 - 4 bis avenue de la Cour de France - 921 66 20
Yverly - Essonne Auto - 1, rue de la gare - 948 71 60

92 Hauts-de-Seine
Boulogne-sur-Seine - Ste Garabedian - 77 avenue P. Grenier - 609 15 32
Châtou - Melabry - Gde de la Butte Rouge - 53, avenue de la Division Leclerc - 661 04 10
Courbevoie - A.F.I.V.A. - 88 Bd de la Mission Marchand - 788 76 00
La Garenne - Ets Baral - 49 Bd de la République - 781 91 81
Levallois-Perret - Franco Britannic Autos - 25, Bd P.V. Couturier - 757 90 24
Levallois-Perret - Gde Wilson - 116, avenue du Pdt Wilson - 739 92 50
Malakoff - Autram - 92 - 166, avenue P. Brossollette - 655 52 10
Mantary - Houdayer Autos - 36, avenue Lénine - 724 64 91
Neuilly-sur-Seine - Ste Oita - 110, avenue du Route - 637 25 80

93 Seine-Saint-Denis
Aulnay-sous-Bois - C.T.A. - 10-14, rue J. Pincet - 866 60 08
Pantin - Gde P. P. - 55 avenue E. Vallant - 845 27 37
St-Ouen - Gde André-Michel - 74, rue du Docteur Bauer - 252 20 88
Villetaneuse - Ets M. Prieur - 12 bis, avenue Galtier - 528 31 11
Centre Commercial Rosny 2 - Porte 3 - 508 47 10

94 Val-de-Marne
Athis-Morville - Ets Leseur - 173, rue Veron - 375 16 58
Ivry-sur-Seine - Verduin Autos - 33, avenue de Verdun - 672 13 45
La Varenne-St-Maur - Ets Bousquet - 4, avenue du Chêne - 883 15 58
Le Perreux - SETA - 82, Bd d'Alsace-Lorraine - 324 41 85
Nogent-sur-Marne - Nogent-Autos - 44 Grand-Rue Ch. de Gaulle - 873 68 90
St Maurice - St Maurice Autos - 25 bis, avenue de la Varenne - 883 08 58
Vincennes - Gde Pricet - 15, avenue de Paris - 328 64 56

95 Val d'Oise
Argenteuil - Select Autos - 88 Bd J. Allemand - 980 70 74
Montmorency - Gde Clemenceau - 12, avenue G. Clemenceau - 964 21 93
St-Quentin-la-Nieuvre - G.S.O.A. - 16, rue de Paris - 037 90 72

EGYPTE
UNE CROISIÈRE
SUR LE NIL.

6685 F

Demandez notre catalogue
chez votre agent de voyage
ou téléphonez au :

(1) 742 68 48
66 rue d'Amsterdam 75009 PARIS
107 avenue de Clichy 75017 PARIS

(88) 22 33 34
14 rue de la Fonderie 67000 STRASBOURG

le point azur

14 rue de la Fonderie 67000 STRASBOURG

AGRICULTURE

EN 1983

Les crédits bonifiés pour l'agriculture augmenteront de 6,75 % en volume

Par rapport à 1982, l'enveloppe des crédits bonifiés disponibles pour l'agriculture - et dont le Crédit agricole détient le monopole de la distribution - augmentera de 6,75 % et atteindra 21 820 millions de francs contre 20 440 millions (enveloppe initiale à laquelle sont venus s'ajouter 400 millions, crédit décidé en conférence annuelle et affecté aux prêts d'installation et de modernisation). La bonification d'intérêt (différence entre le taux des prêts et le coût de la ressource monétaire) accordée par l'Etat est un instrument de politique agricole. Les fluctuations de telle ou telle partie de l'enveloppe constituent donc des signes de cette politique. Dans

un total en hausse modeste, trois catégories de prêts progressent plus fortement : ce sont ceux qui concernent l'installation des jeunes agriculteurs (+ 13 %), ceux affectés à la modernisation des entreprises et aux coopératives de matériel agricole (+ 13,8 %), les prêts d'élevage en fin (+ 14,3 %). A elles trois, ces catégories de prêts représentent 8 400 millions, en hausse de 13,5 % en un an et de 48 % par rapport à 1981, puisque les deux premières avaient déjà obtenu la priorité l'an passé. Bénéficient encore d'un coup de pouce les crédits destinés aux artisans ruraux (+ 19 % avec 2 800 millions) et aux départements d'outre-mer (+ 15,6 % avec 260 millions).

Par contre, dans le domaine foncier, le volume des prêts, qui était resté inchangé pendant trois années consécutives à hauteur de 1 900 millions, diminue même cette année de 5,3 % et atteint 1 800 millions. Visiblement, l'Etat se désengage peu à peu du financement du foncier pour lequel d'ailleurs les caisses de Crédit agricole ont souvent pris le relais avec des crédits non bonifiés. Le maintien au niveau de 1982 - 510 millions - de l'enveloppe consacrée aux Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) participe de la même démarche. Est étalée également le crédit destiné à l'équipement agricole et rural des collectivités (3 500 millions).

Enfin l'enveloppe dite des prêts à moyen terme ordinaire (M.T.O.) qui permet de financer les équipements individuels et les coopératives, mais que cette catégorie de crédits revêt une orientation bien précise, diminue de 6,7 %, avec 4 250 millions.

Cette régression peut être analysée comme la volonté du gouvernement de réduire les crédits non spécifiques et, a contrario, de favoriser la sélectivité.

D'autre part, apparaît une catégorie nouvelle de prêts : 300 millions exceptionnellement dérogés pour les exploitants et propriétaires forestiers, touchés par la tempête des 6 et 7 novembre qui fut la plus grosse catastrophe forestière que la France ait connue depuis que les statistiques existent. Pour exploiter et stocker les chablis, les professionnels disposeront donc de crédits à 7 % la première année et à 9 % la seconde.

La direction des sociétés anonymes
Etude comparative sur le statut et le rôle des dirigeants
Colloque international, organisé à Paris, les 10 et 11 mars 1983 par l'Université de Haute Normandie et le CNAM, avec notamment Mr. MUNDHEIM ancien General Counsel du Tresor (U.S.A.), Mr. TRICOT Président de la C.O.S. (FRANCE), Mrs THOMAS Membre de la « Securities & Exchange Commission » (U.S.A.).
Inscriptions : Mr. Kadouri, INTEC, 271.24.14, poste 519
Renseignements : 271.24.14 postes 519 ou 737
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
292, rue Saint Martin 75141 Paris Cedex 03

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Cycles organisés en alternance avec les entreprises

2° CYCLE
GESTION DE PERSONNEL
12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise
L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou 2 ans de Prépa.

3° CYCLE
MANAGEMENT AVANCE
8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) et à des jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement 22 avril 1983
Date limite de dépôt des dossiers 8 avril 1983

IGS
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Dossier de candidature et brochure détaillée (en précisant le cycle) à IGS, 63, Avenue de Villiers 75017 PARIS.

ÉNERGIE

APRÈS LA FORTE BAISSSE DU PÉTROLE NIGÉRIEN

Les représentants des pays du Golfe se réunissent à Ryad le 22 février

Les ministres du pétrole des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (C.G.C.) - Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Émirats Arabes unis, Bahreïn et Oman - devaient se réunir, mardi 22 février à Ryad, pour étudier « un plan visant à stabiliser les prix et la production de pétrole », selon les termes du ministre omanais des affaires étrangères qui a annoncé la tenue de cette réunion. La tâche des pays du Golfe, qui représentent traditionnellement la tendance « modérée » au sein de l'OPEP, est délicate.

Après la Grande-Bretagne et la Norvège, le Nigeria, membre de l'OPEP, a annoncé, samedi, une baisse très importante des prix de son pétrole brut. Cette initiative, vivement dénoncée par le ministre vénézuélien de l'énergie M. Calderon-Ferté, qui a estimé la décision nigérienne « regrettable et malheureuse », accroît les risques d'un effondrement en cascade des prix du pétrole, en incitant nombre de pays soucieux de préserver leur part de marché, à faire de la surenchère à la baisse.

Le Mexique, important exportateur de pétrole et, comme la Grande-Bretagne, non-membre de l'OPEP, a annoncé lundi 21 février qu'il modifierait vendredi 25 février les prix de ses bruts. Les nouveaux tarifs, fixés en conformité avec « les tendances du marché mondial », seront rétroactifs au 1^{er} février, a précisé la compagnie nationale mexicaine, le PEMEX.

Selon un dirigeant irakien

L'ARABIE SAOUDITE A AUTORISÉ LA CONSTRUCTION D'UN OLÉODUC RELIANT L'IRAK À LA MER ROUGE

L'Arabie Saoudite aurait accepté, selon M. Tariq Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, cité par le Wall Street Journal du 22 février, d'autoriser l'Irak à construire un oléoduc traversant la péninsule arabe pour relier les champs pétrolifères irakiens à la mer Rouge. Ce pipeline, d'une capacité de 1,5 million de barils par jour, devrait, selon M. Tariq Aziz, être terminé en 1986. Les négociations sur ce projet, qui sera financé par les compagnies pétrolières, étaient engagées depuis un an. Le ministre irakien a également précisé que l'Arabie Saoudite et le Koweït avaient commencé à donner à l'Irak environ 300 000 barils par jour de pétrole, afin qu'il le vende et puisse ainsi financer ses frais de guerre.

L'Irak, depuis le début de la guerre avec l'Iran et surtout depuis la fermeture des frontières syriennes, ne peut plus exporter, faute de moyens de transports, que 600 000 barils par jour environ, sa seule voie pétrolière d'accès à l'extérieur étant un oléoduc qui aboutit à Doryol, sur la côte méditerranéenne turque.

Faits et chiffres

Agriculture

● RECTIFICATIF : Le budget de Food from Britain, organisme britannique chargé de promouvoir la consommation des produits alimentaires fabriqués en Grande-Bretagne est assuré par une aide financière de l'Etat de 20 millions de livres (210 millions de francs) pour les cinq premières années de son existence. Au bout de ces cinq années, il devra s'autofinancer. Nous avions écrit (le Monde du 1^{er} février) en comparant le budget de la SOPEXA (Société pour l'exportation des produits alimentaires) française et celui de Food from Britain que ce dernier s'élevait à 200 millions de francs pour une année.

Etranger

GRANDE-BRETAGNE

● Le produit intérieur brut britannique (P.I.B.) s'est redressé de 0,5 % en 1982, après deux années de baisse. Cette reprise est toutefois due presque entièrement à l'accroissement de la production de pétrole : une amélioration de 2 % de l'activité dans le commerce de distribution et les communications n'ayant fait que compenser la poursuite de la récession de l'industrie manufacturière et des transports. L'indice officiel (base 100 en 1975) s'est établi à 105,1 contre 104,5 en 1981 et un record de 110,3 en 1979. Fin 1982, le P.I.B. accusait une reprise de 1,4 % (0,6 % sans le pétrole) par rapport au creux de la récession enregistré au printemps 1981, mais demeurait inférieur de 6 % (7,2 % sans le pétrole) au niveau enregistré à la veille de la récession au deuxième trimestre 1979. - (A.F.P.)

La décision du Nigeria et l'anticipation d'une baisse générale des prix a provoqué, lundi, une chute des prix sur le marché libre au jour le jour. Les bruts « Brent » de la mer du Nord sont passés de 29 dollars par baril en fin de semaine dernière à 28,10 dollars par baril, soit 2,40 dollars de moins que le nouveau prix officiel proposé par la Compagnie nationale britannique à ses clients (30,50 dollars par baril). Le pétrole saoudien « Arabian Light » de référence s'était quasiment plus coté, la rumeur ayant couru sur les marchés que les pays du Golfe allaient annoncer une baisse massive de 7 dollars par baril, le prix officiel tombant de 34 dollars à 27 dollars par baril.

La nervosité du marché et l'ampleur de la baisse nigérienne, qui a porté les bruts légers africains à 30 dollars par baril, soit un prix inférieur à celui des pétroles équivalents de la mer du Nord, ont conduit les clients de la B.N.O.C. à réserver leur accord sur les nouveaux prix proposés.

Dans ce climat tendu, des initiatives se multiplient pour tenter de rétablir un accord au sein de l'OPEP. L'Algérie a demandé lundi 21 février la convocation, la plus tôt possible, d'une conférence extraordinaire de l'OPEP. De son côté le Venezuela a annoncé qu'il lançait une « vaste offensive diplomatique » pour éviter un effondrement des prix. Plusieurs délégations officielles se rendront cette semaine dans seize pays producteurs, membres ou non de l'OPEP, pour leur transmettre des propositions concrètes afin de renforcer la structure des prix, mettre fin à la pratique des rabais, restaurer l'échelle des prix relatifs et définir un programme de production fondé sur une production OPEP de 17 millions de barils par jour en moyenne pour 1983.

LE VENEZUELA FERME SON MARCHÉ DES CHANGES

Le Venezuela a suspendu le commerce des devises pour deux jours avant de prendre, le 22 février, des mesures accrues de contrôle des changes. L'économie vénézuélienne est en effet caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis de l'étranger, tant pour ses exportations (pétrolifères à 97 %) que pour ses importations (46 % des produits alimentaires sont importés).

Le gouvernement cherche donc à endiguer une fuite de capitaux provoquée par des rumeurs persistantes de dévaluation. Les réserves de change ont diminué de 50 % ces derniers mois (dont 736 millions de dollars au cours de la première quinzaine de février).

Afin d'arrêter la crise actuelle qui risque de s'aggraver avec la chute des prix pétroliers, le Venezuela envisage à court terme un système de double parité. Mais cette sortie de devises risquerait de rendre plus difficile la négociation de la dette extérieure à court terme du Venezuela (9 milliards de dollars) qui doit mener à New-York le ministre des finances, M. Arturo Sosa.

MONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEPT MOIS		
		Rep. + ou -	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	
SE-IL	6,7950	6,8000	+ 190	+ 225	+ 415	+ 465	+ 1215	+ 1310
S. can.	5,5300	5,5355	+ 120	+ 150	+ 280	+ 330	+ 890	+ 990
Yen (100)	2,9140	2,9190	+ 130	+ 155	+ 280	+ 315	+ 900	+ 955
DM	2,8335	2,8365	+ 150	+ 170	+ 335	+ 360	+ 1010	+ 1065
Mark	2,5635	2,5660	+ 150	+ 170	+ 335	+ 370	+ 1020	+ 1070
FR (100)	14,3000	14,3070	+ 170	+ 200	+ 375	+ 400	+ 985	+ 1030
ES	1,3775	1,3825	+ 200	+ 280	+ 360	+ 395	+ 1095	+ 1170
L (1 000)	4,9870	4,9925	+ 340	+ 390	+ 750	+ 840	+ 2090	+ 2165
£	10,3955	10,4000	+ 75	+ 160	+ 280	+ 315	+ 900	+ 1000

TAUX DES EURO-MONNAIES

	11 1/16	9 1/16	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8	9 1/16	9 7/16
	5 1/16	5 1/16	5 7/16	5 13/16	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8
FR (100)	11 1/2	12 1/2	13 1/4	14 3/4	13 3/4	15 1/4	13 3/4	15 1/4
ES	3 1/4	1 1/2	2 1/4	2 7/8	2 9/16	2 15/16	3 1/8	3 5/8
L (1 000)	15 1/2	18	19 3/4	22	20 1/2	22	21 1/4	22 1/2
£	11 1/4	11 7/8	11 1/4	11 7/8	11 1/4	11 7/8	11 1/4	11 7/8
DM	14 1/4	16 1/4	17 1/4	22 1/2	23	24 1/4	25 1/4	27

Ces courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées au fin de matinée par une grande banque de la place.

SKI
Réserves de maintenance dans les meilleures stations la formule de votre choix (hôtels, locations, clubs) grâce à notre sélection
ARCOM (S.E.T.I.)
23, rue La Boétie, 75008 PARIS
Tél. : 268-15-70
LIC. A 962

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AMREP

Le conseil d'administration, dans sa séance du 14 février 1983 :

- A arrêté les comptes de l'exercice 1982 se soldant par un bénéfice net de 36 198 338,16 F (41 933 242 F en 1981, 36 967 110 F en 1980) et une marge brute d'autofinancement de 50 510 338 F (49 795 535 F en 1981, 38 490 305 F en 1980).

- A décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 27 F + 13,5 F d'impôt déjà payé au Trésor, un acompte de 12 F sur le dividende 1982 a déjà été mis en paiement le 10 décembre 1982 (dividende 1981 : 25 F + 12,5 F d'impôt déjà payé au Trésor, acompte sur dividende : 11 F).

Bien que le bénéfice de la société n'ait pas été diminué, le résultat consolidé attribué aux actionnaires de l'exercice 1981, qui était de 30,5 millions de francs (75,7 millions d'écus), la marge brute d'autofinancement attribuée étant de 160 millions de francs (178,5 millions d'écus en 1981).

ACTIONS INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration d'Actions-Investissement, société d'investissement à capital variable, réuni le 16 février 1983 sous la présidence de M. Georges Henry, a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Le montant de l'actif net en fin d'exercice s'établissait à 513,80 millions de francs contre 258,65 millions de francs fin 1981 et la valeur liquidative unitaire ressortait à 199,58 F contre 170,33 F. Compte tenu du dividende brut mis en distribution le 30 avril 1982, la progression ressort à 24 %.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires qui sera convoquée le mercredi 20 avril 1983 à 11 heures la distribution d'un dividende unitaire net de 10,90 F, en hausse de 20 % par rapport au précédent, assorti d'un crédit d'impôt de 1,15 F, soit un total 12,05 F.

VOLVO CAR CORPORATION

Ventes record en 1982

Plus de 317 000 voitures Volvo ont été vendues en 1982 - un record dans l'histoire de Volvo.

Les ventes pour les séries 240 et 760 se sont élevées à 227 000 unités (+ 9 % par rapport à 1981).

Les ventes des séries 340 et 360 ont été de 90 255 unités (+ 15 %).

SÉLECTION COURT TERME

Sous la présidence de M. Henry de Blanchard, le conseil d'administration, dans sa séance du 16 février 1983, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires du 28 mars 1983 la mise en paiement d'un dividende de 1 406,28 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 37,14 F, soit un dividende global de 1 443,42 F.

La valeur liquidative de Sélection Court Terme s'établissait à 11 482,33 F à la date d'arrêt des comptes de l'exercice. Au 16 février 1983, elle s'élevait à 11 766,23 F, dividende inclus.

Depuis la fondation, le rythme de progression est de l'ordre de 15,50 % l'an, à comparer à une progression d'environ 14,90 % du taux du marché monétaire.

SÉLECTION-RENDEMENT

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale des actionnaires la distribution au titre de l'exercice 1982 d'un dividende global de 16,36 F (dont 0,64 F d'impôt fiscal), contre 14,39 F (dont 0,96 F d'impôt fiscal) pour l'exercice précédent, soit une progression de 13 %.

De fin 1981 à fin 1982, la performance de l'action Sélection-Rendement, dividende global payé en 1982 compris, aura été de 30 %.

EMPRUNT

TAUX D'INTERET ANNUEL
15,10%

Obligations de 5 000 Francs émises à 4 980 Francs remboursables au pair le 7 mars 1993

FONDS DE RACHATS
Chaque année l'émetteur, selon les conditions du marché, pourra racheter 10% des titres restant en circulation

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT
15,18%

CHARBONNAGES DE FRANCE



GRUPE CAR

PARIS
21 février

21 février

Un bon début de mois

Après un démarrage difficile, la cote s'est résolument orientée vers la hausse lundi. L'indicateur instantané des valeurs françaises a progressé de 0,9%.

La Bourse a mis à profit cette première séance du nouveau terme boursier, celui de mars, pour s'offrir une petite hausse. Mouvement favorisé d'autre part par une baisse du loyer de l'argent (- 3/16 % à 12,75 %).

La décision du Nigeria de réduire le prix de son pétrole n'a pas eu d'incidence véritable sur les valeurs pétrolières. Elles se sont effritées, à l'exception de B.P. (+ 8,3 %) et d'Esso (+ 7 %), sur des rumeurs, pour cette dernière, du maintien du dividende cette année.

Le taux de report pour ce mois s'élève à 13 3/8 % contre 13 %.

Les écarts à la hausse se sont situés entre 4 % et 9,5 %. Après une suspension de cotation de quelques minutes en raison d'une demande trop importante, Valéo a gagné 5 %. A.D.G. a progressé de 9,5 %, Cetelem de 7 %, D.M.C. et Saurier-Duval de 6,8 % et A.D.G. de 6,3 %. Sanofi et Damart ont fini la séance en hausse de 4,5 %.

Quelques baisses étaient également signalées en clôture : celles de Générale de Fonderie - 5 %, de Crouzet et des Galeries Lafayette - 3 %.

La devise-titre s'est légèrement effritée à 8,68-8,71 F en raison de la baisse du dollar. Les valeurs allemandes ont fortement progressé, notamment Bayer et BASF (+4%). Fermeté des titres

et B.A.S.F. (+ 4 %). Fermeté des titres américains et de Quilmès + 10 %. En revanche, baisse de 4 % de Norsk-Hydro.

L'or s'est maintenu à Paris au-dessus de la barre des 500 dollars à 502,83 dollars contre 501,73 vendredi.

Le lingot a cédé 350 F à 109 650 F et le napoléon 10 F à 726 F. Malgré cette baisse du « Nap », l'emprunt 4,5 % 1973 a sensiblement progressé à 2 155 F (+ 4 %) après le tirage au sort annuel.

WALL STREET VA RÉDUIRE

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE AMÉRICAIN

Agefi. — Le gouvernement américain a tout lieu de se féliciter de la fermeté de Wall Street. D'abord parce qu'elle témoigne d'un regain de santé de l'économie des Etats-Unis, mais aussi parce qu'elle accroit les rentrées d'impôt dans les caisses du Trésor. Un point qui n'a rien de négligeable compte tenu du déficit budgétaire de 200 milliards de dollars prévu pour l'exercice courant.

M. William V. Sullivan Jr., analyste monétaire de la Bank of New York, estime que les bénéfices réalisés par les investisseurs individuels au cours des derniers mois vont se traduire par une importante progression des impôts perçus par l'Etat fédéral. Selon lui, le Trésor aurait ainsi reçu 14 à 15 milliards de dollars de taxes (non compris celles faisant l'objet d'une retenue à la source) lors de l'échéance trimestrielle de janvier, chiffre record pour la période de référence et supérieur de 20 % à celui de l'année dernière à pareille époque.

M. Sullivan considère que la progression sera encore plus marquée lors du prochain terme, car l'avis d'imposition d'avril (35,3 milliards de dollars en 1982) prend en compte l'ensemble de l'exercice fiscal et non pas une période de trois mois comme celui de janvier. S'appuyant sur la hausse du marché obligataire et de celui des actions en 1982, l'analyste de la Bank of New York avance que le gonflement des recettes fiscales du Trésor « pourrait s'avérer suffisant pour atténuer ses besoins de financement du second trimestre ».

CLOS

Tous les marchés financiers et les Bourses de commerce ont chômé le 21 février aux États-Unis pour la célébration de l'anniversaire de George Washington.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES. — Après la récente annonce d'une augmentation de capital par attribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes (*le Monde* du 11 février dernier), la société a apporté quelques précisions sur cette opération, qui doit permettre de porter le capital de Bouygues de 288,4 à 384,5 millions de francs. Au total, 961 333 actions nouvelles (100 000 actions de 100 francs) ont été attribuées le 1^{er} janvier 1982, qui seront attribuées gratuitement aux propriétaires des 2,88 millions d'actions anciennes. Ces actions nouvelles bénéficieront de l'acompte sur dividende de 12 F par titre mis en paiement le 20-12-1982.

CIMENTS FRANÇAIS. — Le bénéfice net de la société mère pour 1982 atteint 98 millions de francs contre 81 millions pour un chiffre d'affaires accru de 7 %. Le résultat net consolidé est, au vu des premières estimations, légèrement inférieur au précédent (141 millions). La marge brute doit atteindre 400 millions de francs (+ 10 %).

Dans l'ensemble du groupe, les filiales françaises touchées par la contraction de leurs marchés et la politique des prix apportent une contribution aux résultats consolidés voisine de celle pour 1981.

CEDEST. — Pour 1982, le bénéfice d'exploitation serait de 150 millions de francs contre 113 millions. Le résultat net dépassera 35 millions de francs contre 27,6 millions. Le bénéfice consolidé devra marquer une progression. Rapports que les deux principaux actionnaires sont la C.G.I.P. (51,03 %) et Lafarge (25,3 %).

PRÉCISION. — L'information communiquée dans nos éditions du 19 février, sous le sigle de Sainrapt et Brice, est à mettre au compte de la Société générale d'entreprises Sainrapt et Brice, nouveau nom de cette entité, constituée en septembre 1982.

INDICES QUOTIDIENS

	18 fév.	19 fév.
Valeurs françaises	105,9	

C^o DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 d^r - 1982)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 22 février 12 11/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	21 fév.	22 fév.
1 dollar (monnaie)	333,60	333,16

1 dollar (en yens)	232,09	233,13
--------------------------	--------	--------

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous
dans nos dernières éditions, nous pourrions

derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figurent				

BOURSE DE PARIS Comptant

21 FEVRIER

VALEURS				Cours préc.		Dernier cours		VALEURS				Cours préc.		Dernier cours		21/2		Émission		Rachet	
%				de nom.		de coupon		%				de nom.		de coupon		21/2		Émission		Rachet	
3 %	25 50	1 184		De Dietrich	260	285		Henri Welter	110	112		I.L. Mexique	7 25								
3 1/2 %	25 50	0 288		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081		Daguerre	130	130		Héris, Dég. et al.	65 50	65 50		B.N.P. Interm.	42500	43000							
3 1/2 %	25 50	1 081																			

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les

[illegible][illegible]

NOTES DES CHANGES

[illegible][illegible]

[illegible]